

Le travail

– Rapport d'activités 2025 –



Bamako, Juin 2026



De droite à gauche: *Djénéba Diarra (Assistante de recherché) – Moussa Coulibaly (Responsable DAF) – Boubacar Bougoudogo (Responsable DER) – Badiégué Diallo (Comptable) – Pr. Massa Coulibaly (Directeur exécutif)*



Ousmane Z Traoré (Responsable DEF)



Fatoumata Sow (Responsable DIC)



Lansine Sountoura (Chercheur associé)

Membres du Comité d'orientation (CO)



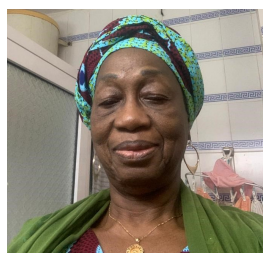
Coumba Touré



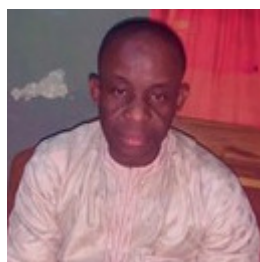
Modibo Dolo



Aoua Saran Dembélé



Nafissatou Konaré



Me. Diakaridia Djiré

Table des matières

Avant-propos	i
Résumé exécutif	1
Introduction	3
1. Études et recherche.....	4
1.1. Marché du travail.....	4
1.1.1. La problématique de l'emploi au Mali.....	4
1.1.2. L'état du marché national du travail	6
1.1.3. Coût du travail et création d'emplois	7
1.1.4. Dynamique du marché du travail au Mali	9
1.2. Inégalités de genre	11
1.2.1. Mesure et analyse de l'inégalité des sexes au Mali	11
1.2.2. Jeunesse, inégalités de sexe et pauvreté	13
1.2.3. Protection des filles et femmes contre la discrimination et le harcèlement	15
1.2.4. Scolarité des filles mères ou enceintes et éducation sexuelle dans les écoles....	16
1.3. Changements climatiques	17
1.3.1. L'urgence de faire face aux changements climatiques	17
1.3.2. Mesures de limitation des changements climatiques	20
1.4. Transition, démocratie et gouvernance.....	21
1.4.1. Evaluation comparative des perceptions populaires de la transition.....	21
1.4.2. Identité nationale versus appartenances ethniques.....	23
1.4.3. Sortie de la CEDEAO et sécurité au Sahel	25
1.4.4. CEDEAO, AES et sécurité dans la région	26
1.4.5. Proximité avec les partis politiques.....	28
1.4.6. Saluer les efforts du gouvernement en matière de sécurité.....	29
1.5. Recherche de partenariat pour études et recherche	30
1.5.1. Vers l'entrepreneuriat agricole des jeunes au Mali.....	30
1.5.2. Création d'emplois verts et décents pour les femmes et les jeunes au Mali	30
1.5.3. Pauvreté Delivery of Business Development Services in Mali.....	31
1.5.4. Etude relative à l'impact de l'urbanisation sur la pauvreté au Mali.....	31
1.5.5. Et si le paradoxe de la pauvreté au Mali s'expliquait par les disparités de prix .	32
1.5.6. Cartographie de la pauvreté monétaire et multidimensionnelle du Mali	33
1.5.7. Cartes ethnolinguistiques du Mali et mesure de la solidarité.....	34
1.5.8. Infrastructures marchandes et potentiel de développement économique local ..	35
2. Enquêtes	38
2.1. Enquête mondiale d'opinion auprès des entreprises.....	38
2.2. Enquête quantitative d'évaluation de projet	38
2.3. Enquête qualitative d'évaluation de projet	39
2.4. Mesurer et Observer les violences basées sur le genre à Bamako.....	40
3. Formation et renforcement des capacités	41
3.1. Ateliers de formation	41
3.1.1. Modélisation en équilibre général calculable.....	41
3.1.2. Initiation au logiciel GAMS.....	42
3.1.3. Méthodologie de recherche	43
3.1.4. Rapport de participation aux activités Afrobarometer, école d'été atelier.....	44
3.2. Renforcement de capacités	45

3.2.1.	Cadrage macro-budgétaire par MME_DNPD	45
3.2.2.	Renforcement des capacités nationales sur le travail des soins non rémunéré ..	45
4.	Communication et information	46
4.1.	Dissémination	46
4.1.1.	CEDEAO, AES et zone franc	46
4.1.2.	Les enjeux des changements climatiques.....	47
4.1.3.	Pauvreté et défis des jeunes au Mali	48
4.2.	Ateliers, séminaires et conférences	49
4.2.1.	Le rôle du monde académique dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063	49
4.3.	Ateliers de validation scientifique	50
4.3.1.	Théorie du changement des politiques de développement.....	50
4.3.2.	Validation du Rapport national sur le développement humain 2024.....	50
4.3.3.	Perceptions et pratiques des violences basées sur le genre	51
4.3.4.	Examen et validation du SDS (2025-2029).....	51
4.3.5.	Engagement citoyen et compétences en développement durable	51
4.3.6.	Validation du Rapport de l'Indice de pauvreté multidimensionnelle	52
4.3.7.	Processus d'élaboration d'un Indice de pauvreté multidimensionnelle	52
4.4.	GREAT_Café.....	53
4.4.1.	Organisation et archivage des données	53
4.4.2.	Organisation de la justice au Mali.....	54
4.4.3.	Procédures civile et pénale au Mali.....	55
4.4.4.	Les juridictions maliennes.....	55
4.4.5.	Les acteurs judiciaires	56
5.	Publications	58
5.1.	Les GREAT_Cahiers	58
5.2.	Le GREAT_Savoir	59
5.3.	La Great_Formation	61
5.4.	Base de connaissances	62
6.	Partenariat.....	63
6.1.	Institutions de recherche	63
6.2.	Administration publique	63
6.3.	Partenaires techniques et financiers.....	64
7.	Fonctionnement institutionnel.....	65
7.1.	Programmation et responsabilisation des activités	65
7.2.	Réunions statutaires	65
8.	Suivi budgétaire.....	67
8.1.	Système de gestion	67
8.2.	Structure et évolution des dépenses.....	67
8.3.	Sources de financement	68
9.	Programme d'activités 2026	70
	Conclusions	72

Avant-propos

Si je le pouvais, je n'allais pas travailler pour travailler



Autant le dire tout de suite, les gens qui travaillent pour travailler scrutent en premier les jours ouvrables fériés et chômeés sur leur calendrier de la nouvelle année, les mêmes qui attendent chaque semaine avec impatience l'arrivée du week-end pour lâcher prise avec fracas.

Notre relation au travail est à la fois historique, anthropologique, sociologique et économique, pour ne pas dire plus. Elle est empreinte de notre histoire médiévale, faite de bravoure, d'exaltation du dur labeur puis de notre rencontre avec l'esclavage arabo-musulman puis occidental, ce dernier cédant plus tard place au colonialisme. Ces rencontres successives, qui dureront au total des siècles, ont forgé une connotation négative du travail y compris du travail à la campagne à telle enseigne qu'il est encore douloureux que l'on écrive une histoire nouvelle du travail, surtout détachée de références coloniales ou postcoloniales.

La connotation négative du travail le fait craindre voire détester. Il faut plutôt valoriser le travail que de le dévaloriser comme cela a pu résulter du travail gratuit dans les plantations d'ailleurs ou des travaux forcés coloniaux, travail forcé classé aujourd'hui comme pire forme de travail. Il est temps, par delà l'histoire de faire du travail une affaire d'honneur, de vaillance et d'héroïsme, un peu à la Stakhanov. C'est une des conditions de satisfaction de ses besoins fondamentaux de liberté, de connaissance, de stabilité, d'autogestion et de quête de sens en travaillant bien plus que pour le salaire.

En remontant aux origines du travail, l'étymologie nous enseigne qu'au commencement était le tripalium, appareil formé de trois pieux, utilisé pour ferrer ou soigner les animaux, ou comme instrument de torture pour punir les esclaves, quelque chose d'associé à la pénibilité et à la souffrance. Au fil de l'histoire, le travail est perçu comme étant dans la nature humaine. Qu'il s'agisse de fabriquer des outils pour chasser, tailler des silex pour le feu, bâtir un habitat, découper des peaux pour se vêtir ou bâtir une cabane ou maintenir le feu. Le plus dur n'est pas le travail mais les conditions dans lesquelles on l'exerce, qui engendre beaucoup de stress et de pénibilité. En tant qu'activité productive, sous forme d'interaction de l'homme avec la nature pour satisfaire ses besoins, le travail a existé dans toutes les sociétés même celles primitives faites de chasse et de cueillette. Il n'est donc pas une invention récente, mais seulement sous sa forme de salariat moderne, indissociable de l'industrialisation et de la tertiarisation du travail. Dans la société esclavagiste, le travail était réservé aux condamnés, aux esclaves (prisonniers de guerre asservis, peuplades colonisées, victimes de razzias pour être vendus sur les marchés), plus tard aux serfs. En échange des corvées, le dominant t'accordait la vie sauve, l'asile, des rations alimentaires, la possibilité d'exploiter une bande de terre à ton profit et parfois quelques pièces. De là a découlé, aux yeux des philosophes de l'antiquité, le caractère avilissant du travail, éloigné de l'homme de qualité dont l'existence s'épanouissait dans la délibération politique, la contemplation et le divertissement. A cette époque donc, étaient associés au travail la souffrance, la pénibilité, la contrainte et

l'asservissement. Réserver le travail aux esclaves, c'est le dévaloriser. Bien au contraire, il ne doit plus être perçu, surtout de nos jours comme une malédiction, faisant du repos un état adéquat, synonyme de liberté et de bonheur et cela même si le travail n'est pas pur plaisir ni pur amusement.

Pour Marx, le travail n'est pas aliénant en soi, il ne le devient que dans les régimes d'exploitation de l'homme par l'homme. Aussi, la fin de tels régimes équivaut-elle à la libération du travail, qui deviendra alors pleinement l'instrument de l'auto-effectuation des individus dans sa distinction de la contrainte productive, de la contrainte salariale. Hier considéré comme châtiment divin puis instrument de torture, en tant que source de souffrance, par opposition au jeu, la révolution industrielle l'a revalorisé, permettant non seulement la satisfaction des besoins vitaux, l'augmentation de la richesse, et donc l'essor des nations, mais aussi la socialisation et la réalisation de soi. Par finir, le travail perd, grâce au développement de la technologie, une grande part de sa pénibilité. De nos jours, le travail est l'essence de l'homme, ce qui lui permet de se libérer de la nature et d'affirmer sa supériorité.

Au début du 20^{ème} siècle, l'on a assisté à l'organisation scientifique du travail par division des opérations, et décomposition de chaque mouvement de façon à réduire les pertes de temps et d'efficacité. D'abord le taylorisme puis le fordisme, avec l'introduction du travail à la chaîne. Le travail ne cesse de prendre de nouvelles formes d'organisation, par télétravail, franchise, régime d'auto-entrepreneur, et bien d'autres plateformes et IA, toute chose remettant en cause le salariat traditionnel. Aujourd'hui, le toyotisme qui redonne plusieurs tâches à réaliser au travailleur mais qui tient aussi bien compte de son bien-être en introduisant l'ergonomie sur le poste de travail, que de son portefeuille puisque le salarié va être intéressé aux bénéfices de l'entreprise. On est néanmoins loin de la fin du travail de l'économiste américain Jeremy Rifkin entrevoyant l'émergence d'une civilisation des loisirs, délivrée de toutes les aliénations, en étant affranchie de la contrainte du travail.

Le 19^{ème} siècle aura connu l'interdiction du travail des enfants de moins de 8 ans avec durée maximale de travail de 8 heures par jour pour les enfants de 8-12 ans et 12 heures jusqu'à 16 ans ainsi que l'interdiction du travail de nuit jusqu'à 12 ans. Le siècle suivant vit successivement (i) le repos hebdomadaire de 24 heures après 6 jours de travail à tous les ouvriers et employés, (ii) l'instauration de la journée de travail de 8 heures, (iii) la semaine de 40 heures sans diminution de salaire et instauration de 2 semaines de congés payés pour tous les salariés, et (iv) la création du salaire minimum garanti. Bien de pays en ont ajouté le droit à un revenu de compensation en cas de perte de travail, l'assurance-chômage. Dans ses mutations successives, le travail a évolué sous l'effet de plusieurs facteurs dont les avancées techniques, la mondialisation, l'évolution démographique, les changements climatiques, des innovations récentes e.g. l'automatisation, l'IA et la robotique.

Un certain nombre de questions demeurent pertinentes en matière de recherche sur le travail dès lors que celui-ci fait partie intrinsèque de la vie. Au rang de celles-ci, on peut entrevoir (i) la société peut-elle se passer de travail, (ii) pourquoi travailler et pour qui, (iii) le travail aliène-t-il l'homme de nos jours, (iv) comment garantir la qualité de l'emploi et le plein emploi, (v) comment favoriser le développement des compétences pour atténuer le risque de destruction et de polarisation des emplois, et (vi) comment assurer une répartition équitable des gains de productivité. Travailler, c'est assurer sa survie et améliorer ses conditions d'existence. Pour soi, le travail est un facteur important de structuration de l'identité personnelle et sociale, des liens familiaux et sociaux, des possibilités de gagner de l'argent et d'accéder ainsi à toute une série de biens, de services et d'activités essentiels et non essentiels,

de l'emploi du temps, du niveau d'activité, du bien-être physique et mental, de la confiance et de l'estime de soi qui découle du sentiment de contribuer à la société ou au bien commun. Pour la société, il est un élément important pour promouvoir la cohésion et la sécurité de la communauté, augmenter la participation citoyenne, réduire les dépenses publiques pour toute une série de services de bien-être, promouvoir le développement social et économique et organiser la vie sociale à un niveau macro. En d'autres termes, le travail, en tant que caractéristique fondamentale pour de nombreuses dimensions de l'intégration sociale, telles que la santé, le logement et les réseaux interpersonnels, est essentiel pour renforcer le sentiment individuel d'utilité et d'appartenance, de fournir des ressources financières et pour son rôle de mécanisme de socialisation, de source d'échanges sociaux et d'identités individuelles. Au-delà de la reconnaissance et de l'enrichissement personnel, le travail permet d'évoluer, progresser, se faire complimenter sur ses prestations, autant d'éléments permettant d'augmenter sa confiance en soi, son autonomie. Personne ne devrait s'en sortir heureux, vivant, exister, lorsqu'il n'a pas de travail.

L'économie politique du travail nous enseigne, à travers quelques auteurs classiques de cette discipline, que (i) la richesse des nations dépend du degré de la division du travail qui y a cours, laquelle est elle-même liée à l'expansion du marché, (ii) la théorie de la valeur-travail incorporé en lieu et place de celle de la valeur-travail commandé, selon laquelle la valeur d'un bien est égale à la quantité de travail qui aurait été nécessaire à sa fabrication, (iii) le travail est à la fois mesure de la valeur (travail produit) et marchandise. Dans la théorie économique contemporaine dite de l'agence, il y a aléa moral dès lors que l'employeur ne peut, par définition, connaître ex-ante, au moment de la signature du contrat de travail, la quantité et la qualité du travail qui sera fourni par le travailleur, puisque celui-ci ne se met au travail qu'après le contrat signé. Selon la théorie du salaire d'efficience, l'employeur aurait intérêt à payer le travail ex-ante, c'est-à-dire dans les clauses du contrat de travail, à un prix supérieur au prix d'équilibre de marché pour inciter le travailleur à fournir effectivement ex-post plus de travail. Pour la théorie du capital humain, le salaire ne serait que l'intérêt produit par un capital humain, composé des propriétés génétiques du travailleur, mais aussi des compétences qu'il a acquises au cours de sa formation.

Au-delà de l'économie, où la valeur-travail sert de base d'équivalence dans les échanges, le travail est à la fois dépense (fatigue ou input) et produit (effet ou output), la dépense et le produit pouvant être mesurés dans la même unité d'où le concept de rendement qui doit être maximum. Aussi, le travail est-il, en physique, contrairement à l'économie où il est l'un des facteurs de production, avec le capital et la terre, fourni par des employés en échange d'un salaire. En sociologie par contre, le travail est l'ensemble des activités humaines répétitives, pénibles, non gratifiantes et réalisées dans la contrainte e.g. travail en usine, travaux champêtres, etc. En matière artistique, le travail désigne une œuvre en cours de création ainsi que l'ensemble des œuvres d'un artiste alors qu'en obstétrique, le travail est synonyme d'accouchement, entre les contractions et la délivrance. En tant qu'occupation, le travail est emploi (travail rémunéré) ou activité non rémunérée (comme travail domestique et de soins, bénévolat ou travail en formation sans rémunération).

Ce qu'il faut retenir est que le travail est une nécessité pour l'homme, pour assurer sa survie et son confort sur les plans matériel (pouvoir choisir et améliorer ses conditions de vie matérielles) et intellectuel (apprendre à parler, lire, écrire et compter mais aussi se cultiver, se distraire, raisonner, etc.). Il est un devoir pour l'homme car l'homme valide n'a pas le droit de dépendre du travail des autres, chacun devant compter sur ses propres ressources et ses compétences pour assurer ses besoins et tout le monde devant pouvoir apporter sa

contribution et échanger le fruit de son travail avec les autres. Bref, le travail est valorisant pour l'homme, lui permettant de jouer un rôle dans la société, de se rendre et de se sentir utile, d'acquiescer ainsi une signification aux yeux des autres et d'apporter leur respect et de gagner en estime quand le travail est bien fait.

Le travail est doublement transformateur, transformation de la nature, au-delà du besoin, l'homme étant un être du désir ne travaillant pas seulement pour ses besoins mais aussi pour ses désirs les plus artificiels, transformation de l'homme, car par le travail l'homme modifie son état intérieur contrairement à l'animal qui accomplit aussi des activités mais ne travaille pas pour autant en ce sens qu'il ne pense pas son travail et ne dispose pas d'un savoir-faire réel pour réaliser son produit. C'est pourquoi son activité ne se développe pas, son produit ne varie pas et ne dépasse guère son besoin immédiat et spontané et c'est pourquoi, l'homme est le seul être technique qui pense son travail, qui améliore son savoir-faire, qui perfectionne et développe son produit.

Pour ce qui est de l'emploi salarié, forme dominante de travail dans les sociétés avancées, l'on est passé, historiquement, d'un salariat dit indigne à la création de la société salariale, avec au départ deux corps de métiers, (i) les gens de métier (professions libérales, hommes de loi, médecins, charpentiers, armuriers, etc.) et (ii) les gens de peine (journaliers, domestiques, manœuvres, etc.) sans statut. Avec la révolution industrielle, la critique du salariat s'amplifie, d'abord Sismondi montre dans les années 1820 qu'avec le salariat, c'est la société toute entière qui se soumet au principe de rentabilisation du capital, ensuite pour Marx, le salariat est une forme atténuée d'esclavage puisque, en vendant sa force de travail, le salarié perd tout droit sur le produit de son travail ainsi que la maîtrise des conditions d'exécution. Avec l'apparition du contrat de travail et le développement des droits sociaux, le salariat change de signification.

Au cours du 20^{ème} siècle, le salariat devient le centre de la société et le pilier de l'intégration sociale. Son déclin, précoce chez nous, s'accompagnera de la perte de la protection sociale, de la sécurité, de la retraite et de la stabilité financière, du droit à des congés et au congé parental. Ce serait un coup porté aux acquis du mouvement ouvrier depuis le 19^{ème} siècle en Europe quand, les révolutions industrielles et les conditions de travail déplorables conduisaient à des réformes sociales et à la reconnaissance des droits des travailleurs y compris la révolution française initiant les prémices du droit du travail. Le droit du travail est un élément fondamental des conventions internationales du travail, consacré par (i) la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective, (ii) l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire, (iii) l'abolition effective du travail des enfants, et (iv) l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession. Ses sujets couverts sont très variés, allant du contrat de travail (création, exécution, rupture) à la protection sociale y compris des travailleurs vulnérables en passant par les salaires, le temps de travail et des congés, les libertés syndicales, la représentation des travailleurs, les conflits du travail et leur mode de résolution et les normes de sécurité dans le cadre du travail.

L'importance du droit du travail est réaffirmée dans l'ODD 8, relatif au travail décent et à la croissance économique soutenue, partagée et durable. Quatre de ses 12 cibles portent expressément sur (i) le plein emploi et le travail décent, (ii) l'accès des jeunes à l'emploi et à la formation, (iii) la suppression de la traite d'êtres humains et l'interdiction et l'élimination de l'exploitation des enfants, et (iv) les droits et sécurité au travail. Des indicateurs de suivi sont associés à chacune de ces 4 cibles, à savoir, (i) la rémunération horaire moyenne et le taux de chômage, (ii) la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation, (iii) la

proportion et le nombre d'enfants qui travaillent, et (iv) le nombre d'accidents du travail mortels et non mortels par 100 000 travailleurs ainsi que le niveau de respect des droits du travail (liberté d'association et droit de négociation collective) au niveau national.

Le culte du travail n'obère pas la fête du travail dont l'histoire remonte à la fin du 19^{ème} siècle avec les manifestations ouvrières de 1884 jusqu'en 1891, au départ pour réclamer la journée de travail de 8 heures. Le 1^{er} mai 1886, cette revendication est portée par 300 000 ouvriers dans les rues de Chicago dans des manifestations des syndicalistes américains du Federation of Labor, manifestations se fondant sur l'idée du réformateur social britannique Robert Owen selon le slogan "8 heures de travail, 8 heures de récréation, 8 heures de repos". Dès 1889, les 8 heures de travail quotidien sont acquises consacrant la fête des travailleurs, d'où la décision de commémorer les événements le 1^{er} mai lors du premier congrès de la II^{ème} Internationale réunissant partis politiques et syndicats d'une vingtaine de pays. La journée sera célébrée pour la première fois le 1^{er} mai 1890. Il faut néanmoins attendre bien des années pour que le 1^{er} mai soit férié, chômé et payé dans beaucoup de pays. Ce jour est célébré sur le continent nord-américain non pas le 1^{er} mai mais le 1^{er} lundi de septembre, en tant que "labour day". Au Royaume-Uni et en Irlande, c'est plutôt le 1^{er} lundi de mai, etc. Il se rapporte que le labour day américain tire ses origines non pas de la journée de 1886 mais plutôt d'une grève des cheminots qui, en 1894, en soutien aux ouvriers de l'entreprise Pullman, eux-mêmes en grève contre leur employeur, grève au cours de laquelle, 12 000 soldats furent envoyés tuant 2 hommes lors des affrontements, à Kensington, près de Chicago. Les citoyens s'étant indignés des brutalités policières, la Chambre des représentants vota la proposition d'un jour chômé pour honorer les travailleurs. La fête du travail ou journée internationale des travailleurs est le lieu de commémoration des luttes historiques et des progrès réalisés par les travailleurs de partout le monde. C'est également le lieu de la promotion des droits des travailleurs, par engagement envers l'amélioration des conditions de travail, la dignité et le respect des droits humains, l'unité des mouvements ouvriers par rassemblement des travailleurs pour faire entendre leurs voix et renforcer la solidarité entre les différentes professions et industries, et la sensibilisation, en portant à l'attention du grand public les enjeux du monde du travail, comme le chômage, la précarité et l'égalité salariale.

Malgré l'histoire douloureuse du travail, surtout sous les traites négrières et la colonisation, il est impératif de nos jours de ne plus percevoir le travail sous l'angle du travail forcé voire de l'esclavage, il faut savoir le transformer en plaisir, il y va de l'avancée de notre société sous l'impulsion des progrès techniques et technologiques, toute chose en appelant au culte du travail. Il nous faut, à présent, faire le travail qui nous plaît et dans lequel nous pouvons donner le meilleur de nous-mêmes, y investir totalement intelligence et énergie, travailler dur même si cela ne nous est pas reconnu, tôt ou tard, le succès fera du bruit pour le travailleur. Il nous faut d'autant plus vénérer le travail que les défis actuels dans ce monde globalisé en perpétuelle recomposition géopolitique et géostratégique, monde fait de l'émergence de l'économie numérique ou technologisation et automatisation appelant au besoin de reconversion professionnelle pour de nombreux travailleurs, de télétravail, de précarisation de l'emploi avec des contrats temporaires ou à temps partiel qui ne garantissent pas de droits fondamentaux, d'inégalités salariales, entre secteurs et entre sexes, et de conditions de travail incluant santé mentale et physique, conciliation entre vie professionnelle et vie privée.



Résumé exécutif

En 2025, le Mali a continué à faire face aux conséquences de la crise multidimensionnelle dans laquelle vit notre pays depuis une douzaine d'années. L'insécurité, initialement cantonnée dans le nord du pays, s'est progressivement étendue à l'ensemble du territoire national, y compris dans la capitale Bamako, qui n'a pas été épargnée par les attaques terroristes. Cette situation a pesé lourdement sur l'économie nationale. Et par ricochet, pour GREAT, de nombreux partenaires techniques et financiers internationaux se sont progressivement détournés du pays en raison du contexte sécuritaire et politique. Par ailleurs, confronté à d'importants défis sécuritaires, l'État peine à mobiliser les ressources nécessaires au financement de la recherche et de l'innovation, pourtant essentielles pour permettre aux institutions de recherche comme GREAT de s'adapter à un environnement de plus en plus contraignant. L'une des réalisations majeures en matière d'études et de recherche aura été la planification, la mise en œuvre, l'analyse des données, la rédaction des rapports et l'organisation des activités de dissémination des résultats de l'enquête sur la démocratie et la gouvernance au Mali, réalisée en partenariat avec le réseau Afrobarometer.

Malgré ce contexte difficile, GREAT a réussi à réaliser plus d'une quinzaine d'études et de recherches sur la trentaine initialement programmée. Ces travaux ont porté sur des thématiques variées, notamment le marché du travail, les inégalités de genre, les changements climatiques, la transition politique, la démocratie et la gouvernance.

En complément de ces études, GREAT a conduit plusieurs enquêtes de perception auprès de différents groupes cibles. Il s'agit notamment d'enquêtes menées auprès de cadres dirigeants d'entreprises sur la compétitivité internationale dans le cadre du rapport du Forum économique mondial, ainsi qu'auprès des citoyens maliens pour évaluer le projet de soutien au développement de la chaîne de valeur du karité au Mali, à travers des approches quantitatives et qualitatives. Dans le cadre des collectes des données, GREAT a mobilisé une trentaine de professionnels, notamment des formateurs, superviseurs, enquêteurs et chauffeurs, pendant deux semaines dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou. Malgré un contexte sécuritaire préoccupant, cette opération a permis de recueillir les perceptions des populations sur des enjeux liés à la valorisation de l'amande de karité. D'autres enquêtes ont porté sur les opinions des femmes vivant à Bamako concernant les violences conjugales, le mariage précoce et l'excision, ainsi que sur les perceptions des hommes à l'égard de cette dernière pratique. Les données ainsi collectées constituent une source d'information stratégique et un outil précieux d'aide à la décision pour les pouvoirs publics, les partenaires au développement, les chercheurs et les acteurs de la société civile.

Dans le but de mobiliser davantage de ressources au niveau national, GREAT a répondu à huit appels d'offres relatifs à des études et des projets de recherche. Toutefois, aucune de ces soumissions n'a abouti à l'obtention d'un contrat. Cette situation constitue un défi majeur pour l'institution qui, malgré l'existence de compétences reconnues et d'une expertise avérée, éprouve encore des difficultés à répondre pleinement aux exigences et aux procédures de certains partenaires techniques et financiers, surtout nationaux.

En 2025, GREAT a consolidé sa position et renforcé son rôle au sein du paysage de la recherche au Mali. À ce titre, ses chercheurs ont participé à plusieurs ateliers de validation scientifique d'études et de travaux de recherche réalisés par des consultants et des centres de recherche nationaux, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité scientifique des productions intellectuelles du pays. Par ailleurs, GREAT a mené près d'une vingtaine

d'activités de communication, d'information et de partage de connaissances, sous forme de participations à des séminaires et conférences, d'ateliers de dissémination et de validation, ainsi que d'animations de cafés-débats, à un niveau comparable à celui enregistré en 2024. Le centre a également publié une vingtaine de papiers dans ses supports habituels de diffusion des connaissances, notamment Les GREAT_Cahiers, Le GREAT_Savoir et La GREAT_Formation. Ces publications rendent compte des principales activités de recherche menées à ce jour en plus de l'actualisation de sa base de connaissances sur Internet.

Pour l'année 2026, GREAT prévoit mettre en œuvre un programme ambitieux d'études et recherche dans les domaines de la modélisation et stratégies de développement, des études d'impacts, du capital humain et genre et de la démocratie et gouvernance. Enfin, dans le domaine stratégique, l'actualisation des plans, stratégique, de plaidoyer, de communication et de mobilisation de ressources, demeure une priorité de tous les instants y compris en 2026.

Introduction

Dans la continuité de l'année précédente, 2025 aura été marquée par des changements significatifs dans le domaine de la recherche en général et dans la vie institutionnelle de GREAT en particulier. Dans un contexte toujours caractérisé par des défis sécuritaires, politiques et géostratégiques, GREAT a poursuivi ses efforts de diversification de ses partenariats, notamment au niveau national. Ces efforts ont permis au centre de nouer de nouvelles collaborations avec plusieurs services techniques nationaux, parmi lesquels l'Observatoire national de l'emploi et de la formation professionnelle (ONEF), le Centre national de documentation et d'information sur la femme et l'enfant (CNDIFE) et la Direction générale du budget (DGB). GREAT a également développé des partenariats avec des organismes du système des Nations-unies, notamment ONU-Femmes.

Ce regain, bien que timide, des collaborations avec les structures nationales s'inscrit dans un contexte global marqué par la persistance de nombreux défis sécuritaires, économiques et politiques. Malgré ces contraintes, GREAT a poursuivi le renforcement de ses partenariats internationaux, consolidant ainsi son positionnement dans le paysage de la recherche et de l'évaluation. Ainsi, au cours de l'année 2025, GREAT a poursuivi sa collaboration avec des institutions et réseaux de recherche de renommée internationale. Dans le cadre de son partenariat avec C4ED, le centre a réalisé deux enquêtes visant à évaluer le Projet de soutien au développement de la chaîne de valeur du karité au Mali, à travers des approches quantitatives et qualitatives. Par ailleurs, en collaboration avec GDRI-MOV, GREAT a conduit une enquête portant sur les opinions des femmes résidant à Bamako concernant les violences conjugales, le mariage précoce et l'excision, ainsi que sur les perceptions des hommes à l'égard de cette pratique.

En outre, dans le cadre d'un partenariat de longue date de plus de vingt ans, GREAT a réalisé une enquête de perceptions auprès des cadres dirigeants d'entreprises sur la compétitivité internationale. Cette activité s'inscrivait dans le processus d'élaboration des rapports du Forum économique mondial et visait à recueillir les appréciations du secteur privé sur l'environnement économique et les facteurs de compétitivité du pays. Ces différentes collaborations témoignent de la crédibilité scientifique de GREAT et de sa capacité à mobiliser son expertise au service de la production de connaissances et de l'aide à la décision.

De façon globale, GREAT a eu à mener seize activités d'études et de recherche en 2025. Ce nombre dépasse la douzaine exécutée en 2024. Les études et recherche menées sont réparties entre les domaines du marché de travail (4), des inégalités de genre (4), des changements climatiques (2) et de la transition, démocratie et gouvernance (6). Au-delà de ces études, GREAT a tenté de développer son capital de partenariat en soumettant 8 offres de consultations, malheureusement infructueuses, sur des thématiques variées relevant de ses domaines de compétences. Toujours dans le cadre de ses activités, GREAT a conduit sur le terrain 4 enquêtes. L'ensemble de ces activités rentre dans le cadre de la vision de GREAT qui est de produire du savoir de façon indépendante et répondant aux standards internationaux par l'utilisation de méthodologies éprouvées.

Le présent rapport qui fait le point des activités de 2025 de GREAT est subdivisé en 9 sections portant respectivement sur les études et recherche, les enquêtes, la formation et les renforcements de capacités, la communication et l'information, les publications, le partenariat, le fonctionnement institutionnel, le suivi budgétaire et la programmation 2026.

1. Études et recherche

Au cours de l'année 2025, les activités d'études et de recherche conduites par GREAT ont porté notamment sur le marché du travail, les inégalités de genre, les changements climatiques, la transition, la démocratie et la gouvernance, ainsi que sur la recherche et le développement de partenariats.

1.1. Marché du travail

Au cours de l'année 2025, GREAT a été mobilisé pour la réalisation de plusieurs études et recherches dans ce domaine. Ainsi, dans le cadre de l'élaboration du rapport national sur l'emploi auprès des ménages (RNEM 2025), du rapport d'analyse situationnelle annuelle sur le marché du travail (RAMSAT 2024), le groupe a participé aux travaux de cadrage des réalisations et des prévisions des agrégats macroéconomiques à partir des hypothèses sur les projets et programmes structurants de développement.

1.1.1. La problématique de l'emploi au Mali

Le Salon de L'Emploi

Le travail domestique et de soins non rémunéré repose pour une large part sur les femmes, quel que soit l'âge ou le niveau d'éducation, en ville comme à la campagne, pour une durée hebdomadaire moyenne de 26 heures contre moins de 6 heures aux hommes. Évalué à des coûts de main-d'œuvre, ces activités domestiques et de soins non rémunérés vaudraient 467 milliards fcfa au coût d'opportunité des participants dont la plus grande part reviendrait aux femmes surtout pour des tâches d'entretien de la maison, de préparation de repas, de corvée d'eau et de garde des enfants.

La population en âge de travailler se répartit pour 53% de femmes contre 47% d'hommes, deux-tiers rurale contre un tiers urbaine, 60% d'analphabètes, 57% de jeunes (15-35 ans). Elle se décompose

également en 62% de main-d'œuvre et pour 38% de population hors main-d'œuvre. Le taux d'emploi est de 59%, à raison de 78% pour les hommes et de 42% les femmes, pour une durée hebdomadaire moyenne de travail de 42 heures, à raison de 45 heures les hommes et de 38 heures les femmes. L'EMOP a dénombré 325 149 chômeurs dont 59% de femmes et la durée moyenne du chômage est estimée à 2.3 ans quel que soit le sexe.

Le taux de chômage est estimé à 4.5%, 3% pour les hommes et 6.7% les femmes, 2.5% en milieu rural contre 9% au milieu urbain. Il diminue avec l'âge mais augmente avec le niveau d'éducation. Le chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle grimpe au taux SU2 de 6.4%, pour 9.6% les femmes contre 4.4% les hommes, deux fois plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural. Le taux de déficit d'emploi est de 7.5%, moins élevé en milieu rural qu'en milieu urbain, 5.5% contre 12.4%. Il est de 11.8% chez les femmes contre 4.7% les hommes. Lui aussi, il diminue avec l'âge mais augmente avec le niveau d'éducation.

Problématique	<p>Pour l'atteinte des objectifs des résolutions I et II de l'OIT (2023), trois groupes d'indicateurs sont calculés pour rendre compte des performances du marché du travail. Ce sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ (i) le dénombrement des personnes dans la main-d'œuvre, des personnes hors de la main-d'œuvre, des personnes en emploi, des personnes en sous-emploi lié au temps de travail, des personnes au chômage, de la main-d'œuvre potentielle et des producteurs pour la consommation finale personnelle, ✓ (ii) les taux calculés par rapport à la population en âge de travailler, ✓ (iii) les mesures de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, qui nécessitent plusieurs indicateurs phares afin de refléter la nature de la sous-utilisation dans différents contextes socioéconomiques.
Pertinence politique	<p>Le présent rapport rend compte de tout cela. Aussi, s'articule-t-il autour 6 thématiques centrales, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ (i) les formes de travail la participation de la population aux dites formes, ✓ (ii) le travail domestique et de soins non rémunéré, ✓ (iii) la répartition de la population en âge de travailler entre main-d'œuvre et population hors main-d'œuvre, ✓ (iv) la sous-utilisation de la main-d'œuvre et le déficit d'emploi, ✓ (v) les principaux indicateurs de mesure du travail décent, ✓ (vi) la participation des jeunes au marché du travail.
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ BIT (2012), Les indicateurs du travail décent en Afrique – Une première évaluation à partir des sources nationales ✓ OIT (2024), Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2023, Rapport phare de l'OIT ✓ OIT (2023), Observatoire de l'OIT sur le monde du travail, 11^{ème} édition: La fracture de l'emploi dans le monde: sans action sur l'emploi et la protection sociale, les pays à faible revenu seront encore davantage laissés pour compte, 31 mai, Principaux enseignements ✓ OIT (2023), Résolution II afin d'amender la résolution concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, 21^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail (Genève, 11-20 octobre 2023) ✓ OIT (2023), Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2023, Résumé analytique ✓ OIT (2013), Résolution I concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, 19^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail (Genève, 2-11 octobre 2013) ✓ OIT (2008), La mesure du travail décent – Réunion tripartite d'experts sur la mesure du travail décent: document d'information, Genève, 8-10 septembre
Méthodologie	<p>La méthodologie a consisté à faire le calcul et l'analyse d'autant de statistiques du marché du travail, notamment ses modules emploi et pauvreté. Le premier module constitue véritablement l'enquête emploi auprès des ménages. Recours est fait au second pour des besoins de mesure du revenu des ménages hors revenu d'emploi et d'intégration de la dimension pauvreté dans les caractéristiques sociodémographiques des participants au marché du travail.</p>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Bases de données de l'EMOP 2024
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Quelle que soit la catégorie sociodémographique, les femmes participent plus au travail domestique et de soins non rémunéré que les hommes ✓ La répartition de la population en âge de travailler est majoritairement jeune et féminine, à dominance rurale, analphabètes et à forte inégalité devant l'éducation ✓ Le taux d'emploi, est plus élevé chez les hommes que chez les femmes, plus rural qu'urbain et diminue avec le niveau d'éducation jusqu'au secondaire pour remonter au supérieur ✓ Le chômage au Mali a un visage plus jeune, plus féminin, plus urbain et plus éduqué. Le déficit d'emploi est également un phénomène plus urbain que rural
Recommandations	<p>Le chômage des jeunes a un visage urbain et éduqué, frappe 3 fois moins les analphabètes que l'ensemble de la jeunesse et l'enseignement supérieur y expose plus. Le chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle (SU3) est un bon indicateur de</p>

sous-utilisation de la main-d'œuvre, lui aussi féminin, urbain et éduqué. Il devrait être privilégié dans les publications officielles sur le chômage au Mali. En même, les statisticiens du marché malien du travail devraient travailler à alléger le module sur le chômage en vue de prendre en compte la question du délai de disponibilité et d'intégrer les personnes sans emploi mais non demandeurs actifs ni forcément disponibles à brève échéance.

1.1.2. L'état du marché national du travail



Les principaux indicateurs du marché du travail ici retenus vont de la population en emploi au taux de déficit d'emploi en passant le travail, la main-d'œuvre et plus largement la population en emploi, l'emploi informel, etc. Après la récession de 2020 consécutive à la Covid-19, l'économie malienne a retrouvé le chemin de la croissance avec un taux d'accroissement du PIB réel de 5% en 2024 et de 4.7% en 2023. Au niveau des finances publiques, l'accroissement plus soutenu des recettes par rapport aux dépenses a permis de

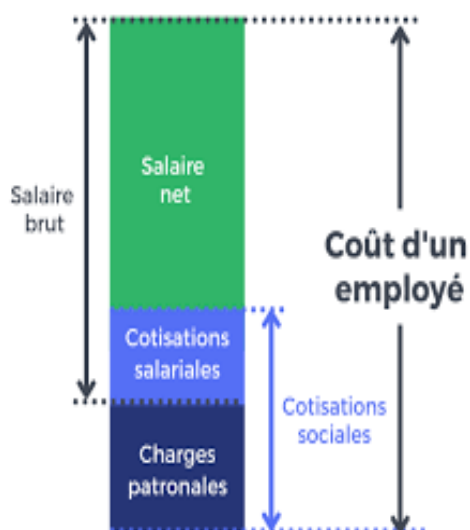
réduire significativement le déficit budgétaire.

Les données EMOP (2024) ont permis d'estimer la population en âge de travailler à près de 12 millions de personnes dont 53% de femmes et 59% en emploi. La population au chômage est estimée à plus de 325 mille personnes âgées de 15 ans ou plus, pour un taux de chômage estimé à 6.4%, 4.4% pour les hommes et 9.6% pour les femmes. L'emploi au Mali est majoritairement informel c'est-à-dire sans protection sociale, sans congés maladie ni congés payés. En 2024, les secteurs privé et public ont créé, chacun, plus de 32 mille postes d'emploi, pour une perte d'emplois d'un peu plus de 3 mille, soit une création nette de plus de 60 mille emplois, secteur privé comme public confondus.

Problématique	L'analyse situationnelle sur le marché du travail nécessite un examen de l'environnement socioéconomique de ce marché. Il s'agit de la situation économique, financière, sociale et démographique dans laquelle évolue le marché du travail. L'examen se limite à l'évolution de la croissance économique, l'équilibre des finances publiques, la répartition par région et classe d'âge de la population estimée en 2024 et enfin des principaux indicateurs de la situation éducative et sanitaire conditionnant l'état des travailleurs et des arrivants sur le marché du travail.
Pertinence politique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le marché proprement dit du travail est relatif à la situation de l'emploi et du chômage, à l'intermédiation entre l'offre et la demande de travail, à l'employabilité et à la création d'emplois. ✓ Le rapport fait un rappel succinct des concepts les plus utilisés dans la littérature sur le marché du travail. Ces concepts vont du concept de travail à la notion de population en âge de travailler, de la main d'œuvre et ses composantes (emploi et chômage) à la sous-utilisation de cette main-d'œuvre et de la population hors main-d'œuvre au concept de déficit d'emploi et d'emploi informel, etc.
Revue de littérature	
Méthodologie	<p>La méthodologie qui sous-tend cette analyse situationnelle du marché du travail porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la revue documentaire, ✓ la collecte des données au niveau des structures productrices d'informations statistiques de l'administration publique et du secteur privé, ✓ l'analyse des données et enfin la rédaction du rapport.
Données utilisées	✓ Données EMOP (2024)
Principaux résultats	✓ Une des caractéristiques principales de l'emploi au Mali est son caractère

	informel, chose qui rend difficile les mesures actives de promotion du marché du travail comme l'élargissement de l'accès à la sécurité sociale, l'instauration d'un climat apaisé de dialogue social respectueux des lois et règlements, etc. ✓ C'est aussi l'inégal accès entre hommes et femmes au moment où les politiques publiques entendent promouvoir l'égalité des chances entre les sexes et améliorer l'accès à l'éducation et à l'emploi un peu partout à travers le territoire national.
Recommandations	✓ En matière de sécurité sociale, il y a nécessité de renforcer les capacités organisationnelles, d'améliorer les mécanismes de financement et d'accompagner particulièrement les mutuelles de santé afin de consolider leur rôle dans le système de protection sociale. ✓ Au niveau de la CMSS comme de l'INPS, les politiques publiques devraient tendre à remédier aux doubles inégaux répartition spatiale et entre civils et militaires, diversifier davantage les sources de financement et consolider la performance des organismes pour garantir la résilience du système de protection sociale. ✓ Le taux de couverture maladie par les mutuelles en 2024 reste extrêmement faible et très inégal selon les régions, avec une forte concentration des bénéficiaires dans quelques zones et une absence quasi totale dans certaines régions du nord et du centre y compris Ségou. Il reste en outre des défis importants dans l'immatriculation des indigents, tant en termes de ciblage que de mobilisation de ressources.

1.1.3. Coût du travail et création d'emplois



Les politiques d'allègement du coût du travail peuvent être également une réponse au chômage classique qui résulterait d'une insuffisante rentabilité des entreprises, des mesures peuvent être adoptées pour alléger le coût du travail. Le coût du travail désigne le salaire net auquel il faut rajouter l'ensemble des charges, à savoir les charges fiscales et cotisations sociales, salariales et patronales. La baisse du coût du travail permet d'augmenter la demande

de travail des entreprises et améliore leur compétitivité/prix, ce qui favorise la création d'emplois.

Pour alléger le coût du travail, les politiques de l'emploi proposent des allègements de charges sociales et des dispositifs de contrats-aides. Conformément à cette théorie, l'Etat du Mali a adopté des mesures visant à atténuer les charges fiscales des entreprises en leur accordant des exemptions et des exonérations sur certaines charges salariales.

Afin de promouvoir la création d'emplois formels à travers des mesures incitatives, conformément à ses missions relatives à l'évaluation de l'incidence des mesures législatives sur la création d'emplois, l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF), a initié l'étude pour évaluer l'impact de la réduction du coût du travail des entreprises sur la création d'emplois au Mali.

Problématique	Les politiques d'allègement du coût du travail peuvent être également une réponse au chômage classique qui résulterait d'une insuffisante rentabilité des entreprises, des mesures peuvent être adoptées pour alléger le coût du travail. Le coût du travail
---------------	--

	désigne le salaire net auquel il faut rajouter l'ensemble des charges, à savoir les cotisations sociales salariales et patronales. La baisse du coût du travail permet d'augmenter la demande de travail des entreprises et améliore leur compétitivité/prix, ce qui favorise la création d'emplois. Pour alléger le coût du travail, les politiques de l'emploi proposent des allègements de charges sociales et des dispositifs de contrats-aidés.
Pertinence politique	L'enjeu Les politiques d'allègement du coût du travail peuvent être également une réponse au chômage classique qui résulterait d'une insuffisante rentabilité des entreprises, des mesures peuvent être adoptées pour alléger le coût du travail. Le coût du travail désigne le salaire net auquel il faut rajouter l'ensemble des charges, à savoir les cotisations sociales salariales et patronales. La baisse du coût du travail permet d'augmenter la demande de travail des entreprises et améliore leur compétitivité/prix, ce qui favorise la création d'emplois. Pour alléger le coût du travail, les politiques de l'emploi proposent des allègements de charges sociales et des dispositifs de contrats-aidés.
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sophie Audric, Pauline Givord, Corinne Prost (2000), Estimation de l'impact sur l'emploi non qualifié des mesures de baisse de charges, Revue économique, vol. 51, n°3, pp. 513-522 ✓ Fousseynou Bah (2012), Analyse du chômage et bilan des politiques d'emploi au Mali, th-se de doctorat Université de Grenoble, 29 mars ✓ Matthieu Bunel, Fabrice Gilles, Yannick L'Horty (2009), Les effets des allègements de cotisations sociales sur l'emploi et les salaires : une évaluation de la réforme de 2003, in Economie et statistique, n°429-430, 2009, Bas salaires et marché du travail, pp.77-105 ✓ Pierre Cahuc, André Zylberberg (), L'impact des réductions de cotisations sociales, in Économie du travail ✓ Pierre Cahuc, Stéphane Carcillo (2014), Alléger le coût du travail pour augmenter l'emploi: les clés de la réussite, in Etude de l'Institut Montaigne, avril ✓ Éric Heyer, Mathieu Plane (2014), Impact des exonérations de cotisations sur l'emploi, 15 décembre ✓ Éric Heyer, Mathieu Plane (2012), Impact des allègements de cotisations patronales des bas salaires sur l'emploi – L'apport des modèles macroéconomiques, in Revue de l'OFCE/Débats et politiques – 126 (2012) ✓ INPS (2015), Note technique relative à la revalorisation des pensions de retraite, 04 août
Méthodologie	Une méthodologie d'évaluation d'impacts inspiré des travaux de l'OFCE (E. Heyer et al, 2012, 2014) qui procède par étapes successives, d'abord (i) définir ce qu'est le coût du travail, ensuite (ii) expliciter les fondements théoriques justifiant une politique de révision des charges fiscales et sociales sur le travail, enfin (iii) évaluer les effets, à l'aide d'un modèle économétrique préalablement élaboré, testé et validé.
Données utilisées	
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'emploi a augmenté de 6% en moyenne par an avec cependant une très forte progression entre 2014 et 2015, 49.2% d'accroissement contre seulement 2.1% de moyenne annuelle entre 2015 et 2024. ✓ Le chômage a baissé entre 2014 et 2024 avec un taux annuel moyen de -6.9% pour le chômage strict (SU1) et de -5.6% pour le chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle (SU3). ✓ Le chômage des hommes a beaucoup plus baissé que celui des femmes, -7.9% de moyenne annuelle contre -3.2%. ✓ Le chômage frappe beaucoup plus les personnes éduquées que les sans-instruction.
Recommandations	Pour impulser l'emploi au Mali et surtout de l'emploi salarié, il convient de simplifier et réduire les charges de personnel qui sont jugées relativement élevées au Mali, près de 20 points de pourcentage entre le Mali et les pays de l'Afrique subsaharienne. De plus, la promotion de l'emploi passerait également par non seulement des actions vigoureuses de formalisation de l'emploi informel mais aussi l'extension de la pratique des HIMO (Haute intensité de main-d'œuvre) surtout dans la réalisation des infrastructures et autres travaux publics et l'amélioration d'une part de l'employabilité pour faciliter l'accès au marché du travail et d'autre part de la gouvernance du marché de l'emploi.

1.1.4. Dynamique du marché du travail au Mali



Les indicateurs liés au marché du travail définissent et renseignent sur (i) la position de la population adulte sur ledit marché, (ii) le chômage et la sous-utilisation de la main-d'œuvre, (iii) la population au travail mais pas en emploi, (iv) la population inactive, particulièrement la population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage, et les jeunes (18-54 ans) ni en emploi ni à l'école, etc.

La population en âge de travailler comprend la main-d'œuvre et la population hors main-d'œuvre, dans les limites d'âge de cette population, soit les 18 ans et plus dans le cas des enquêtes Afrobarometer. La main-d'œuvre, quant à elle, comprend les personnes en emploi et celles au chômage. Dans la population hors main-d'œuvre, une partie substantielle est de la main-d'œuvre potentielle, soit des personnes pas en emploi mais non demandeurs d'emploi

quoique disponibles ou demandeurs mais non disponibles dans les délais impartis. La main-d'œuvre élargie ajoute à la main-d'œuvre cette main-d'œuvre potentielle.

Dans la littérature, surtout celle de l'OIT, la population en âge de travailler (PAT) est composée des personnes âgées de 15 ans et plus dans la population totale. S'il y a une limite d'âge inférieure, il n'y a toutefois pas de limite supérieure. Evidemment, il est loisible aux Etats de fixer par voie législative des limites inférieures et supérieures d'âge de travailler. La limite inférieure est établie de sorte à tenir compte de l'âge minimum pour l'emploi, en incluant les exceptions prévues par les lois et réglementations nationales ou de l'âge de fin de scolarité obligatoire. Elle peut varier en fonction de l'existence d'un programme séparé de statistiques sur le travail des enfants. En règle générale, il n'est pas établi de limite supérieure d'âge de façon à disposer d'une couverture complète des activités productives de la population adulte et d'étudier les transitions entre l'emploi et la retraite.

Problématique	Les problématiques liées au marché du travail sont relatives (i) à la position de la population adulte sur ledit marché, (ii) aux indicateurs de chômage et de sous-utilisation de la main-d'œuvre, (iii) à la population au travail mais pas en emploi, (iv) à la population inactive, particulièrement la population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage, et les jeunes (18-54 ans) ¹ ni en emploi ni à l'école. Toutes les statistiques traduisent différentes utilisations ou non de la population en âge de travailler, ici celle des 18 ans et plus ² , composée de la main-d'œuvre et de la population hors main-d'œuvre. L'analyse du marché du travail s'intéresse également à la population au travail mais pas en emploi, à la population des 25-54 ans ni en emploi ni au chômage, et enfin aux jeunes, 18-35 ans, ni en emploi ni à l'école. Sur tous les indicateurs, des analyses comparatives sont faites sur la période 2014-2024, analyses précédées du rappel des définitions des principaux concepts utilisés.
Pertinence politique	Avec la conduite de l'enquête Afrobarometer du Round 10, le Mali en était à sa 11 ^{ème} édition, en raison du Round spécifique (R5.5) ³ de 2013, tenu entre les Rounds 5 et 6.

¹ L'âge limite de la jeunesse est fixé selon l'UA à 35 ans contre 24 ans pour le BIT et 40 ans au Mali

² La population en âge de travailler est définie par le BIT comme étant celle âgée de 15 ans et plus, sauf que les enquêtes Afrobarometer interrogent les personnes âgées de 18 ans ou plus, soit la majorité électorale dans la plupart des pays

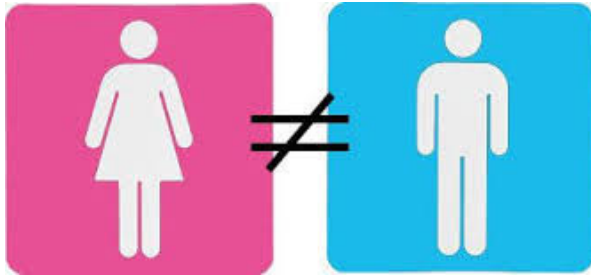
³ R5.5 avait pu se tenir sur toute l'étendue du territoire national, contrairement au Round précédent (R5) de 2012 qui n'avait pu couvrir aucune des 5 régions du nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou) pour cause d'insécurité liée au conflit du nord

	<p>Les 5 derniers rounds consécutifs de ces enquêtes traitent tous du marché du travail, pour une période de 10 ans permettant d'analyser la dynamique dudit marché. Ce sont les rounds (i) R6, décembre 2014, (ii) R7, février 2017, (iii) R8, mars-avril 2020, (iv) R9, juillet 2022 et (v) R10, octobre-novembre 2024. Les données analysées pondèrent celles de l'échantillon des 1200 répondants proportionnellement à la répartition de la population adulte, par région et milieu de résidence, du RGPH5 de 2022.</p>
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ OIT (2023), Résolution II afin d'amender la résolution concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, 21^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail (Genève, 11-20 octobre 2023) ✓ OIT (2023), Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2023, Résumé analytique ✓ OIT (2013), Résolution I concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, 19^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail (Genève, 2-11 octobre 2013) ✓ ONEF (2018), Enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages (ENEM 2017) – Rapport principal, Bamako, novembre
Méthodologie	<p>La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 10 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire</p>
Données utilisées	<p>Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2024, Round 10</p>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La plus grande part de la population en âge de travailler est en emploi, 73.1% en moyenne, de 69.8% en 2017 à 77% en 2024, les chômeurs 6.1% et la main-d'œuvre potentielle, 17.5%. La part de la population au chômage dans la population adulte a varié, entre 4.4% en 2014 et 8.0% en 2022 avec 7.8% en 2024. Le tout Etat ✓ La population en emploi est beaucoup plus masculine que féminine, plus rurale qu'urbaine et moins jeune, la proportion de jeunes 18-35 ans étant toujours inférieure à celle de leurs aînés avec en plus proportionnellement moins de jeunes 18-24 ans en emploi que de jeunes 25-35 ans. ✓ Le taux d'emploi varie selon les régions avec de plus hauts niveaux à Sikasso (79%) et Koulikoro (75%) et les plus faibles au nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou) et dans le district de Bamako. ✓ Le chômage a cru de 0.7 point de pourcentage passant de 9.4% en 2014 à 10% en 2017 puis à 10.1% en 2020 pour ensuite diminuer à 9.8% en 2022 et finalement à 9.1% en 2024. ✓ De 2014 à 2024, le Mali a enregistré 23% en moyenne annuelle de population adulte au travail mais pas en emploi, moyenne allant d'un minimum de 19% à un maximum de 25%.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les politiques de l'emploi au Mali doivent (i) sortir les femmes de la population hors main-d'œuvre, (ii) mettre l'accent sur le milieu urbain, (iii) privilégier les jeunes, (iv) donner une orientation régionale différencier, surtout en faveur du nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou) et du district de Bamako. ✓ Les politiques de lutte contre le chômage cibleront prioritairement les femmes, les jeunes, surtout les 18-24 ans, le milieu urbain, les personnes de niveau secondaire et postsecondaire d'éducation et différemment les régions avec le district de Bamako en tête. Il en sera de même des politiques de réduction de la sous-utilisation de la main-d'œuvre. ✓ Il faut des politiques d'allègement de la durée du travail domestique et de soins (aux enfants, aux personnes âgées, aux malades et autres personnes vivant avec un handicap) non rémunéré en à faisant des emplois comme la promotion des crèches et autres garderies d'enfants, de la restauration de proximité, etc.

1.2. Inégalités de genre

Des études importantes ont marqué ce champ de recherche, à savoir principalement l'étude sur la mesure et l'analyse de l'inégalité des sexes au Mali et d'autres productions sur les données Afrobarometer, à savoir (i) la jeunesse, les inégalités de sexe et de pauvreté, (ii) la protection des filles et femmes contre la discrimination et le harcèlement, (iii) la scolarité des filles mères ou enceintes et l'éducation sexuelle dans les écoles.

1.2.1. Mesure et analyse de l'inégalité des sexes au Mali



Les données du Round 10 des enquêtes Afrobarometer de novembre 2024 au Mali permettent de mesurer et d'analyser le niveau et la structure (par région, par milieu, selon l'âge et le niveau d'éducation) des inégalités de sexe dans plusieurs domaines de la vie économique et sociale et selon les cibles de l'ODD 5 portant justement sur l'égalité entre les sexes. Ainsi, la majorité des maliens est d'accord voire tout à fait d'accord (50% contre 46% en désaccord ou tout à fait en désaccord et 4% ni en accord ni en désaccord) que lorsque l'emploi se fait rare, les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes, à raison de 56% chez les hommes contre 44% chez les femmes.

Une autre majorité se dégage en faveur de l'affirmation selon laquelle les femmes sont empêchées par leur conjoint ou d'autres membres de la famille d'occuper un emploi, que cela soit rare ou qu'il se produise souvent ou toujours. Face aux discriminations et harcèlement dont seraient victimes les femmes et les filles, la police et les tribunaux devraient faire beaucoup plus pour les protéger aux yeux de la majorité des citoyens, 57% avec 58% des femmes, en plus de 15% d'autres citoyens qui diraient que la

police et les tribunaux devraient faire un peu plus.

Les maliens sont à la fois opposés à ce que les filles et les femmes puissent décider elles-mêmes si et quand elles doivent se marier et condamnent l'interruption volontaire de grossesse, lequel acte devrait plutôt conduire à l'envoi en prison des femmes qui le feraient, 74% des hommes et 69% des femmes. L'incidence de la pauvreté, monétaire ou multidimensionnelle, demeure élevée et frappe plus les femmes que les hommes. Dans l'ensemble, le taux de couverture médicale qui aide à payer ses frais médicaux en cas de maladie est d'à peine 14% des adultes, aussi le Gouvernement est-il invité à garantir l'accès aux soins de santé quitte à augmenter les impôts.

D'importantes inégalités sont également enregistrées en matière d'emploi, de chômage ou de sous-utilisation de la main-d'œuvre ainsi que de désœuvrement de franges de la population. Le taux d'emploi des femmes est bien en deçà de celui des hommes et le chômage a un visage féminin et juvénile bref de jeune fille éduquée puisqu'il augmente avec le niveau d'éducation. La grosse différence d'occupation entre les femmes et les hommes réside dans le travail de soins non rémunéré exercé comme activité principale, 37% des femmes contre presque aucun homme.

Problématique	L'ODD 5 prône l'égalité entre les sexes. Aussi, en appelle-t-il à "réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles". Cela passe par la lutte contre les discriminations et contre les violences faites aux femmes et leur exploitation, l'élimination de toutes les pratiques préjudiciables, l'accès et la participation des femmes à des fonctions de direction et de décision, l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive. Il s'agira également de mieux partager le travail domestique et de soins non rémunéré, de le valoriser par la promotion du travail de soins rémunéré et l'accès aux services sociaux de base et l'élargissement du droit du travail et de la protection sociale que travailleurs des soins. Plusieurs moyens de mise en œuvre de ces actions peuvent être mobilisés telles que (i) l'élargissement aux femmes des droits aux ressources économiques, de l'accès et du contrôle de la propriété foncière et autres avoirs financiers, (ii) le renforcement de l'accès et de l'utilisation des TIC par les filles et les femmes, et (iii) l'adoption de politiques de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des filles et des femmes à tous les niveaux.
Pertinence politique	Les données de l'enquête Afrobarometer de novembre 2024 au Mali sont ici mobilisées pour mesurer les inégalités entre sexes au Mali et partant se rendre à l'évidence du chemin à encore parcourir pour l'atteinte des cibles de cet ODD à l'horizon 2030. L'inégalité des sexes est mesurée et analysée en ses aspects (i) discriminatoires et de harcèlement, (ii) de pratiques préjudiciables et de violences faites aux femmes, (iii) de participation des femmes au marché du travail et particulièrement au marché de l'emploi, (iv) d'accès à la propriété et aux TIC, (v) d'autonomisation des filles et des femmes. Les données de l'enquête de 2024 permettent d'explorer tous ses aspects à la seule exception de la question du droit foncier pour laquelle recours est fait aux données de l'enquête toujours Afrobarometer de 2022.
Revue de littérature	
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2024, Round 10
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Trois déterminants majeurs sous-tendent les inégalités des sexes mises en évidence par les données de cette enquête Afrobarometer de 2024 au Mali. Ce sont le milieu, l'âge et l'éducation. Les variations régionales trahissent leur faiblesse ou résultent de leur relative force dans ces trois déterminants. Aussi, les progrès en matière d'égalité entre sexes sont toujours plus importants en milieu urbain que rural et sont plus du fait des personnes avec des niveaux d'éducation secondaire et postsecondaire. L'inégalité devant l'emploi est, au-delà du sexe, lié à l'âge posant avec acuité le défi de l'emploi des jeunes et surtout des jeunes filles. ✓ dont 3% pour la CEDEAO hors UEMOA et 2% l'AES hors Mali
Recommandations	<p>Deux défis majeurs sont à relever : celui de</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'urbanisation réussie et, ✓ l'accès infiniment plus élargi à l'éducation. <p>Ce relèvement passe par des investissements conséquents dans les infrastructures et autres services sociaux de base, lesquels investissements devraient parallèlement viser la valorisation de l'économie de soins laquelle économie est un obstacle majeur à l'autonomisation économique des femmes et à la scolarisation régulière des filles.</p> <p>Si l'investissement dans l'éducation est important pour l'égalité entre les sexes puisque l'approche genre ou le droit des femmes gagne sur l'échelle des problèmes prioritaires du pays auxquels le gouvernement devrait s'attaquer, il ne faut pas oublier que cela reste vrai jusqu'au niveau secondaire d'éducation. C'est dire qu'autant l'éducation participe de l'émancipation de la femme autant des efforts restent à faire en direction des hommes éduqués pour l'acceptation de cette émancipation féminine soit par la sensibilisation ou par l'information et la formation aux droits humains.</p>

1.2.2. Jeunesse, inégalités de sexe et pauvreté



Les jeunes ont un bien meilleur niveau d'éducation que leurs aînés, et les garçons plus que les filles. La pauvreté monétaire touche un peu plus les femmes que les hommes surtout dans la tranche d'âge de la jeunesse. La pauvreté multidimensionnelle touche également plus les femmes que les hommes. Le taux de couverture médicale est faible, quel que soit le sexe ou l'âge, en cause le fait de ne pas être au courant de l'existence d'un tel régime, le fait de trouver l'inscription plutôt compliquée et le fait de ne pouvoir se l'offrir.

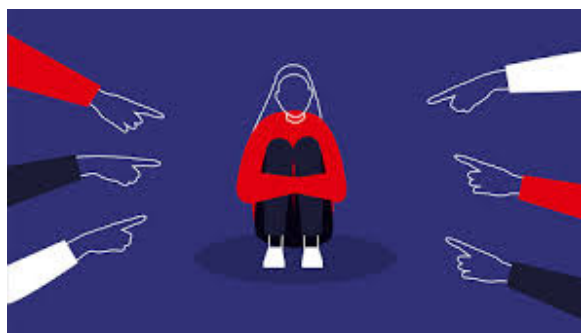
Les priorités d'investissement en faveur des jeunes sont la création d'emplois, l'éducation et la formation professionnelle. Les secteurs d'activités préférés sont par ordre décroissant la création de sa propre entreprise, travailler dans l'administration publique, et marginalement le secteur privé.

Les jeunes sont moins optimistes que leurs aînés quand à l'avenir économique du pays dans les 12 prochains mois. Ils pointent avec leurs aînés la santé, l'insécurité alimentaire et l'insécurité comme étant les plus importants problèmes auxquels le pays ferait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer. E outre, les jeunes sont plus préoccupés que leurs aînés par le chômage et la gestion de l'économie. Davantage de jeunes que d'aînés pensent émigrer aux motifs de recherche d'emplois et de difficultés économiques du pays.

<p>. Problématique</p>	<p>Le travail de soins non rémunéré fait référence à l'ensemble des activités de soin réalisées gratuitement au sein d'une famille (voire d'une communauté) pour ces membres. Le travail de soin non rémunéré s'effectue donc sur une base non marchande c'est-à-dire qu'il ne donne pas lieu à un échange d'argent. Il est généralement considéré comme du ressort de la sphère domestique et privée. Puisqu'il ne repose pas sur une transaction marchande, le travail de soin non rémunéré n'est pas comptabilisé dans la création de richesses nationales et le calcul du Produit intérieur brut. L'activité suppose des efforts physiques et mentaux et est coûteuse en termes de temps. La personne réalisant l'activité n'est pas payée. L'activité fournit ce qui est nécessaire pour la bonne santé, le bien-être, l'entretien et la préservation d'une personne ou de quelque chose.</p> <p>Plus de 16 milliards d'heures sont consacrées chaque jour dans le monde aux activités de soin non rémunérées selon les estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT, 2019). Cela équivaut à 2 milliards de personnes travaillant à temps plein (8h par jour) sans rémunération. La grande majorité de ce travail non rémunéré consiste en des tâches ménagères (81,8%), viennent ensuite l'aide à la personne (13,0%) et le travail bénévole (5,2%). Le travail domestique et de soins non rémunéré et rémunéré a des liens étroits avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), spécifiquement avec les cibles en lien avec la protection sociale, le travail de soins (SDG 5.4), l'éducation (ODD 4), la santé (ODD 3), l'emploi décent (ODD 8) et le financement pour l'égalité entre les sexes.</p>
<p>Pertinence politique</p>	<p>Le travail de soins non rémunéré et la pauvreté de temps qui en découle limitent la participation à la main-d'œuvre, en particulier pour les mères, les femmes et les jeunes filles. Dans le monde, 606 millions de femmes en âge de travailler ont déclaré ne pas pouvoir occuper un emploi en raison du travail de soins non rémunéré, alors que seulement 41 millions d'hommes sont inactifs pour la même raison. Si l'on compare le ratio emploi/population des mères et des pères d'enfants (âgés de 0 à 5 ans) sur le continent africain, on constate que 59,4% des femmes sont employées, contre 81,3% des hommes. Le temps que les femmes consacrent aux tâches domestiques et aux soins est l'une des principales contraintes auxquelles elles sont confrontées pour créer et gérer leur activité génératrice de revenu ou progresser dans une carrière professionnelle en tant qu'employées, ce qui freine leur autonomisation économique.</p>

	En effet, de nombreuses investigations montrent que, du fait de sa faible reconnaissance, de son ampleur en termes de temps consacré et de sa distribution inéquitable au sein des ménages, le travail domestique et de soins non rémunéré peut contraindre considérablement les efforts de réduction des inégalités de genre s'il n'est pas adressé par les politiques publiques, les réformes au sein des entreprises et autres cadres de développement.
Revue de littérature	
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2024, Round 10
Principaux résultats	<p>L'analyse des données de l'enquête Afrobarometer de 2024 au Mali permet d'avoir de nombreux résultats sur la thématique de la jeunesse, des inégalités entre sexes et de la pauvreté qui sont autant d'enseignements pouvant servir d'éléments d'aide à la décision. On en retiendra:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ près de 4 jeunes 18-35 ans sur 5 (58%) ont au moins le niveau primaire d'éducation contre 39% leurs aînés, à raison de 61% les 18-24 ans et 57% les 25-35 ans ✓ les filles sont beaucoup moins élèves/étudiantes que les garçons, 5% contre 12%, avec 7% contre 25% chez les 18-24 ans ✓ la population en emploi est de 77% de la population en âge de travailler, à raison de 58% les femmes et de 95% les hommes, 65% les jeunes pour 54% les 18-24 ans et 72% les 25-35 ans ✓ le taux de chômage ressort à 9.1% de, 17.2% les jeunes contre 3.3% leurs aînés, avec 26.4% les jeunes filles contre 8.5% les jeunes garçons, et enfin 27.5% contre 11.9% les 18-24 ans versus 25-35 ans ✓ l'inacceptabilité du travail des femmes, l'absence de garderie d'enfants ou de soins rémunérés aux enfants, le manque d'éducation/compétence et la préférence accordée à l'emploi des hommes plutôt qu'à celui des femmes, totalisent 65% des obstacles, 60% pour les hommes et 71% pour les femmes, ou encore 70% aux yeux des jeunes contre 62% leurs aînés ✓ la moitié de la population adulte vivrait dans la pauvreté monétaire, (53% mais 56% des femmes, 52% de jeunes mais 58% des filles) ✓ un malien sur 5 souffrirait de la pauvreté multidimensionnelle, un peu plus les femmes que les hommes ✓ le taux de couverture médicale est de 14%, 13% des jeunes contre 16% leurs aînés ✓ 57% des maliens choisiraient la création de leur propre entreprise comme secteur préféré d'activités, suivi de l'administration publique, 22% des 18-24 ans contre 15% les 25-35 ans et 10% les plus de 35 ans. Le secteur privé ne recueillerait que 8% de suffrage
Recommandations	<p>Les jeunes comme leurs aînés ont une préférence, en termes de secteurs d'activités de choix, la création de leur propre entreprise, le travail dans l'administration publique ou dans le secteur public mais marginalement le secteur privé.</p> <p>Il faut donner de l'espoir aux jeunes qui prévoient de moins meilleures conditions économiques dans les 12 prochains mois que leurs aînés. La création d'emplois et l'amélioration des conditions économiques du pays saperaient toute velléité d'émigrer des jeunes.</p> <p>Enfin, il ne faut pas opposer les résultats à davantage d'investissements en faveur des jeunes en termes de secteurs d'activités et les problèmes macroéconomiques que les mêmes jeunes pointent comme étant d'importance majeure pour le pays comme l'insécurité, la santé, etc. qui apparaissent ainsi comme des préalables à ce que davantage de dépenses soient faites en leur faveur.</p>

1.2.3. Protection des filles et femmes contre la discrimination et le harcèlement



La protection des jeunes filles et femmes passe d'abord par la prévention. Le milieu scolaire joue un rôle primordial dans la détection des situations à risque. La loi du 28 février 2022 renforce l'obligation de signalement des professionnels en contact avec des mineurs. Elle étend également la formation à la détection des violences sexistes et sexuelles à l'ensemble du personnel éducatif.

Les associations et structures d'aide aux victimes constituent un autre maillon essentiel de ce dispositif préventif. Elles offrent écoute, conseil et accompagnement aux jeunes filles en danger, facilitant leur accès à la justice et aux dispositifs de protection.

La lutte contre les violences basées sur le genre et le harcèlement sexuel est essentielle pour garantir un environnement de travail et de vie sûr et respectueux pour tous. Les efforts de renforcement de la protection de s droits des femmes et des filles nécessitent une approche multisectorielle et une mobilisation de tous les acteurs, y compris les autorités politiques, les institutions communales, et les communautés locales.

Problématique	Au Mali, la plupart des citoyens pensent qu'il est probable que les femmes et les filles qui se plaignent de discrimination ou de harcèlement soient crues, selon les résultats de l'enquête Afrobarometer. Malgré cette perception encourageante, des défis persistent. Nombreux citoyens perçoivent comme étant fréquents les cas de discrimination et de harcèlement envers les femmes et les filles de leur communauté.
Pertinence politique	La protection des filles et des femmes contre la discrimination et le harcèlement est un enjeu politique crucial qui nécessite des mesures et des actions coordonnées.
Revue de littérature	
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2024, Round 10
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Six Maliens sur 10 (60%) pensent qu'il est probable que les femmes et les filles qui se plaignent de discrimination ou de harcèlement sexuel soient crues dans leur communauté. ✓ Près de quatre citoyens sur 10 (36%) affirment que les femmes sont "souvent" ou "toujours" empêchées par leur conjoint ou d'autres membres de la famille d'occuper un emploi rémunéré. Environ un quart des répondants rapportent que "souvent" ou "toujours" les femmes sont victimes de harcèlement sexuel dans les espaces publics (28%), que les élèves filles ou étudiantes sont victimes de discrimination, de harcèlement ou de demandes de faveurs sexuelles de la part de leurs enseignants (26%), et que les filles sont privées de scolarisation au profit des garçons (24%). ✓ Environ trois quarts (72%) des répondants estiment que la police et les tribunaux doivent faire plus pour protéger les femmes et les filles contre la discrimination et le harcèlement.
Recommandations	Pour y remédier, la majorité des citoyens veulent que la police et les tribunaux renforcent leurs actions dans la protection des droits des femmes.

1.2.4. Scolarité des filles mères ou enceintes et éducation sexuelle dans les écoles



Dans les écoles africaines, les filles enceintes et jeunes mères sont souvent confrontées à une forte stigmatisation de la part des autres élèves, des responsables de l'école et de leur communauté. L'absence de cours sur les questions sexuelles, ainsi que les attitudes discriminatoires, incitent de nombreuses adolescentes dans cette situation à quitter l'école et les dissuadent d'y retourner

Dans près d'un tiers des pays africains, les adolescentes enceintes sont confrontées à d'importants obstacles juridiques et politiques les empêchant de poursuivre leur éducation formelle. Pourtant, la plupart des gouvernements africains protègent actuellement en principe l'accès à l'éducation par le biais de lois, de politiques ou de mesures adoptées en faveur des élèves enceintes ou des mères adolescentes.

Parmi les 54 pays africains, 38 pays disposent de lois, politiques ou mesures qui protègent l'éducation des adolescentes pendant la grossesse et la maternité. Certains de ces pays ont récemment annulé des politiques négatives.

Au moins dix États membres de l'UA ne disposent d'aucune loi ou politique relative au maintien des élèves enceintes ou des mères adolescentes dans les écoles. De nombreux pays de l'UA manquent également de politiques pour prévenir et gérer les grossesses adolescentes – ou bien elles sont insuffisantes –, ce qui porte atteinte au droit des enfants aux droits sexuels et reproductifs, notamment le droit d'accéder à des soins de santé reproductive et à une éducation sexuelle complète.

Nombre d'entre eux sont des pays d'Afrique du Nord ou de la Corne de l'Afrique ayant des lois et des politiques problématiques qui font du comportement sexuel hors mariage une infraction pénale, ce qui peut interférer avec le droit des filles à l'éducation. La plupart des pays de la région manquent de politiques relatives à la gestion des grossesses chez les adolescentes et au traitement des élèves enceintes dans les écoles.

<p>Problématique</p>	<p>La majorité des Maliens approuvent l'autorisation des filles enceintes ou mères à poursuivre leurs études et sont favorables à l'intégration de l'éducation sexuelle dans les écoles, selon la plus récente enquête Afrobarometer menée au Mali.</p> <p>La plupart des Maliens refusent l'accès pour tous aux contraceptifs indépendamment de l'âge, mais l'approuvent quel que soit la situation matrimoniale.</p> <p>Bien que la majorité des répondants estiment que les interruptions volontaires de grossesses (IVG) sont "rares" ou "inexistantes" dans leur communauté, environ un quart d'entre eux disent qu'elles se produisent "occasionnellement" ou "souvent". Toutefois, la majorité des Maliens ne jugent l'avortement justifié que si la santé de la femme enceinte est en danger et le rejettent dans les autres cas.</p>
<p>Pertinence politique</p>	<p>Un nouvel indice interactif de Human Rights Watch et une compilation complète des lois et politiques relatives à la grossesse chez les adolescentes dans les écoles de l'Union africaine (UA) détaillent les lois et politiques en place, ainsi que les lacunes, pour protéger l'accès des filles à l'éducation. Des cadres conformes aux droits humains sont des premières étapes nécessaires pour protéger l'accès des filles à l'éducation, selon Human Rights Watch. Les gouvernements devraient investir dans la mise en</p>

	œuvre, le suivi et l'application des politiques au niveau de l'école. Sans de telles mesures, des dizaines de milliers d'élèves à travers l'Afrique continueront d'être exclus.
Revue de littérature	✓ En Afrique, de nombreuses jeunes mères sont confrontées à des obstacles à l'éducation Human Rights Watch
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2024, Round 10
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La majorité des Maliens estiment que les filles devraient être autorisées à poursuivre leur scolarité même si elles tombent enceintes ou ont des enfants (77%) et que les écoles devraient enseigner l'éducation sexuelle aux jeunes pour les aider à prendre des décisions en connaissance de cause (62%). ✓ Plus de la moitié des Maliens pensent que les contraceptifs devraient être accessibles à tous, quel que soit le statut matrimonial (54%) mais s'opposent à leur accessibilité à toute personne sexuellement active indépendamment de son âge (54%). ✓ Près du quart (24%) des Maliens estiment que les femmes et les filles de leur communauté interrompent "occasionnellement" ou "souvent" leurs grossesses. La majorité (65%) des répondants disent que cette pratique est rare ou inexistante. ✓ La majorité des Maliens pensent que l'avortement est justifié seulement si la santé de la femme enceinte est en danger (58%), mais ne l'est pas si la grossesse résulte d'un viol ou d'un inceste (59%), lorsque la mère est économiquement incapable de s'occuper d'un enfant (75%) ou pour quelque raison que ce soit (73%).
Recommandations	

1.3. Changements climatiques

Les communautés rurales subissent des saisons des pluies de plus en plus irrégulières, ce qui perturbe les calendriers agricoles et réduit les rendements, aggravant l'insécurité alimentaire. Les pâturages deviennent rares, obligeant les éleveurs à parcourir de longues distances pour nourrir leur bétail, et les conflits entre agriculteurs et éleveurs se multiplient. Les sécheresses persistantes et la désertification accentuent la vulnérabilité des populations.

1.3.1. L'urgence de faire face aux changements climatiques



Au Mali, la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles s'est accélérée pendant les

dernières décennies sous les effets combinés d'une croissance démographique rapide, de pratiques d'exploitation inadaptées et de conditions climatiques de plus en plus défavorables (Birama, 2020). La hausse des températures, l'irrégularité croissante des saisons de pluies et la fréquence des événements météorologiques extrêmes ont des conséquences humaines et économiques lourdes. Les inondations de l'an dernier, par exemple, ont causé une dizaine de morts, plus de 85.000 hectares de terres cultivées détruites, 730.000 tonnes de céréales perdues, 100 écoles et

79 bâtiments scolaires endommagés, et plus de 350.000 personnes affectées (TRT Global, 2024 ; Programme Alimentaire Mondial, 2024).

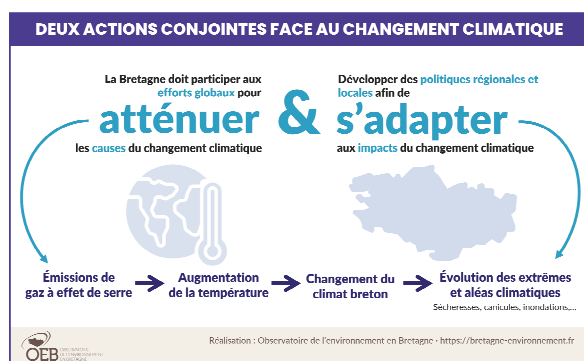
Par ailleurs, avec deux tiers du territoire qui sont désertiques, le pays subit de plein fouet l'avancée du désert, la raréfaction des ressources en eau et l'érosion des moyens de subsistance, en particulier dans les zones déjà vulnérables du Nord (Studio Tamani, 2018). Cette situation contribue à

l'aggravation de l'insécurité alimentaire, qui touche près d'un quart de la population. Dans un pays où l'agriculture et l'élevage assurent la subsistance de 80% de la population active et représentent plus du tiers du produit intérieur brut, les effets des changements climatiques pèsent lourdement sur l'économie (Organisation Internationale du Travail, 2024).

<p>Problématique</p>	<p>Pour renforcer sa résilience face aux changements climatiques, le Mali a intégré les enjeux climatiques dans ses planifications et a lancé plusieurs initiatives. Parmi ces actions figurent l'adhésion au projet de la Grande Muraille Verte pour freiner la désertification par le reboisement, la construction de centrales solaires pour diversifier le mix énergétique, et le programme Large-Scale Renewable Energy Development destiné à stimuler les investissements dans les énergies renouvelables (Centre d'Actions et de Réalisations Internationales, 2017 ; Koné, 2024 ; Banque Africaine de Développement, 2011). Le pays mise aussi sur le renforcement de la résilience des communautés agricoles à travers des programmes d'adaptation en devenant partenaire du Climate & Clean Air Coalition depuis 2014, et a adopté une politique nationale sur le climat et l'environnement dès 2009 (Agence de l'Environnement et du Développement Durable, 2011). Le Mali a également mis en place un Fonds Climat National avec l'appui des partenaires et a adopté une gouvernance climatique inclusive (Near East Foundation, 2015).</p>
<p>Pertinence politique</p>	<p>Les effets des changements climatiques sont largement perçus au Mali. Environ la moitié des citoyens rapportent une intensification des inondations et des sécheresses et quatre sur 10 observent une hausse des mauvaises récoltes au cours de la dernière décennie. Si la majorité des répondants ont déjà entendu parler des changements climatiques, ceux qui en sont informés les attribuent majoritairement à l'activité humaine et jugent qu'ils aggravent les conditions de vie. Ils appellent à une action urgente, tant du gouvernement que des pays riches.</p> <p>La majorité des Maliens soutiennent des politiques d'atténuation, et des proportions significatives déclarent avoir personnellement adopté des stratégies d'adaptation.</p>
<p>Revue de littérature</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Agence de l'Environnement et du Développement Durable. (2011). Politique nationale sur les changements climatiques. ✓ Banque Africaine de Développement. (2011). Mali – Large-scale renewable energy development program. ✓ Birama, D. (2020). Les changements climatiques au Mali et impacts. Institut d'Economie Rurale. ✓ Centre d'Actions et de Réalisations Internationales. (2017). La grande muraille verte au Mali. ✓ Climate & Clean Air Coalition. (2014). Mali CCAC partenaire depuis 2014. ✓ Koné, D. B. (2024). Le Mali lance sa 3^{ème} centrale solaire pour environ 74,48 millions USD (50mwc), à Tiakadougou-Dialakoro. Sahel Matin. 7 novembre. ✓ Near East Foundation. (2015). Décentralisation des fonds d'adaptation au climat au Mali. ✓ Organisation Internationale du Travail. (2024). L'assurance agricole au cœur de la résilience climatique au Mali : Une approche innovante pour protéger les moyens de subsistance et lutter contre le travail des enfants. ✓ Programme Alimentaire Mondial. (2024). WFP responds to devastating floods in Mali that have affected 350,000 people.

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Studio Tamani. (2018). Dérèglement climatique au Mali : Le désert avance de 7km par an. 15 décembre. ✓ TRT Global. (2024). Mali declares state emergency after floods leave scores dead. 24 août.
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2024, Round 10
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Environ la moitié des Maliens disent que les inondations (48%) et les sécheresses (47%) se sont intensifiées dans leur région ces 10 dernières années, et près de quatre sur 10 (39%) font le même constat concernant les mauvaises récoltes. ✓ Plus de six Maliens sur 10 (63%) affirment avoir entendu parler des changements climatiques. ✓ Parmi ceux qui sont informés des changements climatiques : <ul style="list-style-type: none"> ○ Environ sept sur 10 considèrent l'activité humaine (55%) ou la combinaison de l'activité humaine avec les procédés naturels (14%) comme la principale cause des changements climatiques. ○ Trois quarts (76%) déclarent que les changements climatiques rendent la vie pire. ○ Environ huit sur 10 estiment que les pays riches devraient prendre des mesures urgentes pour atténuer les changements climatiques (83%) et devraient soutenir financièrement le Mali à en affronter les effets (80%), et que leur propre gouvernement doit également intervenir sans tarder (79%). ✓ Pour lutter contre les changements climatiques, la majorité de tous les répondants soutiennent l'investissement dans l'amélioration des infrastructures (86%) et les énergies renouvelables (84%), une pression accrue sur les pays riches pour qu'ils aident les victimes (74%), l'interdiction de l'abattage des arbres pour le bois de chauffe (68%) et l'adoption de fourneaux écologiques quel qu'en soit le coût (54%). ✓ Bonne nombre de Maliens déclarent avoir adopté des stratégies d'adaptation face aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement au cours des cinq dernières années. Ces réponses incluent la réduction ou réorganisation du travail à l'extérieur (32%), le changement de régime alimentaire ou de cultures (31%), la réduction de la consommation d'eau ou le recours à d'autres sources (30%), et l'ajustement des pratiques d'élevage (29%). Une proportion plus faible de répondants (13%) dit avoir dû déménager.
Recommandations	La conscience du problème est bien présente, les éventuelles politiques de mitigation sont soutenues, et même au niveau individuel, les actions d'adaptation sont déjà bien en cours. Face à l'urgence climatique, il serait nécessaire de renforcer les efforts de sensibilisation, de mobiliser davantage de ressources, et d'accélérer la mise en œuvre de politiques publiques efficaces, équitables et inclusives. Cela suppose une coopération étroite entre les acteurs locaux, l'Etat malien, et les partenaires internationaux pour bâtir une résilience durable face à un défi global dont les impacts sont déjà profondément locaux.

1.3.2. Mesures de limitation des changements climatiques



Face à ces défis, le Mali s'efforce de mettre en œuvre des mesures d'adaptation et d'atténuation. En effet, le pays a élaboré son Programme d'Action National d'Adaptation (PANA) aux effets néfastes des changements climatiques depuis 2007. De plus, il a également élaboré un Cadre Stratégique pour la Réalisation d'un Mali Résilient et Vert qui permettra la réalisation effective d'une économie résiliente et peu génératrice de carbone tout en donnant une impulsion nouvelle à ses objectifs de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Des initiatives nationales concernent également le marché carbone. Elles sont orientées vers des technologies "propres" ou

à faible émission de carbone, essentiellement des énergies renouvelables. En ce sens, l'énergie solaire peut être exploitée, car la durée d'ensoleillement est largement suffisante sur toute l'étendue du territoire nationale.

Les agriculteurs sont encouragés à adopter des pratiques agricoles plus résilientes, telles que le choix de variétés de cultures adaptées à la sécheresse et l'agroforesterie pour préserver la qualité des sols et les ressources naturelles. Les éleveurs doivent être sensibilisés et formés sur des pratiques de gestion durable des pâturages. Un système d'alerte et de suivi des données climatiques est également nécessaire en vue d'une meilleure orientation de la campagne agricole. Il faudra accompagner et encadrer les agriculteurs dans l'adoption de pratiques agricoles de conservation de l'eau et du sol pour une agriculture plus résiliente face aux aléas Climatiques.

Problématique	La majorité des Maliens approuvent des mesures fortes, y compris l'investissement dans les énergies renouvelables et l'interdiction de l'abattage des arbres pour le bois de chauffe, pour lutter contre les changements climatiques, selon la plus récente enquête Afrobarometer. Près des deux tiers des répondants disent être au courant des changements climatiques. Parmi ceux-ci, de larges majorités considèrent que le phénomène aggrave les conditions de vie et que l'activité humaine en est la principale ou l'une des causes.
Pertinence politique	Le Mali, étant un pays situé au cœur du Sahel, est confronté à des défis majeurs, notamment liés aux Changements Climatiques qui sévissent dans la région. Les communautés locales font face à des conditions météorologiques de plus en plus imprévisibles et à des extrêmes climatiques, ce qui a un impact significatif sur leur mode de vie traditionnel basé sur l'agriculture et l'élevage. Ce pays connu pour ses vastes étendues de terres arides, est aux prises avec les Changements Climatiques qui ont exacerbé les problèmes existants tels que la sécheresse, la désertification, la rareté de l'eau et la perte de biodiversité. Le pays est désormais confronté à des saisons des pluies de plus en plus irrégulières et moins fiables, tandis que les températures moyennes continuent d'augmenter, ce qui rend la vie difficile pour les communautés rurales qui dépendent de l'agriculture pluviale pour leur subsistance.
Revue de littérature	✓ Les Changements Climatiques au Mali : Comprendre pour mieux Agir
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et

	maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2024, Round 10
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Plus de six Maliens sur 10 (63%) déclarent avoir entendu parler des changements climatiques. ✓ Parmi ceux qui sont informés des changements climatiques : <ul style="list-style-type: none"> ○ Trois quarts (76%) disent que les changements climatiques rendent la vie pire ○ La majorité des répondants considèrent que l'activité humaine est la principale (55%) ou l'une (14%) des causes des changements climatiques. ○ Près des deux tiers (63%) estiment que le peuple, les entreprises et le gouvernement du Mali sont les principaux responsables de ce phénomène, pendant que 22% attribuent cette responsabilité aux personnes, entreprises et gouvernements du reste du monde. ○ Des écrasantes majorités disent que le gouvernement doit prendre immédiatement des mesures pour limiter les changements climatiques (79%) et que les pays riches ou développés qui ont le plus contribué aux changements climatiques devraient prendre des mesures urgentes pour les atténuer (83%) et devraient aider le Mali à faire face à ses impacts (80%). ✓ Pour lutter contre les changements climatiques, la majorité de tous les répondants approuvent l'investissement dans l'amélioration des infrastructures (86%) et les énergies renouvelables (84%), veulent une pression accrue sur les pays riches pour qu'ils aident les victimes des changements climatiques (74%), et soutiennent l'interdiction de l'abattage des arbres pour le bois de chauffe (68%) et l'adoption de fourneaux écologiques quel qu'en soit le coût (54%).
Recommandations	<p>Selon l'enquête, la majorité des répondants qui sont informés des changements climatiques jugent nécessaire que le gouvernement prenne des mesures immédiates, que les pays riches agissent pour atténuer le phénomène et qu'ils soutiennent financièrement le Mali dans la gestion de ses impacts.</p>

1.4. Transition, démocratie et gouvernance

1.4.1. Evaluation comparative des perceptions populaires de la transition



Sous la transition, le pays semble aller dans la bonne direction, bien plus que jamais auparavant. C'est l'avis de près de 4 maliens sur 5, contre à peine un dixième en 2020. Néanmoins, la situation économique du pays est loin d'être reluisante, moins d'un tiers des maliens et surtout moins qu'en 2013 et 2014 la noterait bien ou très bien. Les maliens

restent toutefois optimistes, près de 8 d'entre eux sur 10 espèrent de bien meilleures conditions économiques à l'avenir, autant en 2024, que 10 ans plus tôt.

Les problèmes majeurs de développement demeurent la faim, l'insécurité, la santé, l'eau, l'éducation, le chômage et la pauvreté. Aussi, un malien sur cinq est-il confronté en 2024 à une sévère pauvreté multidimensionnelle (nourriture, eau, énergie, santé et espèces) avec une majorité d'adultes en situation de pauvreté monétaire, certes moins que depuis 2008 mais bien plus qu'auparavant. De même, seulement un quart des maliens se sent en sécurité dans le quartier ou la communauté, moins qu'en 2020 ou 2013. Pourtant, le vivre-ensemble ne semble pas

remis en cause d'autant plus que la majorité des maliens se sent plus malienne que d'un quelconque groupe culturel ou ethnique et cela transcende les époques.

Au plan politique, la liberté d'expression s'est quelque peu rétrécie, surtout en 2024 comparativement aux années antérieures, aux seules exceptions de 2013 et 2017. Il en est de même de la liberté d'association, bien moindre en 2024 que toutes les autres années précédentes. Sous la transition, l'on assiste à une désaffection massive des partis politiques avec à peine un malien sur cinq se sentant proche d'un quelconque parti politique contre une quasi majorité auparavant. A l'opposé, les maliens soutiennent dans leur écrasante majorité le régime militaire, à peine un malien sur cinq le désapprouverait contre 7 sur 10 en 2020.

En matière de gouvernance, la transition fait incomparablement mieux que les régimes précédents en termes de performances du Président de la République et de performances du gouvernement dans les domaines de gestion de l'économie, de soutien aux pauvres, de réduction de la criminalité, de fourniture d'eau et de lutte contre la pauvreté. Elle peine cependant en matière de création d'emplois, de stabilité des prix, de fourniture d'électricité et d'entretien des ponts et chaussées. Ses institutions sont perçues comme étant moins corrompues, qu'il s'agisse de la présidence de la République, des législateurs, des conseillers communaux, des policiers et des juges ou magistrats.

Problématique	Sur les 9 séries d'enquêtes retenues, les deux dernières correspondent à l'ère jusqu'ici de la transition instituée par les coups d'Etat des 18 août 2020 et 25 mai 2021. Il faut signaler également que la série de décembre 2012-janvier 2013 correspondant à la transition du capitaine Amadou Aya Sanogo, allant de son coup d'Etat du 11 mars 2012 jusqu'à l'investiture du Président Ibrahim Boubacar Kéita le 4 septembre 2013, au sorti des 1er et 2nd tours de l'élection présidentielle des 28 juillet respectivement 11 août 2013. Il n'est pas question ici de cette transition éphémère et tumultueuse avec les gouvernements Cheick Modibo Diarra (du 12 avril 2012 au 4 septembre 2013) et Django Cissoko (du 4 septembre 2013 jusqu'à l'arrivée du 1er premier ministre d'IBK, Oumar Tatam Ly, le 5 septembre 2013).
Pertinence politique	Les résultats d'enquêtes sous la transition en cours seront analysés relativement à la présence et au départ des forces armées étrangères sur le territoire national, à la sortie du pays de la CEDEAO et la création en lieu et place de l'AES puis de la Confédération de celle-là, et à quelques attentes liées à la durée de la transition, à la problématique des élections et aux intentions de vote des citoyens dans l'éventualité de l'organisation de telles élections.
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Jeune Afrique (2023), Au Mali, l'ONU inquiète des conditions de retrait de la Minusma, 15 octobre ✓ L'Essor (2023), Minusma : Le Mali officialise sa demande de retrait des troupes de l'ONU, 23 juin ✓ Morgane Le Cam, Carrie Nooten (2023), Le Mali exige le départ 'sans délai' de la mission de l'ONU, Le monde du 17 juin ✓ Vital Nshimirimana (2022), Mali : l'embargo de la CEDEAO pénalise les populations vulnérables tandis que la junte reste de marbre, mise en ligne 14 octobre 2022 ✓ République du Mali (2021), Plan d'action du gouvernement de transition 2021-2022, juillet ✓ République du Mali (2021), Conclusions des Assises nationales de la refondation de l'Etat, niveau national, 30 décembre ✓ un.org (2023), Mali : le Conseil de sécurité met fin au mandat de la MINUSMA, in Bamada.net 30 juin ✓ Lionel Zevounou (2022), Mali, les sanctions de la CEDEAO sont illégales, in

	Bulletin du CODESRIA, 2022 (1), pp.19-38
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2024, Round 10
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ En 2024, le pays est dit aller dans la bonne direction pour tout le monde avec une courte majorité à Mopti et moins d'enthousiasme chez les jeunes 18-24 ans, un peu comme dans le nord et dans le district de Bamako, autant d'éléments à chercher à rallier à la cause nationale. ✓ L'insécurité dans le quartier est préoccupante à Bamako, Kayes et Sikasso et particulièrement aux yeux des personnes de niveau postsecondaire d'éducation. ✓ La transition a rétréci les libertés d'expression et d'association, rétrécissement davantage ressenti au nord où la lutte contre le terrorisme y serait pour beaucoup.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les jeunes d'autant plus qu'ils sont les moins enthousiastes face à la situation économique du pays et aussi parmi les moins optimistes quant à l'avenir qui est censé leur appartenir pourtant. Ils sont les plus touchés par le chômage et la sous-utilisation de la main-d'œuvre avec près du tiers d'entre eux ni en emploi ni à l'école. ✓ Plus d'actions doivent-elles être prises en leur faveur, en même temps que se poursuivra la lutte contre le terrorisme, particulièrement au centre et au nord du pays. La lutte contre la pauvreté doit être renforcée à Mopti et à Sikasso, surtout en faveur des femmes et des ruraux. ✓ En matière de gouvernance, une attention particulière devrait être portée aux personnes de niveau postsecondaire d'éducation qui s'alignent le moins sur les performances du Président de la République tout comme sur celles du gouvernement s'agissant de sa gestion de l'économie, de ses efforts de création d'emplois, de stabilisation des prix ou de soutien aux pauvres.

1.4.2. Identité nationale versus appartenances ethniques

Ethnic groups In Mali



L'identité nationale, au-delà des appartenances ethniques, est un concept politique qui reflète les dynamiques culturelles, historiques et sociopolitiques d'une société. Elle est souvent définie par des éléments tels que l'histoire collective, la culture et la langue, et l'hospitalité envers la diversité. Dans un contexte de mondialisation

et de multiculturalisme, l'identité nationale est de plus en plus influencée par des pressions sociétales et idéologiques, ce qui soulève des questions sur la légitimité et l'impact de l'identité nationale sur la citoyenneté et la société (Lauret, 2009).

L'identité nationale au Mali est pertinente politique car elle reflète la cohésion sociale et la solidarité entre les citoyens, malgré les défis politiques et sécuritaires. L'attachement à l'identité nationale, plutôt qu'à l'appartenance ethnique, est un indicateur de la capacité du pays à maintenir des liens sociaux forts et à faire face aux tensions politiques. Cette approche favorise une gouvernance inclusive et une intégration

sociale, essentielles pour la stabilité politique et la prospérité du pays.

Problématique	<p>Selon les résultats de la plus récente enquête Afrobarometer au Mali, le sentiment d'appartenance nationale l'emporte largement sur les affiliations ethniques. Cette cohésion se reflète aussi dans la perception d'équité entre les groupes, puisque huit Maliens sur 10 estiment que leur groupe ethnique n'est jamais victime de traitement injuste de la part du gouvernement. Toutefois, une minorité de répondants déclarent que ce type de discrimination se produit au moins "quelques fois". La confiance entre citoyens de différents groupes ethniques reste solide, tout comme l'acceptation de la diversité dans le voisinage. La grande majorité des Maliens se disent à l'aise ou indifférents à l'idée d'avoir pour voisins des personnes d'origines, de religions ou de statuts variés, à l'exception des personnes homosexuelles, qui restent largement rejetées.</p>
Pertinence politique	<p>Depuis plus de dix ans, le Mali s'enfonce dans une profonde crise politique et sécuritaire, ouverte en 2012 par une nouvelle rébellion indépendantiste à dominante touarègue au Nord, aggravée par l'implantation de groupes djihadistes dans le centre et la prise du pouvoir par l'armée à Bamako en 2020. La durée et l'ampleur de cette déstabilisation, de plus en plus meurtrière, poussent à interroger les fondements de la formation de l'État et de la nation de ce vaste pays du Sahel (Bihan, 2024).</p>
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Bihan (2024). De l'identité nationale au Mali, par Tangi Bihan (Le Monde diplomatique, novembre 2024) ✓ Pierre Lauret (2009). Identité nationale, communauté, appartenance. L'identité nationale à l'épreuve des étrangers, pages 20 à 31, Identité nationale, communauté, appartenance. L'identité nationale à l'épreuve des étrangers Cairn.info
Méthodologie	<p>La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire</p>
Données utilisées	<p>Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2024, Round 10</p>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'identité nationale est fortement ancrée parmi les Maliens : Seulement 11% préfèrent leur groupe ethnique à leur identité malienne. ✓ Huit Maliens sur 10 (81%) estiment que les membres de leur groupe ethnique ne sont "jamais" victimes de traitement injuste de la part du gouvernement contre 18% qui disent que cela arrive "quelques fois" (5%), "souvent" (6%) ou "toujours" (7%). ✓ La majorité des Maliens disent faire "partiellement" ou "beaucoup" confiance aux citoyens d'autres groupes ethniques (68%) ainsi qu'à la plupart d'autres catégories de personnes. ✓ La grande majorité des Maliens disent aimer ou être indifférents d'avoir pour voisins des personnes d'un autre groupe ethnique (94%), d'une autre religion (88%), des immigrants (85%), des réfugiés d'autres pays (80%) et des supporters d'un autre parti politique (80%). Toutefois, l'écrasante majorité (93%) des répondants ne sont pas prêts à accueillir les personnes homosexuelles dans leur voisinage.
Recommandations	

1.4.3. Sortie de la CEDEAO et sécurité au Sahel



Le Mali a toujours affiché son engagement en faveur de l'unité africaine, quitte à mettre en jeu une partie de sa souveraineté nationale. Son retrait, aux côtés du Burkina Faso et du Niger, de la CEDEAO et la création de l'AES mettent en lumière une dynamique claire de repositionnement stratégique du Mali, fondée sur une volonté affirmée de souveraineté, une remise en question des alliances traditionnelles et une redéfinition des partenariats internationaux.

La forte adhésion à l'idée d'une souveraineté monétaire indique un rejet massif du statu quo représenté par la zone franc, perçue comme un héritage postcolonial. Cette orientation traduit un désir de maîtrise des leviers économiques, avec un ancrage dans une coopération sud-sud incarnée par l'Alliance des Etats du Sahel.

Par ailleurs, la perception négative de la CEDEAO, de l'Union Européenne et surtout de la France souligne une rupture de confiance envers ces institutions régionales et partenaires occidentaux, jugés peu en phase avec les intérêts stratégiques maliens. En contraste, la perception positive marquée de l'influence russe et chinoise illustre une réorientation géopolitique vers de nouveaux alliés perçus comme plus respectueux de la souveraineté nationale et impliqués dans la lutte contre le terrorisme.

Problématique	Ces dernières années, les relations entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont fortement détériorées (Barry, 2025). Les sanctions imposées par l'organisation sous-régionale à la suite des coups d'Etat successifs dans ces pays – jugées par les critiques comme étant illégales, disproportionnées, inefficaces et/ou sous influences extérieures – ont nourri un sentiment croissant de rejet de la CEDEAO au sein des opinions publiques et des autorités nationales (Obasi, 2023 ; Asadu, 2024). Les tensions politiques et les préoccupations sécuritaires partagées ont favorisé un rapprochement stratégique entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Le 28 janvier 2023, les trois pays ont annoncé leur retrait de la CEDEAO avant de créer, quelques mois plus tard, l'Alliance des Etats du Sahel (AES), un pacte de défense collective, d'assistance mutuelle et de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée (Institut d'Etudes de Sécurité, 2024).
Pertinence politique	Le retrait des trois pays laisse présager des conséquences pour les citoyens de tous les pays membres de la CEDEAO, telles que l'instauration de droits de douane, la remise en cause de la coopération régionale en matière de sécurité, des restrictions à la libre circulation (visas, cartes de séjour, frais de scolarité accrus), ainsi que le gel de projets d'intégration comme les corridors régionaux (Kpaye, 2024). Toutefois, l'ampleur de ces effets dépendra du maintien ou non du Mali au sein de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), qui offre, grâce à l'union douanière, au tarif extérieur commun et à la libre circulation des biens, des services et des capitaux, plusieurs bénéfices en matière d'intégration économique (Fonds monétaire international, 2024).
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Asadu, C. (2024). Mali, Niger and Burkina Faso withdraw from West Africa bloc over sanctions to reverse coups. PBS. 28 janvier. ✓ Barry, A. W. (2025). Les pays de l'AES se retirent comme annoncé de la CEDEAO. Que se passera-t-il ensuite ? BBC. 29 janvier. ✓ Fonds Monétaire International. (2024). Rapports pays. ✓ Institut d'Etudes de Sécurité. (2024). Les annonces de sortie de la CEDEAO placent l'Afrique de l'Ouest à la croisée des chemins. ✓ Kpaye, B. K. (2024). Burkina Faso, Mali et Niger se retirent de la CEDEAO :

	<p>Quelles conséquences pour la sous-région ? Conversation. 2 février.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Obasi, N. (2023). Sanctions de la CEDEAO après le coup d'Etat au Niger : Un réajustement s'impose. International Crisis Group.
Méthodologie	<p>La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire</p>
Données utilisées	<p>Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2024, Round 10</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Plus de huit Maliens sur 10 disent être informés de la sortie de leur pays de la CEDEAO (83%) et de la création de l'AES (84%). <ul style="list-style-type: none"> ○ Parmi ceux qui sont au courant de la sortie de la CEDEAO, l'écrasante majorité (91%) des répondants disent approuver cette décision, dont 71% qui disent l'approuver "tout à fait". ○ Parmi les Maliens qui sont informés de la création de l'AES, la grande majorité (88%) des répondants pensent qu'il est probable que l'alliance garantisse plus de sécurité dans la région, y compris 69% qui pensent que c'est "très probable". ✓ Près de neuf sur 10 citoyens maliens (87%) estiment que les besoins et les intérêts de leur pays sont reconnus de manière adéquate dans les décisions de l'AES. En comparaison, seulement la moitié (52%) dit la même chose de l'Union Africaine, et à peine 41% de la CEDEAO. ✓ De larges majorités de Maliens disent approuver la sortie de leur pays de la zone "franc" et la création d'une monnaie nationale (92%), de même que la sortie du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la zone "franc" et de la création d'une monnaie commune aux trois pays (89%). ✓ Huit Maliens sur 10 (82%) estiment que l'AES a une influence positive sur leur pays. En comparaison, seuls quatre sur 10 (42%) disent la même chose de l'Union Africaine, tandis que 70% perçoivent l'influence de la CEDEAO comme négative, tout comme près de la moitié (47%) pour celle de l'Union Européenne. ✓ La majorité des répondants jugent l'influence de la Russie (88%) et de la Chine (79%) sur le Mali comme "quelque peu positive" ou "très positive". Près de la moitié perçoivent également positivement l'influence de l'Inde (49%), tandis qu'ils ne sont que 40% à en dire autant des Etats-Unis d'Amérique. En revanche, une très large majorité (86%) considère l'influence de la France comme négative. ✓ Sept sur 10 Maliens (72%) informés du conflit entre l'Ukraine et la Russie soutiennent la Russie dans cette guerre.
Principaux résultats	
Recommandations	<p>Les résultats suggèrent que les Maliens adhèrent à la nouvelle orientation stratégique de leurs autorités, fondée sur la souveraineté, tant monétaire que diplomatique, privilégiant l'AES comme nouveau cadre de solidarité régionale et la création d'une monnaie unique, ainsi qu'une diversification des partenariats axée sur des puissances non occidentales considérées comme partenaires privilégiés.</p>

1.4.4. CEDEAO, AES et sécurité dans la région



Un retrait des trois États de l'Organisation Régionale était dans tous les esprits depuis qu'ils avaient considéré début août 2023, toute intervention militaire internationale, au Niger, comme "une déclaration de guerre contre leurs pays". Sans aller jusqu'à affirmer qu'ils quitteraient l'organisation comme l'a fait la junte militaire guinéenne, tous s'accordaient à dire que la dégradation des relations entre ces trois pays et la CEDEAO avait franchi un seuil critique. Et

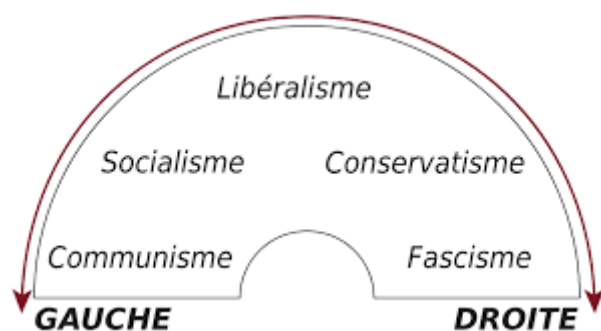
même si, depuis, les États qui étaient pour une intervention militaire au Niger se sont ravisés, la méfiance reste de mise entre les protagonistes.

Ces trois États qui ont à leur tête des régimes qui surfent sur le paradigme fourre-tout du panafricanisme et de la conquête de la vraie indépendance pour s'assurer la connivence de leur opinion publique, ont mis en place le

16 septembre 2023, l'Alliance des États du Sahel (AES) dont l'objectif est entre-autre une entraide pour lutter contre l'insécurité induite par les groupes terroristes et djihadistes qui ensanglantent leurs territoires depuis plusieurs années maintenant (Camara, 2024).

Problématique	La grande majorité des Maliens soutiennent le retrait de leur pays de la CEDEAO et considèrent que l'Alliance des États du Sahel (AES) pourrait renforcer la sécurité dans la région, selon la plus récente enquête Afrobarometer au Mali. Les Maliens estiment également que l'AES prend en compte les besoins de leur pays, contrairement à la CEDEAO, perçue de manière bien moins favorable. Plus de huit Maliens sur 10 voient l'AES comme ayant une influence économique et politique positive, contre seulement deux sur 10 pour la CEDEAO. Enfin, une écrasante majorité de citoyens maliens approuvent l'abandon du franc CFA au profit d'une monnaie nationale ou commune avec le Burkina Faso et le Niger.
Pertinence politique	L'Histoire de la sous-région nous enseigne que les alliances qui ont pour objet et pour but d'unir des États entre eux, à la différence des organisations internationales dont l'objectif est d'améliorer leur coopération, n'ont jamais été des réalités solides et pérennes tant elles sont à la merci de revirements de leurs membres.
Revue de littérature	✓ Camara, M. (2024). Raisons et implications du retrait des pays de l'alliance des états du sahel de la CEDEAO, raisons et implications du retrait des pays de l'alliance des états du sahel de la CEDEAO - lemafriq
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	✓ Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2024, Round 10
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Plus de huit Maliens sur 10 déclarent être au courant de la sortie de leur pays de la CEDEAO (83%) et de la création de l'AES (84%). <ul style="list-style-type: none"> ○ Parmi ceux qui sont informés de la sortie du Mali de la CEDEAO, neuf sur 10 (91%) disent approuver cette sortie. ○ Parmi les répondants qui sont au courant de la création de l'AES, près de neuf sur 10 (87%) pensent qu'il est probable que l'alliance garantisse plus de sécurité dans la région. ✓ Une large majorité (87%) des citoyens maliens estiment que les besoins et les intérêts de leur pays sont reconnus de manière adéquate dans les décisions de l'AES, tandis qu'ils sont seulement 41% à dire autant de la CEDEAO. ✓ Plus de huit Maliens sur 10 (83%) perçoivent une influence économique et politique "positive" de l'AES sur leur pays, contre seulement 19% pour la CEDEAO. ✓ Environ neuf Maliens sur 10 disent approuver la sortie de leur pays de la zone "franc" et la création de sa propre monnaie (92%), de même que la sortie du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la zone "franc" et de la création d'une monnaie commune aux trois pays (89%).
Recommandations	

1.4.5. Proximité avec les partis politiques



La décision de dissoudre tous les partis politiques au Mali a été annoncée mardi 13 mai 2025, par un décret présidentiel, à la suite des assises nationales et des concertations populaires. Près d'un an plus tard, en mai 2021, le Mali connaît un second coup d'Etat, avec l'arrivée au pouvoir du colonel Assimi Goïta. Le régime militaire en place, censé assurer une transition rapide vers un régime civil, est soupçonné par une

partie de la classe politique de repousser délibérément les élections pour rester au pouvoir. Les autorités avaient proposé un chronogramme de 24 mois à partir de mars 2022 pour l'organisation d'une présidentielle et transmettre le pouvoir aux civils.

"Quand on est allé au changement de système, (...) de régime, la première chose que la population elle-même avait réclamé, c'était de refonder le pays. Il fallait reformuler, réformer, revoir le pays, le refonder", rappelle Baba Moulaye Haïdara, ancien ministre de l'Agriculture sous le président Ibrahim Boubacar Keita.

Cette volonté, dit-il, avait conduit "à un certain nombre de concertations qui ont abouti aux Assises nationales pour la refondation".

Problématique	La proximité avec les partis politiques a largement chuté depuis 2014, soulignant une tendance marquée de désengagement partisan observée au fil des années. Parmi ceux qui se sentent encore proches d'un parti politique, l'Alliance pour la Démocratie – Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (ADEMA-PASJ) rassemble le plus grand nombre de sympathisants. L'Union pour la République et la Démocratie (URD) et le Rassemblement Pour le Mali (RPM) bénéficient d'un soutien comparable, tandis que les autres formations politiques recueillent une adhésion plus limitée. Dans ce contexte de désaffection partisane, le soutien à Assimi Goïta se démarque nettement, selon l'enquête. Près de la moitié des Maliens déclarent qu'ils voteraient pour le président de la transition si une élection présidentielle avait lieu aujourd'hui.
Pertinence politique	Ces résultats mettent en lumière la recomposition du paysage politique malien, marqué par un affaiblissement des partis traditionnels et une adhésion croissante à des figures de leadership en dehors des structures partisans établies.
Revue de littérature	
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2024, Round 10
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Seulement 14% de Maliens disent se sentir proches d'un parti politique. ✓ La proximité avec les partis politiques s'est érodée de 54 points depuis 2014, passant de 68% à 14% en 2024. ✓ Parmi ceux qui se disent proches d'un parti politique, 24% s'affilient à l'Alliance pour la Démocratie – Parti Africain pour la Solidarité et la Justice au Mali (ADEMA-PASJ), tandis qu'un sur huit se déclarent proches de l'Union pour la République et la Démocratie (URD) (13%) et du Rassemblement Pour le Mali (RPM) (13%). Les autres partis politiques enregistrent entre 3% et 8% de sympathisants. ✓ Près de la moitié (47%) des Maliens déclarent qu'ils voteraient pour le président de la transition, Assimi Goïta, si une élection présidentielle avait lieu.

1.4.6. Saluer les efforts du gouvernement en matière de sécurité



La persistance des incidents sécuritaires est observée partout à travers le pays, avec les différents groupes armés multipliant les attaques, à la fois au nord, au sud et à l'ouest du pays, ciblant les convois de carburant, les

populations civiles, les positions des forces armées appuyées par leurs alliés de l'Alliance des États du Sahel (AES), et aussi de plus en plus les unités industrielles. La pose d'engins explosifs, les embuscades sur les convois et les persécutions sur les populations civiles et des dégradations de leurs biens continuent d'engendrer des déplacements de populations. La dégradation des moyens d'existence à la suite des pertes d'activités et les difficultés d'accès à certaines zones réduisent significativement les capacités des ménages à satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires.

Problématique	Selon les résultats de la plus récente enquête d'Afrobarometer au Mali, près de six citoyens sur 10 déclarent qu'un membre de leur famille s'est senti en insécurité chez lui ou dans son quartier au cours de l'année écoulée, un sentiment particulièrement élevé à Mopti et en milieu rural. Le crime et l'insécurité figurent parmi les principales préoccupations des citoyens, occupant la troisième place des problèmes les plus urgents du pays à résoudre. Malgré cette inquiétude, la majorité des Maliens saluent les efforts du gouvernement en approuvant ses actions contre la criminalité et sa gestion des conflits violents.
Pertinence politique	
Revue de la littérature	
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	✓ Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2024, Round 10
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Près de six Maliens sur 10 (57%) disent qu'un membre de leur famille s'est senti en danger à domicile ou dans leur quartier au moins une fois pendant l'année écoulée, dont 25% qui ont vécu une telle insécurité "plusieurs fois" ou "toujours". ✓ Le sentiment d'insécurité est plus élevé dans la région de Mopti (92%) et dans les villages (63%) que dans les autres régions, surtout Bamako (44%), et dans les villes (46%). ✓ Le crime et l'insécurité arrive en troisième position des défis les plus importants du pays auxquels le gouvernement devrait s'attaquer, aux yeux des Maliens. ✓ La majorité des citoyens approuvent les performances du gouvernement dans la réduction de la criminalité (74%) et dans la prévention ou à la réduction des conflits violents (69%).
Recommandations	✓

1.5. Recherche de partenariat pour études et recherche



Vers l'entrepreneuriat agricole des jeunes : Analyse des conditions technico-économiques et institutionnelles du surcyclage de résidus agricoles par les mouches soldats noires au Mali.

1.5.1. Vers l'entrepreneuriat agricole des jeunes au Mali

Partenaire	Université Laval
Contexte	Le Mali est confronté aux défis de croissance rapide de sa population et de manque d'emplois pour les jeunes qui représentent 60 % de sa population. Le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) atteint 7.6 %. Ils demeurent largement exclus du marché du travail, en raison d'un accès limité à l'innovation, à la terre et aux financements pour saisir des opportunités entrepreneuriales. Pour faire face à ce problème dans un pays à fort potentiel agricole mais confronté à des conflits et des pressions démographiques et climatiques, des interventions efficaces s'imposent. En misant sur : les innovations en agriculture, ce secteur-clé de l'économie malienne pourrait offrir des perspectives d'emplois durables et décentes aux jeunes. Se basant sur nos résultats du Volet I de STAPS qui a permis d'estimer les pertes agricoles et d'identifier des pratiques circulaires de valorisation dans plusieurs filières clés au Mali, ce projet vise à analyser les conditions technico-économiques et institutionnelles de valorisation des résidus issus des pertes agricoles, par l'élevage et la transformation de larves de mouches soldats noires (MSN).
Objectifs	
Méthodologie	La méthodologie repose sur une approche interdisciplinaire et complémentaire, combinant expérimentations agronomiques, modélisation économique et analyse en économie politique.
Résultats attendus	Les résultats scientifiques attendus incluent : <ul style="list-style-type: none"> ✓ la mise à disposition d'une base de données caractérisant les résidus valorisables issus des pertes agricoles, ✓ l'identification de diètes optimales pour l'élevage des larves de MSN, ✓ la mise en service d'un dispositif de biotransformation des résidus agricoles, ✓ l'analyse des conditions de viabilité économique de l'unité de transformation. ✓ l'analyse institutionnelle des conditions de diffusion auprès de jeunes entrepreneurs agricoles Maliens.

1.5.2. Création d'emplois verts et décents pour les femmes et les jeunes au Mali

Partenaire	INCLUDE
Contexte	Les pays africains sont confrontés aux défis de la croissance rapide de leur population active et au manque d'emplois productifs et décents pour les jeunes et les femmes. Pour relever ces défis, l'Afrique doit créer environ 20 millions d'emplois par an jusqu'en 2035. Actuellement, les jeunes de moins de 25 ans représentent 60% de la population africaine et cette population devrait atteindre 400 millions au cours de la prochaine décennie (Yeboah et Flynn, 2021). Ce contexte rend d'autant plus nécessaire et urgent la recherche sur les stratégies durables de création d'opportunités économiques pour les jeunes et les femmes en Afrique.
Objectifs	✓ Cette proposition vise à explorer comment le développement de marchés pour les pertes agricoles valorisées et l'adoption de technologies de valorisation de ces pertes, estimées entre 23 et 37% de la production totale en Afrique

	<p>subsaharienne (Lipinski et al. 2013; FAO, 2011), pourraient contribuer à créer des emplois décents pour les femmes et jeunes maliens, tout en ayant des effets bénéfiques sur l'agriculture et l'environnement. Au Mali, les pertes agricoles touchent presque toutes les cultures, y compris les céréales, fruits et légumes, tubercules et racines (Stathers et al. 2020).</p> <p>✓ Le second objectif est de déterminer les obstacles que pourraient rencontrer les jeunes et les femmes pour accéder aux emplois créés par l'adoption de technologies à fort potentielle de circularité.</p>
Méthodologie	Cette recherche s'appuiera sur le cadre d'analyse d'INCLUDE (2024) basé sur l'économie politique et le développement inclusif de la transition vers des systèmes alimentaires justes.
Résultats attendus	

1.5.3. Delivery of Business Development Services in Mali

Partenaire	Organisation internationale du travail (OIT)
Contexte	<p>Les jeunes au Mali font face à une crise aiguë de l'emploi, marquée par un chômage de 8,5 % et un sous-emploi massif (INSTAT, 2020 ; Banque mondiale, 2023). Les femmes et les jeunes, en particulier en milieu rural, demeurent largement exclus des opportunités de travail productif et décent en raison d'un accès limité à la terre, au crédit, à l'innovation et aux marchés. Ainsi, 45 % des jeunes ruraux dépendent encore d'une agriculture de subsistance faiblement intégrée aux circuits commerciaux, tandis que 65 % des femmes travaillent dans des activités agricoles informelles, peu rémunérées et sans protection juridique (OIT, 2019 ; Chakma et al. 2022). Ces vulnérabilités sont exacerbées par la croissance démographique rapide, les conflits persistants et les effets du changement climatique. Répondre à ces défis exige des interventions intégrées, sensibles au contexte et capables de renforcer la résilience, les compétences et l'autonomisation économique des jeunes. Il est essentiel de reconnaître la diversité des situations — liées au genre, à la localisation géographique, au déplacement forcé ou au handicap — afin de concevoir des solutions réellement inclusives. Des actions ciblées et évolutives peuvent libérer le potentiel économique des jeunes et des femmes en milieu rural et transformer l'agriculture en moteur d'emplois décents et de croissance durable.</p>
Objectifs	L'objectif est de renforcer les capacités entrepreneuriales, la résilience et le potentiel de croissance inclusive des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) agricoles dirigées par des jeunes au Mali, avec un accent particulier sur les femmes, les personnes en situation de handicap et les jeunes déplacés internes, afin de contribuer à une transformation agricole plus inclusive et résiliente face au climat
Méthodologie	
Résultats attendus	

1.5.4. Etude relative à l'impact de l'urbanisation sur la pauvreté au Mali

Partenaire	Cellule Technique CSLP
Contexte	<p>Depuis plusieurs années, des actions ont été réalisées par le Gouvernement et ses partenaires en faveur du développement économique et de la réduction de la pauvreté. Ces efforts ont été rendus possibles par la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) puis du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR). Après, ce fut le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD) dont la dernière génération couvre la période 2019-2023 ; un cadre fédérateur des programmes et projets de développement. Il présente la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté à moyen terme en tenant compte du caractère multidimensionnel du phénomène et répond aux défis et enjeux du développement durable dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations unies et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.</p>
Objectifs	L'objectif global de cette étude est de fournir au Gouvernement du Mali et à l'ensemble des acteurs au développement, une base de connaissances à jour relative à l'impact de l'urbanisation sur la pauvreté, plus spécifiquement.

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mesurer la tendance de l'urbanisation au Mali ; ✓ Analyser la dynamique de l'urbanisation et les indicateurs économiques liés notamment au poids économique, à l'emploi et à la pauvreté ; ✓ Analyser la dynamique de l'urbanisation et les indicateurs d'accès aux services sociaux de base comme l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, l'électricité, les équipements marchands, le foncier et le logement, le réseau routier et la mobilité urbaine ; ✓ Dégager sur la base des constats, des mesures idoines permettant d'orienter les politiques publiques en matière d'urbanisation.
Méthodologie	<p>Ce travail s'appuie sur une analyse fine des deux recensements généraux de la population et de l'habitat menés au Mali en 2009 et 2022 ainsi que les Enquêtes <i>Modulaires et Permanentes auprès des Ménages</i> en 2011 et 2022. Ces données peuvent notamment être ré-agrégées afin de calculer, au niveau des régions, les effectifs de population, les indicateurs tels que le taux d'emploi, le poids économique et la pauvreté. Ils serviront aussi pour recueillir l'évolution des indicateurs d'accès des populations aux services sociaux de base comme l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, l'électricité, les équipements marchands, le foncier et le logement, le réseau routier et la mobilité urbaine.</p>
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> ✓ la tendance de l'urbanisation au Mali est mesurée ; ✓ la dynamique de l'urbanisation et les indicateurs économiques liés notamment au poids économique, à l'emploi et à la pauvreté est analysée ; ✓ la dynamique de l'urbanisation et les indicateurs d'accès aux services sociaux de base comme l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, l'électricité, les équipements marchands, le foncier et le logement, le réseau routier et la mobilité urbaine est analysée ; ✓ des mesures idoines permettant d'orienter les politiques publiques en matière d'urbanisation sont définies.

1.5.5. Et si le paradoxe de la pauvreté au Mali s'expliquait par les disparités de prix

Partenaire	ODHD
Contexte	<p>Le paradoxe de la pauvreté au Mali réside dans le classement de Sikasso en tant que région la plus pauvre du Mali sinon l'une des plus pauvres alors qu'elle a le plus de potentiel de développement économique et regorge de ressources agricoles et minières en plus d'être la région la mieux arrosée du pays. Ledit paradoxe a été énoncé lors de la publication des résultats de l'enquête EMEP 2001 (DNSI, 2004) où la région de Sikasso était classée avant dernière en termes de taux de pauvreté, positionnement confirmé sur les données de 2006 (DNSI, 2007) où la région de Sikasso est classée cette fois dernière. A contrario, les zones aurifères, comme dans la région de Kayes ou de Kita, sont classées non pauvres alors que les conditions de vie y sont souvent décrites comme étant des plus difficiles du pays. Bref les statistiques officielles de la pauvreté suggèrent que d'une part la région cotonnière du pays fait partie des régions les plus pauvres du pays avec des cotonculteurs en moyenne plus pauvres que les autres agriculteurs et d'autre part que les zones aurifères n'en font pas partie alors que le mal-être des ménages y est décrié.</p>
Objectifs	<p>L'objectif général de l'étude est d'utiliser les prix afin de corriger le profil de pauvreté des régions initialement établi sur la base des dépenses, évaluées directement ou à partir des prix locaux des biens et services.</p> <p>Plus spécifiquement, il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ revisiter le profil de pauvreté établi sur la base des consommations de biens et services évaluées à leurs prix locaux ✓ construire un indice spatial des prix (ISP) à l'aide d'une méthodologie à développer à l'instar de celle des parités de pouvoir d'achat du système des Nations-unies ✓ ré-estimer les consommations de biens et services des ménages à l'aide de l'indice ISP construit ✓ établir le nouveau profil de pauvreté compte tenu de l'indice spatial des prix ✓ comparer les deux profils de pauvreté et en tirer les conséquences

	✓ revoir les échelles d'équivalence si des résultats contre-intuitifs persistent.
Méthodologie	Elaboration d'une démarche de travail assortie d'un plan de rédaction et d'un calendrier détaillé des activités à mener conformément aux termes de référence. Ces outils feront l'objet d'une validation par le Comité scientifique, élargi au besoin à des personnes ressources
Résultats attendus	<p>Les résultats attendus de l'étude sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'établissement, sur les données de l'EHCVM la plus actuelle mise à disposition par l'INSTAT, du profil de pauvreté sur la base des consommations de biens et services évaluées à leurs prix locaux ✓ la construction d'un indice spatial des prix (ISP) à l'aide d'une méthodologie à développer à l'instar de celle des parités de pouvoir d'achat du système des Nations-unies ✓ la ré-estimation des consommations de biens et services des ménages à l'aide de l'indice ISP construit ✓ l'établissement du nouveau profil de pauvreté compte tenu de l'indice spatial des prix ✓ la comparaison des deux profils de pauvreté et l'indication des leçons à en tirer ✓ la révision des échelles d'équivalence si des résultats contre-intuitifs persistent.

1.5.6. Cartographie de la pauvreté monétaire et multidimensionnelle du Mali

Partenaire	ODHD
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le RGPH 2022 offre une opportunité unique d'actualiser l'Indice de pauvreté communale (IPC), initialement établi sur les données du RGPH 1998. Malheureusement, le nouveau découpage territorial de 2023 est intervenu après le recensement. Depuis, des efforts statistiques importants ont été faits pour matérialiser sur les données existantes la nouvelle réalité territoriale qui consacre 20 régions/districts, 159 cercles et 819 communes, contre auparavant 11, 49 respectivement 703. Dans un premier temps, il faut finaliser ce travail de conformité de la base de données du RGPH 2022 avec le découpage territorial de 2023. ✓ Il offre une seconde opportunité, celle de servir de socle à l'établissement de la pauvreté monétaire au niveau territorial aussi désagrégé qu'on voudra, région, cercle ou commune. Cela se fait à l'aide de ce qu'on appelle les cartes de pauvreté qui partent des données microéconomiques d'une enquête budget-consommation pour générer une variable quantitative de bien-être sur des données de recensement. Une fois une telle variable d'intérêt estimée, il est ensuite procédé à l'analyse de la pauvreté monétaire et même des inégalités, directement dans la base de données du recensement. Cet exercice sera fait ici sur les données exhaustives du RGPH 2022 à partir des informations contenues dans l'EMOP 2022. L'estimation des modèles économétriques ne doit pas descendre au-dessous du niveau de représentativité de l'échantillonnage de l'EMOP, soit le niveau strate (région et milieu de résidence) dans notre cas. ✓ Ainsi, ces deux opportunités permettent d'établir à l'échelle communale l'IPC couplé à la pauvreté monétaire, permettant ainsi d'établir un indice communal de pauvreté multidimensionnelle, combinant pauvreté monétaire et potentiel de développement économique local. ✓ Il faut ajouter que non seulement les cartes de pauvreté tirent avantage des atouts de chacune des deux sources de données, RGPH et EMOP, elles suppléent également à leurs limites respectives. En effet, le recensement est exhaustif au niveau du territoire et de la population (caractéristiques sociodémographiques e.g. statuts socioprofessionnels, éducation, emploi, habitat, etc.) mais n'a pas vocation à renseigner sur la pauvreté monétaire sauf sur les caractéristiques les plus associées à la formation des risques de pauvreté. A l'opposé, les enquêtes donnent une bonne connaissance des niveaux de vie et de consommation des ménages mais restreinte à un échantillon sans exhaustivité. ✓ Enfin, la combinaison des cartes de pauvreté monétaire avec les cartes IPC aidera à bien distinguer l'accessibilité monétaire de l'accessibilité physique des infrastructures et équipements de base. Elle permet de mieux comprendre les

	déterminants de la pauvreté. Ainsi, la pauvreté monétaire pourrait justement être grande dans des zones où il y a déficit d'infrastructures routières ou éducatives, etc., auquel cas, des investissements publics dans ces domaines seraient plus indiqués que la seule lutte contre la pauvreté monétaire.
Objectifs	<p>L'objectif général est de cartographier la pauvreté monétaire au niveau territorial désagrégé (région, cercle et commune) et de combiner cette pauvreté monétaire à l'Indice de pauvreté communale fondé sur le potentiel de développement économique.</p> <p>Plus spécifiquement, il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ finaliser la conformation de la base de données du RGPH 2022 au nouveau découpage territorial de 2023 qui consacre 20 régions contre 10, 159 cercles contre 49 et 819 communes contre 703 ✓ établir la pauvreté monétaire à l'échelle territoriale du RGPH (région, cercle et commune) et non plus à la seule échelle région et milieu de résidence de l'enquête budget-consommation ✓ établir l'IPC sur les données du RGPH et estimer ainsi le potentiel de développement économique communal ✓ combiner pauvreté monétaire et IPC pour une cartographie exhaustive de la pauvreté multidimensionnelle au Mali.
Méthodologie	Traitement des bases de données RGPH5 de 2022 et EMOP et les fichiers Excel du découpage territorial de 2023 que GREAT a élaboré conformément aux lois 2023-005, 2023-006 et 2023-007 du 13 mars 2023 portant respectivement sur le statut particulier du District de Bamako, la création des circonscriptions administratives et celle des collectivités territoriales en République du Mali.
Résultats attendus	

1.5.7. Cartes ethnolinguistiques du Mali et mesure de la solidarité

Partenaire	ODHD
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le RGPH 2022 permet d'opérer une certaine répartition "ethnolinguistique" des populations, surtout que pour une fois, l'identité de groupe ethnique de chaque individu est renseignée ainsi que la langue la plus parlée à la maison. Ces deux variables, que sont le groupe ethnique et la langue parlée, sont établies dans le RGPH et dans l'enquête Afrobarometer de 2022. Elles sont ensuite combinées aussi bien dans le recensement que dans l'enquête à d'autres caractéristiques sociodémographiques telles que le sexe, le niveau d'éducation, l'âge, etc. Ce sont autant de facteurs explicatifs des indicateurs Afrobarometer de solidarité nationale. L'estimation des modèles économétriques ne doit pas descendre au-dessous du niveau de représentativité de l'échantillonnage Afrobarometer, soit le niveau strate (région et milieu de résidence) dans notre cas. ✓ Ainsi, l'on pourra, sur la base des principes de cartes de pauvreté, étendre à l'ensemble de la population les indicateurs de la solidarité nationale calculés sur les données des enquêtes Afrobarometer. Ces indicateurs sont relatifs à la préférence nationale versus ethnique, à la confiance interethnique et à la tolérance interethnique, de véritables mesures du vivre ensemble. Ils seront ainsi établis à tous les niveaux de désagrégation spatiale du pays, région, cercle, commune et plus seulement comme dans l'enquête sur un échantillon représentatif au seul niveau région et milieu de résidence. Seulement, le nouveau découpage territorial de 2023 est intervenu après le recensement. Depuis, des efforts statistiques importants ont été faits pour matérialiser sur les données existantes la nouvelle réalité territoriale qui consacre 20 régions/districts, 159 cercles et 819 communes, contre auparavant 11, 49 respectivement 703. Dans un premier temps, il faut finaliser ce travail de conformité de la base de données du RGPH 2022 avec le découpage territorial de 2023. ✓ Ainsi, des cartes ethnolinguistiques seront couplées aux indicateurs du vivre ensemble, permettant ainsi d'établir des cartes communales, locales et régionales de solidarité nationale. Toutes ces cartes tirent avantage des atouts de chacune des deux sources de données, RGPH et Afrobarometer, elles suppléent

	<p>également à leurs limites respectives. En effet, le recensement est exhaustif au niveau du territoire et de la population (caractéristiques sociodémographiques e.g. statuts socioprofessionnels, éducation, emploi, habitat, etc.) mais n'a pas vocation à renseigner sur les indicateurs de solidarité nationale sauf sur les caractéristiques les plus associées à la constitution de cette solidarité que sont ses facteurs explicatifs comme l'appartenance ethnique ou linguistique et autres caractéristiques sociodémographiques. A l'opposé, les enquêtes donnent une bonne connaissance des niveaux de solidarité nationale mais restreinte à un échantillon sans exhaustivité. Enfin, les cartes de solidarité nationale aident à bien distinguer les facteurs ethnolinguistiques des comportements des groupes ethniques les uns envers les autres. Elles permettent de mieux comprendre les déterminants de ces comportements. Ainsi, pourtant où le vivre ensemble est mis à mal, des efforts soutenus doivent être déployés dans un ciblage territorial approprié pouvant aller jusqu'à redessiner certains découpages territoriaux.</p>
Objectifs	<p>L'objectif général de l'étude est de mesurer la solidarité nationale au niveau territorial désagrégé (région, cercle et commune) combinée aux cartes ethnolinguistiques issues du RGPH 2022.</p> <p>Plus spécifiquement, il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ finaliser la conformation de la base de données du RGPH 2022 au nouveau découpage territorial de 2023 qui consacre 20 régions contre 10, 159 cercles contre 49 et 819 communes contre 703 ✓ construire les cartes ethnolinguistiques à l'échelle territoriale du RGPH (région, cercle et commune) ✓ établir les indicateurs de solidarité nationale sur les données du RGPH et estimer ainsi le niveau du vivre ensemble à l'échelle territoriale du RGPH (région, cercle et commune) et non plus à la seule échelle région et milieu de résidence de l'enquête Afrobarometer ✓ combiner cartes ethnolinguistiques et cartes de solidarité nationale à tous les niveaux de désagrégation spatiale du territoire national.
Méthodologie	<p>Traitement des bases de données RGPH5 et les fichiers Excel du découpage territorial de 2023 que GREAT a élaboré conformément aux lois 2023-005, 2023-006 et 2023-007 du 13 mars 2023 portant respectivement sur le statut particulier du District de Bamako, la création des circonscriptions administratives et celle des collectivités territoriales en République du Mali.</p>
Résultats attendus	

1.5.8. Infrastructures marchandes et potentiel de développement économique local

Partenaire	ODHD
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le RGPH 2022 offre une opportunité unique d'avoir une cartographie complète des infrastructures marchandes, en termes de marchés ou foires, à l'échelle des collectivités territoriales (commune, cercle et région). Malheureusement, le nouveau découpage territorial de 2023 est intervenu après le recensement. Depuis, des efforts statistiques importants ont été faits pour matérialiser sur les données existantes la nouvelle réalité territoriale qui consacre 20 régions/districts, 159 cercles et 819 communes, contre auparavant 11, 49 respectivement 703. Dans un premier temps, il faut finaliser ce travail de conformité de la base de données du RGPH 2022 avec le découpage territorial de 2023. ✓ Le morcellement du territoire en communes pose la nécessité pour chacune de ces entités d'avoir un pôle de développement qui offre au reste de la commune les services immédiats au-dessus de ce qui se trouve sur place, sinon chaque village devrait plutôt être érigé en commune autonome à charge de pourvoir aux équipements collectifs de base nécessaires au développement et au bien-être des populations. Le chef lieu de commune doit servir de pôle d'écoulement des produits de l'hinterland et de point d'approvisionnement de ce dernier en produits manufacturés et d'importation. ✓ La principale question de recherche est d'établir le potentiel réel de développement local des communes telles qu'issues du découpage territorial de

	<p>la décentralisation consacré en les 819 communes existantes. Les déterminants d'un tel potentiel peuvent être nombreux mais le marché paraît en être le moteur en tant que symbole de l'attractivité d'un pôle pour le développement local, véritable centre de gravité de l'ensemble des villages de l'hinterland ainsi rattachés économiquement au chef-lieu de commune. Certaines communes pourraient avoir plus d'un pôle de développement économique local auquel cas la présence de marché/foire doit être couplée à la taille des localités les abritant pour faire de la localité la plus peuplée le véritable pôle d'attraction, et cela qu'elle soit chef-lieu de commune ou pas, ce qui du reste permettrait de discuter de la rationalité du choix des chefs-lieu.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La taille des chefs-lieu (ou devant en tenir lieu) de commune est à la fois un bon indicateur d'urbanité de la commune et un déterminant de la viabilité économique de toute la commune. Cette viabilité est renforcée par la présence d'infrastructures de type marché/foire périodique et surtout la fréquence de tenue dudit marché/foire, de façon quotidienne, hebdomadaire, bihebdomadaire ou autre. ✓ Cette étude entend apporter sa contribution à la mesure de la viabilité des communes du Mali en scrutant leurs chances réelles de développement économique et social à partir des infrastructures des marchés/foires, véritable poumon de l'économie marchande en termes d'offres et de demandes de produits et services entre la ville secondaire et son hinterland. Elle est d'autant plus importante que la décentralisation a pour finalité la constitution de communes viables i.e. capables de promouvoir la croissance et le développement humain durable au niveau local et partant au niveau national dès lors que chaque commune amorce son propre développement économique local. ✓ Le nombre de communes urbaines est passé au Mali de 14, à l'indépendance, à 19 en 1977. Il faut attendre 1996 avec l'adoption de la loi 96-059 du 4 novembre 1996 portant création de communes pour voir le nombre de communes passer à 701 comprenant cette fois et des communes urbaines (96) et des communes rurales (605). Ceci à la suite du processus électoral de 1998 (pour les 19 anciennes communes urbaines) et de 1999 (pour les 682 communes nouvellement créées). La loi n°01-043 du 7 juin 2001 y ajoute 2 communes rurales, Intadjedite (cercle de Tin-Essako, région de Kidal) et Alata (cercle de Ménaka, région de Gao), portant le total à 703 communes. Le processus se poursuivant, le Mali compte depuis 2023, 819 communes réparties entre 159 cercles et 20 régions/districts ✓ L'étude ambitionne d'évaluer les chances réelles des communes du Mali à amorcer un véritable développement économique local susceptible en même temps de lutter contre la pauvreté. Evidemment, même si le potentiel existe, encore faut-il que les organes élus des collectivités territoriales décentralisées se montrent à la hauteur de le mettre en œuvre. Dans le cas des communes, un rôle essentiel revient à cet effet au Conseil communal et plus particulièrement à la mairie. Ces organes doivent renforcer leurs propres capacités de gestion municipale, d'organisation des acteurs et de programmation à long terme de la vie du territoire, tout en s'appuyant sur des concertations avec les principaux acteurs locaux avec lesquels ils animeront un espace de dialogue et d'interpellation populaire.
Objectifs	<p>L'objectif général de l'étude est d'évaluer le potentiel de développement économique local des communes au regard de la cartographie des infrastructures marchandes (marchés/foires) dans leurs chefs-lieu ou ailleurs devant constituer le pôle d'attractivité du développement.</p> <p>Plus spécifiquement, il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ finaliser la conformation de la base de données du RGPH 2022 au nouveau découpage territorial de 2023 qui consacre 20 régions contre 10, 159 cercles contre 49 et 819 communes contre 703 ✓ construire les cartes des infrastructures marchandes (marchés/foires) à l'échelle territoriale du RGPH5 (région, cercle et commune) ✓ estimer le potentiel de développement économique local au regard de la combinaison de la cartographie des infrastructures marchandes et de la répartition des collectivités territoriales (commune, cercle, région) selon leur

	<p>taille de population</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ sérier les communes selon le potentiel estimé de développement économique local ✓ tirer les conséquences en termes de politiques publiques au regard des impératifs de découpage territorial et de bien-être des populations à la base.
Méthodologie	Traitement des bases de données RGPH5 et les fichiers Excel du découpage territorial de 2023 que GREAT a élaboré conformément aux lois 2023-005, 2023-006 et 2023-007 du 13 mars 2023 portant respectivement sur le statut particulier du District de Bamako, la création des circonscriptions administratives et celle des collectivités territoriales en République du Mali.
Résultats attendus	

2. Enquêtes

L'année 2025 aura été moins riche en enquêtes que 2024, avec 4 enquêtes enregistrées à l'actif du GREAT contre 5 l'année précédente. Il s'agit des enquêtes (i) auprès des cadres dirigeants d'entreprises sur la compétitivité internationale dans le cadre du rapport du Forum économique mondial, (ii) C4ED en collaboration avec le projet Mali-Shi sur l'évaluation du projet de soutien au développement de la chaîne de valeur du karité au Mali (enquêtes quantitatives), (iii) C4ED en collaboration avec le projet Mali-Shi sur l'évaluation du projet de soutien au développement de la chaîne de valeur du karité au Mali (enquêtes qualitatives) et (iv) GDRI-. Mesurer les opinions des femmes vivant à Bamako concernant les violences conjugales, le mariage précoce et l'excision, ainsi que sur les opinions des hommes au sujet de l'excision.

2.1. Enquête mondiale d'opinion auprès des entreprises

Objet	Rapport sur la compétitivité du Forum économique mondial 2025
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Données générales sur l'entreprise, activités et stratégies ✓ Infrastructures et tourisme ✓ Dynamisme et capacité du secteur privé ✓ Dynamisme et capacité du secteur public ✓ Environnement d'affaires ✓ Travail et emploi ✓ Ecosystème d'innovation ✓ Gestion des risques ✓ Politique industrielle
Partenaire	WEF (World Economic Forum)
Durée	2 mois
Période	mai – juin 2025
Echantillon	94 entreprises dans les régions de Sikasso, Koutiala, Ségou, Mopti, Kayes et Bamako
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Impression des questionnaires ✓ Correspondance aux entreprises ✓ Dépôt des questionnaires auprès des entreprises ✓ Récupération des questionnaires remplis ✓ Envoi des questionnaires remplis à World Economic Forum

2.2. Enquête quantitative d'évaluation de projet

Objet	Évaluation du projet de soutien au développement de la chaîne de valeur du karité, au Mali
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Formulaire de consentement ✓ Identification de la localité, la coopérative ✓ Information sur le répondant ✓ Démographie ✓ Education et alphabétisation ✓ Emploi du temps et main-d'œuvre ✓ Coopératives et équipements de karité ✓ Production et vente de karité ✓ Pratiques de collecte du karité. ✓ Tableau de bord simple de la pauvreté ✓ Patrimoine du ménage et logement ✓ Entreprise propre ✓ Propriété foncière ✓ Production agricole ✓ Autres revenus ✓ Insécurité alimentaire

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dépenses ✓ Chocs ✓ Genre
Partenaire	C4ED en collaboration avec le projet Mali-Shi
Durée	2 semaines
Période	28 mai au 11 juin 2025
Echantillon	1000 femmes âgés de 18 ans et plus dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Adaptation et finalisation du questionnaire ✓ Traduction du questionnaire en langue locale Bambara ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Planifier la logistique pour les travaux de terrain ✓ Enquête sur le terrain ✓ Supervision des enquêtes sur le terrain ✓ Suivi de la collecte sur le serveur ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Apurement de la base de données

2.3. Enquête qualitative d'évaluation de projet

Objet	Évaluation du projet de soutien au développement de la chaîne de valeur du karité, au Mali
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Introduction à la discussion de groupe et consentement éclairé ✓ Brise-glace ✓ Contexte de la coopérative & Participation ✓ Accord Mali-Shi et changements au sein de la coopérative ✓ Exercice de classement participatif (jeux) ✓ Durabilité et perspectives d'avenir ✓ Formation ALP et renforcement des capacités ✓ Relation avec Mali-Shi, effets du projet sur la coopérative et arrêt de collaboration ✓ Impacts et perspectives ✓ Conception et objectifs du projet ✓ Mise en œuvre de services de formation et de conseil ✓ Développement de la chaîne d'approvisionnement et accès au marché ✓ Bilan du projet : Succès, défis, leçons tirées et durabilité ✓ Rôle et collaboration dans les activités de formation ✓ Pertinence et conception de la formation ✓ Offre de formation et participation ✓ application des connaissances et des compétences - Changements plus larges ✓ Durabilité ✓ Sensibilisation et rôle des chefs de village dans le projet ✓ Engagement avec les coopératives ✓ Observations des effets du projet au niveau de la communauté ✓ Perspectives et recommandations ✓ Histoire des dirigeants de longues dates au sein de la coopérative, depuis ses débuts jusqu'à aujourd'hui, et des enseignements de leur expérience
Partenaire	C4ED en collaboration avec le projet Mali-Shi
Durée	4 semaines
Période	juillet – août 2025
Echantillon	22 FGD, 12 KII et 12 IDI dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Adaptation et finalisation des guides d'entretiens ✓ Traduction des guides d'entretien en langue locale Bambara ✓ Recrutement et formation des chercheurs pour la collecte ✓ Planification de la logistique pour les travaux de terrain ✓ Collecte sur le terrain ✓ Transcription ✓ Production de rapport de terrain

2.4. Mesurer et Observer les violences basées sur le genre à Bamako

Objet	Mesurer les opinions des femmes vivant à Bamako concernant les violences conjugales, le mariage précoce et l'excision, ainsi que sur les opinions des hommes au sujet de l'excision.
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Introduction, remplacement et prise de rendez-vous ✓ Consentement ✓ Caractéristiques générales ✓ Opinions (traitement et contrôle) ✓ Conclusion
Partenaire	GDRI-MOV
Durée	10 jours
Période	Novembre 2025
Echantillon	1000 femmes maliennes résidant à Bamako, réparties aléatoirement en 2 groupes (traitement et contrôle) de même taille
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Adaptation et finalisation des guides d'entretiens ✓ Traduction du questionnaire en langue locale Bambara ✓ Recrutement et formation des agents de collecte ✓ Planification de la logistique pour les travaux de terrain ✓ Collecte sur le terrain ✓ Récupération et traitement des données ✓ Production du rapport de terrain

3. Formation et renforcement des capacités

En tant que centre de recherche et de formation, GREAT est amené à offrir ses services pour renforcer les capacités de ses partenaires mais aussi capaciter son personnel pour lui permettre de répondre favorablement aux besoins de plus en plus dynamiques des partenaires qui le sollicitent.

3.1. Ateliers de formation

Depuis 2023, GREAT, par le biais de son personnel, assure la formation des auditeurs au Master en économie quantitative calculable (MEQC) de la FSEG en modélisation en équilibre général calculable (MEGC) ainsi qu'à son application pratique à partir du logiciel GAMS.

3.1.1. Modélisation en équilibre général calculable

Les modèles jusqu'ici construits peuvent être scindés en 4 classes :

- ✓ les modèles macroéconométriques
- ✓ les modèles VAR (Vector Auto-Regression), du début des années 90 pour la prévision économique
- ✓ les modèles d'équilibre général calculables ou MEGC, l'étude du long terme et des chocs ou des mesures de politiques économiques structurelles e.g. introduction d'un nouvel impôt, libéralisation des échanges, etc.
- ✓ les modèles RBC (Real Business Cycles) ou modèles de cycles réels, pour l'analyse de l'effet des politiques conjoncturelles de stabilisation.

A la différence des modèles macroéconométriques dont les paramètres sont estimés par l'économétrie, l'estimation des MCEG se fait par calibrage i.e.:

- ✓ construire une base de données pour une année ou une décennie quelconque
- ✓ chercher à faire correspondre l'équilibre du marché avec cette base de données, et donc trouver tous les paramètres qui permettent cette correspondance
- ✓ utiliser le modèle estimé pour analyser les effets d'un changement dans la politique économique
- ✓ mesurer la sensibilité des résultats à la valeur des paramètres structurels choisis.

Thème	Initiation à élaboration d'un Modèle d'équilibre général calculable
Modules de formation	<p>Modèle AUTA (une économie fermée, sans gouvernement)</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Matrice de comptabilité sociale AUTA ✓ Définition des ensembles ✓ Définition des variables et des paramètres ✓ Ecriture des équations ✓ Calibrage <p>Modèle AUTETA (une économie fermée, avec gouvernement)</p> <p>Passage du modèle AUTA au modèle AUTETA</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Identification des données à ajouter pour passer de la MCS AUTA à la MCS AUTETA ✓ Identification des variables, paramètres et équations à ajouter à cet effet <p>Modèle EXTER (une économie ouverte, avec gouvernement et reste du monde)</p> <p>Passage du modèle AUTETA au modèle EXTER</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Identification des données à ajouter pour passer de la MCS AUTETA à la MCS EXTER ✓ Identification des variables, paramètres et équations à ajouter à cet effet
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ B. Decaluwé, A. Martens, L. Savard (2001), La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable", Presses de l'Université de Montréal, Collection Universités francophones, Montréal ✓ CERCAP, GREAT (2014), Elaboration d'un modèle d'équilibre général calculable dans le cadre de l'évaluation de l'impact des APE UE-ACP sur le secteur de l'agro-industrie au Mali, février ✓ GREAT (2011), Impacts de la crise mondiale sur l'économie du Mali, GREAT_Cahiers n°37, avril-juin ✓ M. Bah et M. Coulibaly (2007): Mali 2001 – Matrice de comptabilité sociale et modèle d'équilibre général calculable, GREAT Cahiers n° 21, Bamako, avril – juin. ✓ D. Boccanfuso, F. Cabral, F. Cissé, A. Diagne, L. Savard (2003): Pauvreté et distribution de revenus au Sénégal – Une approche par la modélisation en équilibre général calculable micro-simulé, Cahier de recherche / Working paper, 03-33, CIRPEE, août ✓ Savard L (2005) : Utilisation des MEGC dans l'analyse de la pauvreté et des inégalités.
Auteur	Massa COULIBALY

3.1.2. Initiation au logiciel GAMS

Il s'agit ici d'initier des apprenants du MEGC à mettre le modèle théorique en langage informatique à l'aide du logiciel GAMS. Tout comme le modèle théorique, on part du modèle le plus simple au plus complexe c'est-à-dire d'AUTA à EXTER en passant par AUTETA. Cette approche pédagogique vise à faire ressortir, de manière progressive, l'impact de l'introduction de l'État dans le modèle AUTA, tant au niveau des variables que des paramètres, puis celui de l'ouverture au reste du monde dans le modèle AUTETA. Les travaux de programmation sur GAMS pour les trois modèles suivent les mêmes étapes, à savoir :

- ✓ la création d'un dossier qui abritera tous les fichiers dont le modèle aura besoin pour tourner
- ✓ la création d'un projet qui permet à GAMS de lire tous les fichiers secondaires liés au fichier principal
- ✓ la création du fichier principal sur GAMS et des sous-fichiers GAMS que le modélisateur créera selon le besoin de la même façon que le fichier principal. Les sous-fichiers sont parties intégrantes du modèle.

Thème	Initialisation à GAMS
Modules de formation	Programmation des modèles (AUTA, AUTETA et EXTER) sur GAMS ✓ saisie des données ou calibration ✓ spécification du modèle ✓ résolution du modèle (identification et correction des erreurs) ✓ simulation, exportation des résultats
Revue de littérature	✓ M. Bah et M. Coulibaly (2007): Mali 2001 – Matrice de comptabilité sociale et modèle d'équilibre général calculable, GREAT Cahiers n° 21, Bamako, avril – juin. ✓ D. Bocciafuso, F. Cabral, F. Cissé, A. Diagne, L. Savard (2003): Pauvreté et distribution de revenus au Sénégal – Une approche par la modélisation en équilibre général calculable micro-simulé, Cahier de recherche / Working paper, 03-33, CIRPEE, août ✓ Bernard Décaluwé, André Martens, Luc Savard (2001): La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable, Les presses de l'Université de Montréal ✓ Savard L (2005) : Utilisation des MEGC dans l'analyse de la pauvreté et des inégalités. ✓ Alain Sand – Zantman (1994): Modèles d'équilibre général calculable et répartition des revenus dans les pays en voie de développement – Quelques éléments d'évaluation, Document Erudite n° 94-09, Erudite – Université Paris XII et CEDI – Université Paris XIII.
Auteur	Moussa COULIBALY

3.1.3. Méthodologie de recherche

La recherche commence toujours par une question centrale qu'on se pose. Cette question doit être claire et réaliste i.e. faisable en temps utile. Dans la plupart des réseaux de recherche, un ensemble de conditions sont observées pour qu'une proposition soit favorablement reçue :

- i. La proposition doit avoir un fondement analytique rigoureux i.e. une bonne approche méthodologique ou le choix d'une théorie déjà bien élaborée,
- ii. Il doit s'agir d'une recherche appliquée ou empirique i.e. d'une réflexion de la théorie sous l'angle des applications pratiques,
- iii. La proposition doit être pertinente en termes de politique économique,
- iv. La recherche doit pouvoir s'exécuter dans un bref délai pour l'évaluation par la communauté scientifique. On admettra volontiers que la recherche se fasse en 12 mois maximum même s'il faut décomposer le programme de recherche en une somme de petits projets exécutables dans de plus brefs délais,
- v. Elle doit avoir un budget limité et raisonnable.

Thème	Méthodologie de recherche
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Introduction à la recherche scientifique ✓ Formulation d'un problème et d'hypothèses ✓ Recherche bibliographique ✓ Types de données ✓ Approches générales d'échantillonnage ✓ Analyse et interprétation ✓ Résultats et discussions
Revue de littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Clairin R., Brion P. (1997), Manuel de sondages – Applications aux pays en développement, ✓ Documente e manuels du CEPED n° 3, Paris, novembre ✓ Crauser P.P. et al. (1989), Guide pratique d'analyse des données, Ed. Organisation, Paris ✓ Gauthier B. et al. (1990), Recherche sociale - de la problématique à la collecte des données, ✓ PUQ, Québec ✓ Javeau C. (1991), L'enquête par questionnaire, Ed. Organisation, Bruxelles ✓ Kester G. (1997), Méthodes et techniques de recherche sur la participation des travailleurs en ✓ Afrique, Ed. PADEP, la Haye ✓ Ouellet A. (1987), Processus de recherche - une approche systémique, Ed. PUQ, Québec ✓ Perrault P.T. (1985): La préparation d'une proposition de recherche, Ed. CIRES, Abidjan ✓ Quivy, L.V. Campenhoudt (1988), Manuel de recherche sociale, Ed. Dunod, Paris
Auteur	Massa COULIBALY

3.1.4. Rapport de participation aux activités Afrobarometer, école d'été atelier

Thème	Renforcement des capacités des jeunes chercheurs des partenaires nationaux d'Afrobarometer en méthodologie de recherche
Modules de formation	
Lieu	Cotonou (Bénin) à l'hôtel Casa Cielo
Période	03-21 novembre 2025
Durée	19 jours
Organisateur	Afrobarometer
Formateurs	Massa Coulibaly
Supports	Présentation PPT
Participants	20 personnes
Certification	

3.2. Renforcement de capacités

3.2.1. Cadrage macro-budgétaire par MME_DNPD

Thème	Renforcement des capacités des cadres du secrétariat technique du Comité de Prévision et de Modélisation (ST-CPM) en analyse macroéconomiques
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Politiques macroéconomiques ; ✓ analyse des politiques macroéconomiques ; ✓ préparation de *Policy Briefs* et suivi-évaluation des politiques macroéconomiques ; ✓ rédaction des notes de cadrage macroéconomiques ; ✓ Exercices pratiques
Lieu	Ségou
Période	01 au 10 décembre Avril 2025
Durée	2 semaines
Organisateur	DNPD
Formateur	M. Djoret Biaka Tedang, économiste expert en analyse macroéconomique
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentation PPT du formateur ✓ Note de cadrage macroéconomique ✓ Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle (DPBEP).
Participants	20 personnes
Certification	RAS

3.2.2. Renforcement des capacités nationales sur le travail des soins non rémunéré

Thème	Renforcement des capacités nationales sur le travail des soins non rémunéré
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentations ✓ Session 1. Introduction au travail de soins non rémunéré ✓ Session 2. Données et mesure du travail des soins non rémunéré ✓ Session 3. Comment renforcer les politiques et stratégies pour reconnaître, réduire et redistribuer le travail des soins non rémunéré ✓ Session 4. Le cadre de positionnement du travail des soins non rémunéré au Mali ✓ Session 5. La feuille de route pour plus d'investissements en faveur de la reconnaissance, de la réduction et de la redistribution du travail de soins non rémunéré au Mali ✓ Recommandations
Lieu	Bamako, Salle de conférence "Union africaine" de l'hôtel Granada (Ex Hôtel de l'Amitié)
Période	7-9 mai 2025
Durée	3 jours
Organisateur	ONDD en collaboration avec ONUFEMMES
Formateur	Dr. Sadou Doumbo, Pr. Massa Coulibaly, Dr. Ousmane Maïga
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentation PPT du formateur ✓
Participants	50 personnes
Certification	

4. Communication et information

Le chapitre "communication et information" est structuré autour de 4 points principalement, la dissémination faisant le point de la diffusion des résultats des études et recherche menées au cours de l'année, les ateliers, séminaires et conférences abordant la participation des chercheurs à ces évènements, les ateliers de validation scientifique et enfin le Great_Café.

4.1. Dissémination

Les résultats d'études 2025 ont fait l'objet de trois activités de dissémination des enquêtes Afrobarometer.

4.1.1. CEDEAO, AES et zone franc

Thème	Perceptions des Maliens sur la CEDEAO, l'AES et la zone franc
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ médias ✓ organes de l'Etat ✓ Organisation de la société civile ✓ universitaires ✓ collectivités
Date	31 janvier 2025
Lieu	Bamako au siège de GREAT
Animateur	Pr. Massa Coulibaly, Directeur exécutif de GREAT
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Une quarantaine de personnes ont participé à l'évènement dont une dizaine de journalistes en plus des membres du personnel de GREAT (Voir liste de Présence en pièce jointe). En plus des participants en présentiel, un très grand suivi en direct a été noté au niveau des réseaux sociaux à travers un compte direct sur Facebook : Mali koura WebTV. ✓ Aussi, il est important de noter la présence d'un représentant du Conseil national de la transitions (CNT), des services techniques du ministère de l'économie et des finances tels que la Direction générale du budget (DGB), la Direction générale des douanes (DGD), l'Institut national de la statistique (INSTAT), la Direction nationale de la planification et du développement (DNP). L'évènement a vu également la présence effective des représentants du Conseil National du Patronat du Mali (CNPM), de l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté (ODHD-LCP), de l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF) et du Conseil national de la société civile (CNSC). ✓ En marge de l'exposé fait par le Professeur COULIBALY, la présentation (PowerPoint) et le communiqué de presse ont été remis aux participants en présentiel y compris les journalistes en version papier dans la salle. Aussi, le fichier électronique desdits documents a été envoyé aux journalistes. ✓ Le débat a principalement porté sur la dichotomie l'AES et la CEDEAO. Les participants ont évoqué le souhait de sortir les résultats selon les catégories socioprofessionnels, les régions et milieux. Les participants pensent qu'il faut un peu spécifier la zone "Franc". ✓ La taille de l'échantillon est trop petite aux yeux de certains participants pour une certaine extrapolation des résultats à l'échelle nationale. ✓ La méthodologie consistant à enquêter les personnes dans le choix de leur langue a été bien appréciées. ✓ Les participants proposent également une comparaison de perception des trois pays de l'AES. L'impact de la sortie de la CEDEAO, de la création de l'AES et de monnaie propre au Mali ainsi qu'à l'AES. ✓ Les participants ont aussi mis sur la table leur inquiétude par rapport à l'opinion des maliens dont la majorité, soit 51%, est sans éducation formel à mieux se prononcer sur un tel sujet. ✓ En résumé, les participants étaient majoritairement satisfaits des résultats car beaucoup pensent que lesdits résultats coïncident avec leurs priorités. ✓ L'équipe de GREAT a répondu à toutes les préoccupations des intervenants à satisfaction de l'audience.

4.1.2. Les enjeux des changements climatiques

Thème	Perceptions des maliens sur les changements climatiques et ses enjeux.
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ médias ✓ organes de l'Etat ✓ Organisation de la société civile ✓ universitaires ✓ collectivités
Date	28 février 2025
Lieu	Bamako, dans la salle de conférence de l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD)
Animateur	M. Boubacar BOUGOUDOGO, Chercheur à GREAT
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 32 personnes ont participé à l'évènement dont huit journalistes en plus des membres du personnel de GREAT (Voir liste de Présence en pièce jointe). En plus des participants en présentiel, un très grand nombre des gens ont suivi en direct sur le compte Facebook : Mali koura WebTV. Le jour de l'évènement, le lien du compte direct sur Facebook a été largement partagé non seulement par GREAT mais aussi par le responsable de communication AB francophone. Aussi, le Communiqué de Presse et le PPT ont été publiés sur le compte Facebook et compte de Twitter de GREAT et d'Afrobarometer ✓ Il est important de noter la présence du Conseil national de la Transition (CNT), du Coordinateur Système des Nations Unis (RCO), de l'ONG Agir, du Conseil National du Patronat du Mali (CNPM), de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation (FAO), du PNUD. Les représentants de la coordination du système des Nations-Unies, du PNUD ont tous manifesté leur volonté de collaborer avec GREAT afin de mieux profiter de l'opinion des maliens non seulement sur les changements climatiques, la thématique du jour, mais aussi sur tous les aspects leur intéressant. L'Agence de l'environnement et de développement durable (AEDD) de par son DGA, déclare que cette collaboration servira de trait-d'union entre GREAT et l'AEDD pour que l'opinion des maliens soit une boussole dans la prise de décisions politiques surtout dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques. La Direction nationale de l'assainissement, du contrôle des pollutions et des nuisances (DNACPN), l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté (ODHD-LCP), et la Cellule technique du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CT-CSLP) étaient tous également représentés. ✓ En marge de l'exposé fait par les chercheurs de GREAT, la présentation PowerPoint, le communiqué de presse ont été remis aux participants y compris les journalistes en version papier dans la salle. Aussi, le fichier électronique des documents ci-mentionnés ont été envoyés aux journalistes. En plus des deux documents précités, le SOR a été également distribué par voie électronique ✓ . Le débat s'est principalement articulé autour des causes des changements climatiques, des responsabilités, ainsi que des politiques de mitigation. ✓ Aussi, beaucoup de discussions ont porté sur les changements climatiques et le Genre. Il a été proposé de tenir compte des opinions des personnes vivantes avec un handicap dans les questions liées aux changements climatiques. ✓ Certains participants ont posé la question de la possibilité de croiser les données issues d'Afrobarometer avec des données réelles des changements climatiques. D'autres se sont interrogés sur la manière dont les enquêtes Afrobarometer pourraient permettre de faire ressortir les efforts consentis par les partenaires techniques et financiers (PTF) ainsi que par le gouvernement. ✓ Enfin, la discussion a aussi porté sur les comparaisons possibles, notamment entre les perceptions des maliens de 2001 à 2024, ou avec celles d'autres pays. Il a également été proposé de valoriser les solutions endogènes de mitigation des effets des changements climatiques, plutôt que de leur demander juste leur avis par rapport à des solutions proposées. ✓ Une autre question posée était relative au niveau d'information des urbains sur les changements climatiques comparativement aux ruraux qui subissent aussi les changements climatiques certainement dans un degré relativement différent. ✓ En résumé, les participants étaient majoritairement satisfaits des résultats car beaucoup pense que lesdits résultats coïncident avec leurs priorités. ✓ L'équipe de GREAT a répondu à toutes les préoccupations des intervenants à satisfaction de l'audience

4.1.3. Pauvreté et défis des jeunes au Mali

Thème	Défis des jeunes, conditions de vie et pauvreté au Mali
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ médias ✓ organes de l'Etat ✓ organismes internationaux ✓ société civile ✓ universitaires ✓ PTF
Date	25 juillet 2025
Lieu	Bamako, dans la salle de l'Observatoire Du Développement Humain et Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté (ODHD/LCP)
Animateur	Pr. Massa COULIBALY, Directeur Exécutif de GREAT
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Plus d'une quarantaine de personnes ont participé à l'évènement dont une dizaine de journalistes, le Directeur exécutif de GREAT, le coordinateur national d'Afrobarometer au Mali en des cadres de l'ODHD/LCP (Voir liste de Présence en pièce jointe). ✓ Il est également important de souligner la présence d'un représentant des services techniques du ministère de l'Économie et des Finances, notamment la Direction Nationale de la Planification et du Développement (DNP) et l'Institut National de la Statistique (INSTAT). L'évènement a également enregistré la participation effective des représentants du Conseil National des Jeunes du Mali (CNJ), de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF), de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), ainsi que du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). La Coordination du Système des Nations Unies (RCO), le FONGIM, Care-Mali, ONU-Femmes étaient aussi représentée. ✓ Par ailleurs, le Directeur Général Adjoint de l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté a invité GREAT à engager une réflexion conjointe en vue de l'organisation de nouvelles activités, notamment des participations à des débats télévisés portant sur la perception des Maliens à l'égard des thématiques abordées par les données d'Afrobarometer. ✓ Deux jours après cette dissémination, GREAT a été contacté par la Banque mondiale, qui a manifesté un vif intérêt pour les résultats de l'étude Afrobarometer. ✓ En marge de l'exposé fait par le Pr. Massa Coulibaly Directeur exécutif de GREAT, la présentation Powerpoint a été remis aux participants y compris les journalistes en via leur adresse e-mail. ✓ Le débat a principalement porté sur la définition de la jeunesse, la caractérisation de l'urbanisation et les méthodes de calcul du taux de chômage. ✓ Certains participants ont exprimé leur confusion face à deux constats issus des données : d'une part, 80 % des répondants déclarent d'avoir manqué de l'argent, et d'autre part, beaucoup affirment que leur condition de vie s'est améliorée. Cela a suscité des interrogations sur l'interprétation et la cohérence de ces perceptions. ✓ Le souhait d'une analyse différenciée selon le milieu (urbain/rural) a également été exprimé. Par ailleurs, plusieurs intervenants ont souligné la pertinence d'approfondir la question de la protection sociale des jeunes. Enfin, une doléance importante a été formulée : la nécessité de prendre en compte la situation spécifique des jeunes vivant avec un handicap dans les futures analyses. ✓ Il a été souligné l'importance de réfléchir à la manière de réconcilier les données d'Afrobarometer avec les données factuelles disponibles dans les domaines étudiés. Un autre questionnement a porté sur la pertinence de la tranche d'âge 18-35 ans comme définition de la jeunesse, certains participants estimant qu'elle mériterait d'être discutée ou contextualisée. Enfin, une curiosité a été exprimée concernant les autorisations officielles : des participants ont demandé si GREAT obtenait des visas ou des autorisations spécifiques pour la réalisation de ses enquêtes, notamment celles menées dans le cadre d'Afrobarometer. ✓ À l'ensemble de ces questionnements, le Professeur Massa COULIBALY a apporté des réponses jugées satisfaisantes par les participants.

4.2. Ateliers, séminaires et conférences

4.2.1. Le rôle du monde académique dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063

Thème	Le rôle du monde académique dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ CUA (3) ✓ Nigeria ✓ Ghana (2) ✓ Gambie ✓ Sénégal ✓ Togo ✓ AfDB ✓ Ouganda ✓ CEA ✓ Bénin ✓ Burkina ✓ Makeru ✓ Côte d'Ivoire ✓ PNUD (Mali et Mauritanie) ✓ Niger ✓ Mali ✓ Liberia ✓ UNDP ✓ Sierra Léone ✓ PNUD (Addis Abeba) ✓ Guinée
Date	12-14 novembre 2025
Lieu	Dakar, Hôtel Al Afifa
Animateurs	Abdelkreem Ezaldin
Compte rendu	<p>L'enseignement supérieur et la recherche au service de la domestication de l'Agenda 2063, Ouverture et approfondissement de la sensibilisation</p> <p>3 points à souligner :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Nous avons une histoire, l'Agenda 2063 par les africains pour l'Afrique, c'est intellectuel avant d'être institutionnel, ✓ Nous devons livrer cette histoire aux académiciens, pour leur aide parce qu'ils sont au fronton de l'innovation, transformer les données en directives, transmettre à la jeunesse et aux étudiants, ✓ Nous devons raconter l'histoire aux gouvernants, crédible avec des données faibles. <p>3 défis :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Transition énergétique ✓ Changements climatiques ✓ IA <p>Réactions des participants Discussions Lettres venues du futur</p>

4.3. Ateliers de validation scientifique

Compte tenu de son statut de think tank, GREAT a participé à la validation de plusieurs thèmes de recherche au cours de l'année écoulée.

4.3.1. Théorie du changement des politiques de développement

Auteurs	PNUD
Participants	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rodolphe Nissihoum, Economiste principal PNUD ✓ Isiyaka Sabo, lead équipe croissance inclusive, PNUD Addis Abeba ✓ Adama Zerbo, Economiste Innove Center, Burkina Faso ✓ Massa Coulibaly ✓ Moussa Coulibaly ✓ Boubacar Bougoudogo ✓ Djénéba Diarra ✓ Badiégué Diallo
Date	14 janvier 2025
Lieu	Bamako, GREAT
Présentateurs	Rodolphe Nissihoum Isiyaka Sabo Adama Zerbo Massa Coulibaly
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Engagement du cabinet innove Center du Burkina pour faire une étude sur le fonctionnement réel des économies de l'AES sous la direction de l'équipe croissance inclusive basée à Addis Abeba ; ✓ Présentation de l'équipe "croissance inclusive" basée à Addis Abeba qui travaille sur une dizaine de thématiques dont les ODD, la croissance, la ZLECAF, la protection sociale, l'économie informelle, l'économie bleue, etc. ; ✓ Félicitations de GREAT par Innove Center en tant qu'un bon centre qui mérite d'être soutenu pour produire du savoir local au service des politiques publiques ; ✓ Présentation de GREAT par le Directeur exécutif ; ✓ Compréhension du décalage entre le fonctionnement de l'économie et les politiques publiques. L'étude permettra de mieux comprendre les obstacles structurels et d'élaborer la théorie du changement adapté, prioriser les problématiques et enfin imaginer les cohérences entre les politiques publiques et les décalages de l'économie réelle.

4.3.2. Validation du Rapport national sur le développement humain 2024

Auteurs	ODHD
Participants	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Institutions étatiques de recherche ; ✓ Représentant de d'enseignement supérieur ; ✓ Institutions sans but lucratif ; ✓ Personnes ressources
Date	janvier 2025
Lieu	Bamako, Salle de Conférence Zoumana Bassirou FOFANA
Présentateurs	✓ Ousmane Ly
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Méthodologie ✓ Observations de fond ✓ Recommandations

4.3.3. Perceptions et pratiques des violences basées sur le genre

Auteurs	GREAT et GDRI-Sud MOV ou en anglais International Research Network – IRN
Participants	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Institutions étatiques de recherche ; ✓ Représentant de d’enseignement supérieur ; ✓ Institutions sans but lucratif ; ✓ ONG internationales ; ✓ Services publics ✓ Personnes ressources
Date	19 mars 2025
Lieu	Bamako, Salle de Conférence Azalaï Hôtel Salam
Présentateurs	✓ Massa Coulibaly
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Méthodologie ✓ VBG et concepts connexes ✓ Déterminants et justifications des VBG ✓ Réactions face à la victimisation

4.3.4. Examen et validation du SDS (2025-2029)

Auteurs	INSTAT
Participants	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Institutions étatiques de recherche ; ✓ Représentant de d’enseignement supérieur ; ✓ Institutions sans but lucratif ; ✓ ONG internationales ; ✓ Services publics ✓ Personnes ressources
Date	20-21 mars 2025
Lieu	Bamako, Salle de Conférence Mémorial Modibo KEITA
Présentateurs	✓ Seydou Doumbia (INSTAT)
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rappel des principaux défis du SSN, ✓ Méthodologie d’élaboration de la vision, ✓ Orientations stratégiques du SDS ✓ Présentation du mandat, ✓ Constitution des groupes de travail,

4.3.5. Engagement citoyen et compétences en développement durable

Auteurs	ODHD
Participants	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Institutions étatiques de recherche ; ✓ Représentant de d’enseignement supérieur ; ✓ Institutions sans but lucratif ; ✓ ONG internationales ; ✓ Services publics ✓ Personnes ressources
Date	16 avril 2025
Lieu	Bamako, Salle de Conférence de l’ODHD
Présentateurs	Boubacar Macalou
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rappel des objectifs ✓ Résultats attendus (cf. rapport) ✓ Méthodologie ✓ Résultats ✓ Analyse de l’existant (quelques politiques nationales) ✓ PRODEC (Politique décennal de l’éducation) ✓ Questions ✓ Eléments de réponses

4.3.6. Validation du Rapport de l'Indice de pauvreté multidimensionnelle

Auteurs	INSTAT
Participants	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Institutions de recherche ; ✓ Enseignants chercheurs ; ✓ Institutions sans but lucratif ; ✓ ONG internationales ; ✓ Personnes ressources.
Date	
Lieu	Bamako
Présentateurs	Dr. Kémesso
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Intérêts ✓ Méthodologie ✓ Processus d'élaboration ✓ Structure proposée ✓ Résultats ✓ Rapport adopté par acclamation ✓ Validation des TDR ✓ Conclusion

4.3.7. Processus d'élaboration d'un Indice de pauvreté multidimensionnelle

Auteurs	INSTAT
Participants	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Institutions de recherche ; ✓ Enseignants chercheurs ; ✓ Institutions sans but lucratif ; ✓ ONG internationales ; ✓ Personnes ressources
Date	
Lieu	Bamako
Présentateurs	Dr. Siaka Cissé
Compte rendu	<p>Résultats provisoires de l'Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) national pour le Mali : Structure proposée et résultats préliminaires</p> <p>Un nouvel indice différent de l'IPM standard</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Intérêt d'un IPM ✓ Méthodologie <ul style="list-style-type: none"> • Créer un profil de privation pour chaque individu • Application des pondérations à chacune des privations • Identification des personnes pauvres • Agrégation des informations ✓ Processus d'élaboration <ul style="list-style-type: none"> • Démarrage en septembre 2024 avec les données de l'EMOP 2023 • Session de formation de l'équipe sur la méthodologie à Dakar • Equipe technique : INSTAT, CT-CSLP, ODHD, FSEG, CPS, etc. • Assistance technique : OPHI • Partenaire financier : PNUD • Réunions techniques régulières bimensuelles de décembre ✓ Structure proposée <ul style="list-style-type: none"> • 5 dimensions • Seuil de pauvreté 60% • Education • Santé • Hygiène, assainissement

	<ul style="list-style-type: none"> • Conditions de vie • Emploi <ul style="list-style-type: none"> ✓ Résultats préliminaires ✓ Intérêts ✓ Complète les mesures monétaires ✓ Fournit une vue globale et désagrégée ✓ Identifie avec précision les privations ✓ Met en lumière les inégalités ✓ Aide à orienter efficacement les politiques publiques
--	--

4.4. GREAT_Café

Le "GREAT_Café" est un concept créé par GREAT pour échanger sur les grandes préoccupations nationales aussi bien par son personnel que par des experts externes. Comme à l'accoutumée, GREAT a fait recours à un expert pour animer un Café sur les valeurs ancestrales de nos contrées.

4.4.1. Organisation et archivage des données

Thème	Organisation et archivage des données
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs ✓ Des universitaires
Date	12 décembre 2025
Lieu	Bamako
Présentateurs	INSTAT
Compte rendu	<p>Face à l'accumulation des documents numériques, cette présentation offre des conseils simples pour organiser, compresser, sécuriser et partager ses fichiers. L'objectif est de gagner du temps, d'éviter les pertes de données et d'optimiser le stockage de son ordinateur en toute sérénité.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisation des fichiers permet une bonne structure (dossiers clairs, tri régulier) et un nommage logique (20251212_Reunion_CompteRendu_v1.pdf, sans espace ni caractère spécial) optimisent le temps et le stockage. <p>Cas pratiques : EMOP : Format .sav (SPSS). ; EHCVM : Format .dta (STATA). Pour convertir l'EHCVM en .sav pour les partenaires, ouvrir la base dans SPSS et l'enregistrer au format STATA.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Stockage vs Archivage vs Sauvegarde <ul style="list-style-type: none"> • Stockage : Données actives (usage immédiat). • Archivage : Données anciennes conservées à long terme. • Sauvegarde : Copies de sécurité contre les pannes/virus. <p>Règle d'or & Supports : La sécurité repose sur la règle "3-2-1" (3 copies, 2 supports différents comme un disque externe ou un NAS, 1 copie hors-site sur le Cloud). Pour garantir l'accès aux données, il faut vérifier régulièrement les archives et éviter les supports trop anciens.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La compression de fichiers réduit la taille des fichiers et les regroupe pour économiser de l'espace et faciliter l'envoi par e-mail. <ul style="list-style-type: none"> • Outils : 7-Zip est le plus recommandé (gratuit et performant), suivi de l'outil intégré à Windows (simple) et de WinRAR (payant). • Formats : .zip (universel et sans logiciel), .7z (idéal pour les gros fichiers via 7-Zip) et .rar (très efficace mais nécessite un logiciel tiers). ✓ Protection des données protéger ses fichiers contre les virus, les pertes et le piratage repose sur des mots de passe uniques, des sauvegardes et le chiffrement (norme AES-256 avec VeraCrypt ou via des archives). <p>Exemple (Créer une archive sécurisée) : Ajouter les fichiers à l'archive \rightarrow Choisir le format ZIP ou 7Z \rightarrow Définir un mot de passe \rightarrow Activer le chiffrement AES-256. L'accès est désormais verrouillé.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Transfert de fichiers : Les e-mails sont limités pour le transfert de fichiers (max 20 Mo sur Outlook, 25 Mo sur Gmail/Yahoo) afin de ne pas saturer les serveurs. Solutions pour les fichiers volumineux : <ul style="list-style-type: none"> • Services de transfert : Liens temporaires via WeTransfer (jusqu'à 2 Go gratuit) ou Send Anywhere. • Le Cloud : Partage de liens sécurisés via Google Drive, OneDrive ou Dropbox. • Alternatives : Compresser ou diviser le fichier. <p>Bonnes pratiques avant envoi : Vérifier, renommer et compresser le fichier. Si les données sont sensibles, ajouter un mot de passe et l'envoyer séparément par un autre canal. En adoptant ces quelques réflexes simples, chacun peut sécuriser ses envois et gagner un temps précieux au quotidien.</p>
Questions / réponses	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Est-ce qu'il y a d'autres solutions au Mali ? ✓ Quelle méthode pour les personnes d'accéder à des ordinateurs partagés ? ✓ Un exemple de fichier Stata, comment exporter un fichier Stata vers SPSS ? ✓ Quelle raison de passer de passer de EMOP à EHVM ? ✓ Précaution de fusion c'est quoi ?

4.4.2. Organisation de la justice au Mali

Thème	Le Ministère de la Justice et ses services centraux
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs ✓ Des universitaires
Date	19 décembre 2025
Lieu	Bamako
Présentateurs	Alou Badra SOUMOUTERA (Élève magistrat-TGI CIII)
Compte rendu	<p>Le Ministère élabore et applique la politique judiciaire nationale à travers six structures centrales complémentaires et des organismes spécialisés.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les Directions et Institutions Centrales <ul style="list-style-type: none"> • DNAJS (Affaires Judiciaires et Sceau) : Pilote la politique juridique, conçoit les lois, encadre les professions du droit et gère les attributs de souveraineté (Sceau, nationalité, entraide internationale). • ISJ (Inspection des Services Judiciaires) : Organe d'audit interne. Contrôle le fonctionnement des tribunaux et parquets, et veille à la discipline et à la déontologie du personnel. • INFJ (Formation Judiciaire) : Centre académique assurant la formation initiale/continue des professionnels de la justice, la recherche juridique et le rayonnement international (Réseau Africain). • DNAJ (Administration de la Justice) : Moteur opérationnel qui gère l'organisation des juridictions sur le territoire, pilote la stratégie nationale et modernise les ressources humaines. • DNAPES (Administration Pénitentiaire et Éducation Surveillée) : Gère le milieu carcéral (exécution des peines, sécurité), les programmes de réinsertion sociale et la protection des mineurs en conflit avec la loi. • CSM (Conseil Supérieur de la Magistrature) : Garantit l'indépendance de la justice face aux pressions extérieures. Il gère exclusivement la carrière (nominations, promotions) et la discipline des magistrats. ✓ Les Structures Spécialisées Autonomes apportent une expertise ciblée sur des enjeux stratégiques : <ul style="list-style-type: none"> • OCLEI : Lutte contre l'enrichissement illicite (transparence). • CNDIJ : Documentation et information juridique. • AGRASC : Gestion des biens saisis et confisqués.
Questions / réponses	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Quelle est la différence entre faire appel et se pourvoir en Cassation ✓ Quelle différence entre Tribunal et Cours ✓ A quoi sert le Conseil Supérieur de la Magistrature ? ✓ Pourquoi la rentrée judiciaire ?

4.4.3. Procédures civile et pénale au Mali

Thème	Résumé synthétique de la procédure civile et de la procédure pénale au Mali
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs ✓ Des universitaires
Date	19 décembre 2025
Lieu	Bamako
Présentateurs	Alou Badra SOUMOUTERA (Élève magistrat-TGI CIII)
Compte rendu	<p>✓ La Procédure Civile concerne les litiges entre particuliers. Elle débute par la naissance d'un litige, puis par la saisine de la juridiction au moyen d'une assignation, d'une requête ou d'une déclaration au greffe. Le dossier entre ensuite en mise en état, phase au cours de laquelle les parties échangent leurs arguments et produisent leurs preuves, sous la direction du juge. L'affaire est ensuite examinée lors de l'audience de plaidoirie (Débats), puis mise en délibéré. Le juge rend enfin un jugement, qui peut faire l'objet de voies de recours telles que l'appel ou la cassation.</p> <p>La Procédure Civile a pour objet la répression des infractions commises contre la société. Elle commence par la commission de l'infraction, suivie de la mise en mouvement de l'action publique, généralement par le procureur ou par la victime. S'ensuit une enquête visant à rechercher les auteurs et les preuves. Dans les affaires graves ou complexes, une instruction judiciaire est ouverte par un juge d'instruction. L'affaire est ensuite jugée par la juridiction compétente, qui rend une décision pénale pouvant aboutir à une condamnation ou à une relaxe/acquittement, avec possibilité de recours.</p>

4.4.4. Les juridictions maliennes

Thème	Les juridictions au Mali
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs ✓ Des universitaires
Date	19 décembre 2025
Lieu	Bamako
Présentateurs	Alou Badra SOUMOUTERA (Élève magistrat-TGI CIII)
Compte rendu	<p>Du latin <i>jus</i> (le droit) et <i>dictio</i> (dire), la juridiction est l'organe étatique légitime chargé de "dire le droit" : résoudre les litiges, punir les infractions et protéger les citoyens par l'application de la loi.</p> <p>✓ L'ordre judiciaire : Il traite des litiges entre particuliers (civil, commercial, social) et des infractions pénales.</p> <p>A. Premier degré (Première instance)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Juridictions de droit commun : Compétentes pour tous les litiges sauf exception. <ul style="list-style-type: none"> ➤ Tribunaux de Grande Instance (TGI) : Collégiaux, pivots du système. Jugent les affaires complexes (état des personnes, foncier, successions) et les délits importants (Tribunal Correctionnel). ➤ Tribunaux d'Instance (TI) : Justice de proximité à juge unique, sans collégialité. Compétences proches du TGI (hors crimes). ➤ Justices de Paix à Compétence Étendue (JPCE) : Zones isolées. Un seul magistrat y cumule les fonctions de poursuite, d'instruction et de jugement. Politique de suppression en cours via le recrutement de 500 magistrats sur 5 ans. • Juridictions d'exception (Matières spécialisées) : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Tribunaux de commerce : Litiges entre commerçants, contrats et faillites. ➤ Tribunaux du travail : Conflits employeurs/employés (licenciements, salaires). ➤ Tribunaux militaires : Infractions et discipline des forces armées. ➤ Tribunaux pour enfants : Délinquance juvénile et protection des mineurs (-18 ans). Un seul tribunal au Mali. <p>B. Second degré et cassation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cours d'appel (Bamako, Kayes, Mopti) : Réexaminent les jugements du 1er degré

	<p>pour rendre des arrêts (chambres spécialisées : civil, criminel, terrorisme, cybercriminalité).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cour Suprême : Plus haute juridiction. Elle ne rejuge pas les faits, mais contrôle la légalité des décisions des juridictions inférieures (cassation). <p>✓ L'ordre administratif Tranche les litiges opposant les particuliers à l'administration publique ou les conflits entre organismes publics.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1er degré : Tribunaux administratifs (recours pour excès de pouvoir, fiscalité, contrats publics). • 2e degré : Cours administratives d'appel (réexamen des jugements). • Cassation : Cour Suprême (Chambre administrative) en dernier ressort. <p>✓ Les juridictions à valeur d'institution Organes constitutionnels majeurs garantissant la stabilité de l'État, le contrôle électoral et la protection des droits fondamentaux. Exemples : Cour Constitutionnelle, Haute Cour de Justice, Conseil Supérieur de la Magistrature.</p>
--	--

4.4.5. Les acteurs judiciaires

Thème	Les acteurs judiciaires
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs ✓ Des universitaires
Date	19 décembre 2025
Lieu	Bamako
Présentateurs	Alou Badra SOUMOUTERA (Élève magistrat-TGI CIII)
Compte rendu	<p>Historiquement, la justice privée (loi du talion, <i>faida</i> médiévale) primait. L'État a pris le monopole de la justice pour interdire la vengeance, préserver la paix sociale et garantir l'égalité devant la loi. Aujourd'hui, elle se définit comme l'institution chargée d'appliquer le droit, régler les litiges et sanctionner les infractions.</p> <p>Les acteurs du système judiciaire : Les professionnels de la justice se répartissent en trois grandes catégories :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les Magistrats, formés à l'INFJ, ils se divisent en deux corps distincts : <ul style="list-style-type: none"> • Magistrats du siège (Juges) : Indépendants et inamovibles, ils tranchent les litiges au fond et rendent les décisions (jugements, arrêts). Parmi eux, le <i>Juge d'instruction</i> possède un rôle mixte d'enquêteur et de juge. • Magistrats du parquet (Procureurs et substituts) : Non-juges, soumis à l'autorité du ministre de la Justice. Ils représentent la société, dirigent les enquêtes pénales et requièrent l'application de la loi à l'audience (debout). ✓ Les Auxiliaires de Justice participent directement au déroulement des procédures : <ul style="list-style-type: none"> • Greffiers : Assurent le suivi administratif, rédigent et authentifient les actes, et conservent les dossiers. • Notaires : Officiers publics (formés en 3 ans à l'INFJ) qui rédigent et sécurisent les actes civils et contrats (ventes, mariages, successions). • Avocats : Professionnels du droit régis par les normes UEMOA (concours, formation de 3 ans pour le CAPA, prestation de serment). Ils conseillent, assistent et défendent leurs clients. • Huissiers-commissaires de justice : Officiers ministériels chargés de signifier les actes de justice, d'effectuer des constats et d'exécuter de force les décisions de justice. ✓ Les autres collaborateurs apportent un soutien technique et opérationnel : <ul style="list-style-type: none"> • Police judiciaire : Enquête sur les infractions, rassemble les preuves et arrête les auteurs sous le contrôle des magistrats. • Experts judiciaires : Spécialistes (médecine, foncier, mécanique) mandatés par le juge pour éclairer le tribunal sur des questions techniques précises (ex: évaluer l'empiètement d'un terrain ou les dégâts d'un accident).
Questions / réponses	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Est-ce que le magistrat peut se spécialiser ✓ Pourquoi TGI au lieu de Tribunal de 1^{ère} Instance ? ✓ Pourquoi ce changement ?

- ✓ Sceau et armoirie ?
 - ✓ Est-ce que la justice n'est pas trop éloignée des citoyens ?
 - ✓ Indépendance de la justice ?
-

5. Publications

Comme à son habitude, GREAT a informé son public cible à travers ses traditionnelles revues, à savoir les Great_Cahiers, le Great_Savoir, la Great_Formation mais aussi par la base de connaissances qu'elle alimente par des données aussi bien nationales qu'internationales. Au-delà de la distribution via un mailing list, ces documents sont accessibles sur le site Internet de GREAT <https://greatmali.net>.

5.1. Les GREAT_Cahiers

Titre	Mesure et analyse de l'inégalité des sexes au Mali
Numéro	91
Date de publication	Janvier – Mars 2025
Auteurs	Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	54 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Evaluation comparative des perceptions populaires de la transition au Mali
Numéro	92
Date de publication	Avril – Juin 2025
Auteurs	Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	96 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Jeunesse, inégalités de sexe et pauvreté
Numéro	93
Date de publication	Juillet – Septembre 2025
Auteurs	Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	18 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Rapport d'enquête emploi auprès des ménages
Numéro	94_1
Date de publication	Octobre – Décembre 2025
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	78 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Jeunes et marché du travail
Numéro	94_2
Date de publication	Octobre – Décembre 2025
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	40 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

5.2. Le GREAT_Savoir

Titre	Les Maliens approuvent la sortie de leur pays de la CEDEAO et croient en la capacité de l'AES à améliorer la sécurité dans la région
Numéro	169
Date de publication	Janvier 2025
Auteurs	Dr. Ousmane Z Traoré
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Les Maliens se disent favorables à des mesures fortes pour limiter les changements climatiques
Numéro	170
Date de publication	Février 2025
Auteurs	Wélé Fatoumata Sow
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Les Maliens sont favorables au maintien de la scolarité des filles mères ou enceintes et à l'enseignement de l'éducation sexuelle dans les écoles
Numéro	171
Date de publication	Mars 2025
Auteurs	Djénéba Diarra
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	La majorité des Maliens appelle les autorités à renforcer la protection des filles et femmes contre la discrimination et le harcèlement
Numéro	172
Date de publication	Avril 2025
Auteurs	Djénéba Diarra
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Autonomisation des femmes
Numéro	173
Date de publication	Mai 2025
Auteurs	Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	La majorité des Maliens se sent en insécurité, tout en reconnaissant les efforts du gouvernement en matière de sécurité
Numéro	174
Date de publication	Juin 2025
Auteurs	Moussa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Les Maliens placent leur identité nationale au-dessus des appartenances ethniques
Numéro	175
Date de publication	Juillet 2025
Auteurs	Moussa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Déclin de l'affiliation politique au Mali
Numéro	176
Date de publication	Août 2025
Auteurs	Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Justice
Numéro	177
Date de publication	Septembre 2025
Auteurs	Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Participation au marché du travail
Numéro	178
Date de publication	Octobre 2025
Auteurs	Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Créations d'emplois et employabilité
Numéro	179
Date de publication	Novembre 2025
Auteurs	Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Sous-utilisation de la main-d'œuvre
Numéro	180
Date de publication	Décembre 2025
Auteurs	Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

5.3. La Great_Formation

Titre	Théorie des ensembles
Numéro	06
Date de publication	Février 2016
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	17
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Calcul matriciel
Numéro	07
Date de publication	Août 2017
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	41
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Etude de fonctions
Numéro	08
Date de publication	Août 2018
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	45
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Fonctions à plusieurs variables
Numéro	09
Date de publication	Août 2019
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	21
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Suites et séries
Numéro	10
Date de publication	Septembre 2020
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	28
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Calcul intégral
Numéro	11
Date de publication	Novembre 2020
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	35
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Equation différentielle
Numéro	12
Date de publication	Décembre 2020
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	26
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

5.4. Base de connaissances

Conformément à son objectif qui est de rechercher, promouvoir, favoriser et appliquer tout moyen propre au développement des sciences sociales et plus particulièrement de la science économique pour un développement durable du Mali et de l'humanité dans son ensemble, GREAT publie des résultats de recherche et d'études.

Les publications de GREAT sont distribuées en copies dures, toutes disponibles sur le site web de GREAT (<https://greatmali.net>) dans les rubriques Great_Publication, <https://greatmali.net/category/publications/> pour les Great_Cahiers et Great_Press pour le Great_Savoir et la Great_Formation. De même, le Great_Savoir est accessible sur abonnement.

6. Partenariat

Malgré les tensions de trésorerie consécutivement aux conséquences de la double crise sociopolitique du pays, GREAT a pu réaliser des activités en partenariat avec quelques partenaires qui sont des institutions de recherche, l'administration publique ou encore des PTF. Ce partenariat est scellé sur la base d'un contrat précis déterminant les mandats de chaque partie prenante.

6.1. Institutions de recherche

Afrobarometer	✓ Réalisation d'enquêtes auprès d'un échantillon de 1'200 adultes maliens sur la démocratie, la gouvernance, la qualité de vie, etc. (Dissémination)
GDRI	✓ Mesurer et observer les violences
WEF	Enquête auprès des chefs d'entreprise
C4ED	Enquête qualitative et quantitative

6.2. Administration publique

DNPD	✓ Situation Economique et Financière du Mali en 2022 et Perspectives pour 2023 ✓ Travaux de cadrage du 1 ^{er} semestre 2025
SWEDD	✓ Evaluation d'impacts
BUDGET	✓ CBMT
ODHD	✓ Validation du rapport provisoire de l'étude portant sur le thème d'un système éducatif pour une conscience environnementale, un engagement citoyen et des compétences en développement durable au Mali
MEF(DEF)	✓ Rapport de l'indice de pauvreté multidimensionnelle ✓ Enquêtes, Traitement, Analyse, Diffusion et Archivage des données ✓ Atelier d'élaboration des objectifs opérationnels et résultats attendus du SDS 2025-2029, du 03 au 04 avril 2025 ✓ Conférence de lancement des travaux du processus budgétaire 2026
ONDD	✓ Atelier de dissémination des résultats de l'étude sur les causes et les effets du divorce (avant et après la procédure)
INSTAT	✓ Enquêtes, Traitement, Analyse, Diffusion et Archivage des données ✓ Atelier d'élaboration des objectifs opérationnels et résultats attendus du SDS 2025-2029, du 03 au 04 avril 2025 ✓ Atelier de validation du rapport d'analyse des déchets solides municipaux dans les dépôts de transit
MUHDATP	✓ Les effets du travail de soins non rémunéré sur l'autonomisation économique des filles et des femmes au Mali
MSDS	✓ Proposition des thèmes d'études et de recherches ✓ Compétences en développement durable au Mali, Divers ✓ Validation du rapport provisoire du RNDH 2023 portant sur le thème "Impact de l'inflation sur le pouvoir des ménages dans le contexte de crise multidimensionnelle au Mali y compris le guide d'entretien, Divers" ✓ Examen technique de la version du rapport national sur le développement humain 2024 dont le thème porte sur l'impact de la digitalisation des soins de santé sur la couverture universelle au Mali, Divers ✓ Validation de la version provisoire du rapport national sur le développement humain 2024 dont le thème porte sur " Impact de la digitalisation des soins de santé sur la couverture sanitaire universelle au Mali"

6.3. Partenaires techniques et financiers

Afrobaromètre	✓ Enquête sur la qualité de la démocratie et la gouvernance au Mali
WEF	✓ Enquêtes sur la compétitivité globale des entreprises
ONEF	✓ Réalisation du rapport national sur l'emploi(ENEM) ✓ Réalisation de l'étude d'évaluation de l'impact de la réduction du cout du travail des entreprises sur la création d'emplois au Mali ✓ Réalisation du rapport d'analyse situationnelle annuelle sur la marché du travail (RASAMT 2024)
DGB	✓ Etude d'amélioration du modèle du cadrage budgétaire à moyen terme(CBMT)
C4ED	✓ Enquêtes auprès des femmes collectrices des noix de karité
SWEDD	✓ Enquête à mi-parcours

7. Fonctionnement institutionnel

GREAT, érigé en ONG depuis le 01 juillet 2009 et signataire d'Accord cadre n°001079 avec l'Etat, dispose de trois niveaux d'instances, une Assemblée générale qui définit ses grandes orientations, un Comité d'orientation qui se charge de décliner ses orientations en programmes et de contrôler leur mise en œuvre par la Direction exécutive. La Direction exécutive composée de 4 départements (Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication, Administration et finances) assure la mise en œuvre quotidienne du programme d'activités annuel.

7.1. Programmation et responsabilisation des activités

GREAT, ONG de recherche, a pour vocation en plus de la recherche, la formation, la publication, l'assistance et la promotion de la science et de la culture. En 2025, les travaux de recherche de GREAT ont principalement porté sur (i) Modèles et stratégies de développement, (ii) Etudes d'impacts, (iii) Capital humain et genre (iv) Démocratie et gouvernance. En plus des travaux des études et recherche effectivement menées, à l'instar des années précédentes, GREAT a postulé à diverses offres d'études et de recherche sans succès dans un certain nombre de cas.

A l'instar des années précédentes, GREAT a mené, courant 2025, 5 enquêtes contre 3 en 2024 et 2 en 2023. La première a porté sur la compétitive globale des entreprises pour le Forum économique mondial qui est une enquête annuelle depuis une vingtaine d'années. La deuxième C4ED portait sur l'enquête quantitative auprès des collectrices des noix de Karité. La troisième C4ED aussi portait sur l'enquête qualitative auprès des collectrices des noix de karité. La quatrième MOV-Mali II portait sur l'enquête sur les expériences de VBG au Mali. La cinquième RASAMT 2024 portait sur le rapport d'analyse situationnelle annuelle sur le monde du marché.

Dans le cadre du renforcements de capacités, le personnel de GREAT a bénéficié de 3 ateliers en élaboration de MCS (Matrice de comptabilité sociale) et le Cadrage macro-budgétaire sur MME-DNPD. GREAT a pris part à deux réunions (statutaire et réunion de travail), 09 ateliers de validation scientifique. Contrairement aux années 2023 et 2024, GREAT a organisé en 2024 2 Cafés.

En matière de publication, 5 GREAT _Cahiers, 12 GREAT _Savoir sont à l'actif du groupe. En plus 7 GREAT_Formation ont été publiés et la base de données permanemment actualisée est disponible sur le site de GREAT.

Le Directeur exécutif de GREAT veille au bon fonctionnement des départements. La répartition des tâches quotidiennes entre le personnel des différents départements se fait à l'aide d'un tableau de bord qui est mis à jour au fur et à mesure de l'exécution satisfaisante des activités. Pour chaque activité, un tableau retrace les tâches à accomplir, les personnes responsables, les délais à respecter et d'éventuelles observations.

7.2. Réunions statutaires

Le Conseil d'orientation s'est réuni le 28 juin 2025. Il a statué sur le Rapport d'activités de l'année 2024 et le Programme d'activités 2025 pour examen, adoption et validation desdits documents suscités. D'entrée de jeu, le président a promis que des rencontres seront

organisées avec les membres du CO et pas seulement à sa seule date de la réunion statutaire. A l'instar des années précédentes, la direction exécutive de GREAT se donne la tâche de traduire l'actualité brûlante en sujets d'études et recherche notamment les études sur le développement durable et sur l'évaluation d'impacts. Durant l'année 2025, la Direction exécutive a fonctionné normalement et tous les départements ont pu exécuter les activités programmées relevant de chacun d'eux.

Au total, trois réunions de personnel ont été tenues sous la présidence du Directeur exécutif qui coordonne les activités des 4 départements. Ces réunions ont porté sur la planification des travaux en cours ou en instance d'exécution. Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis.

7.3. Ateliers résidentiels

Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels, souvent avec des partenaires externes, pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total, ce sont 3 ateliers de 3 jours chacun se sont tenus en 2025 à Koulikoro, contre 6 en 2025

Objet	Participants	Durée et lieu
Rapport annuel 2025	✓ 5 de GREAT	Du 10 au 12 mai 2024 à Koulikoro
ONEF	✓ 2 de GREAT ✓ 1 personne-ressource	Du 22 au 25 juin 2025 à Koulikoro
ONEF	✓ 3 de GREAT	Du 05 au 07 septembre 2025 à Koulikoro

8. Suivi budgétaire

Le suivi budgétaire porte sur le système de gestion mis en place pour assurer le rapportage correct des opérations financières de GREAT mais aussi sur la structure des dépenses de l'organisation et leurs sources de financement.

8.1. Système de gestion

Dans l'optique d'un meilleur suivi budgétaire, GREAT s'est toujours servi de l'outil informatique de gestion budgétaire, SAGE COMPTABLE. Il permet, entre autres :

- ✓ l'enregistrement régulier de tous les éléments d'exécution du budget (encaissements et dépenses)
- ✓ la lecture directe du solde disponible sur chaque ligne du budget
- ✓ des prévisions et projections
- ✓ l'évaluation des besoins de trésorerie
- ✓ l'établissement de rapport financier à tout moment.

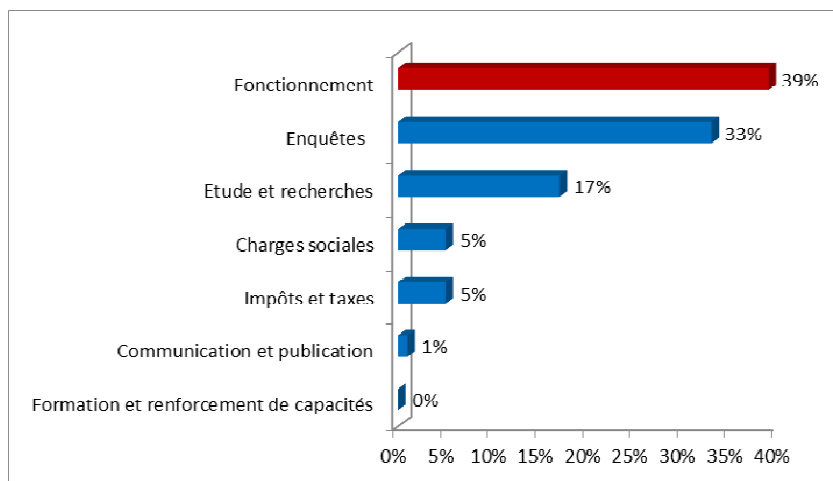
Le suivi budgétaire est une application qui permet de mémoriser les éléments de chaque poste budgétaire. Toutes les opérations de dépenses et de versement peuvent être régulièrement enregistrées et le solde établi à tout moment pour chaque ligne budgétaire et selon les sources de financement.

8.2. Structure et évolution des dépenses

Les dépenses de GREAT se décomposent en sept rubriques, (i) fonctionnement institutionnel, (ii) enquêtes, (iii) communication et publication, (iv) charges sociales, (v) impôts et taxes, (vi) études et recherches, enfin (vii) formation et renforcement de capacités.

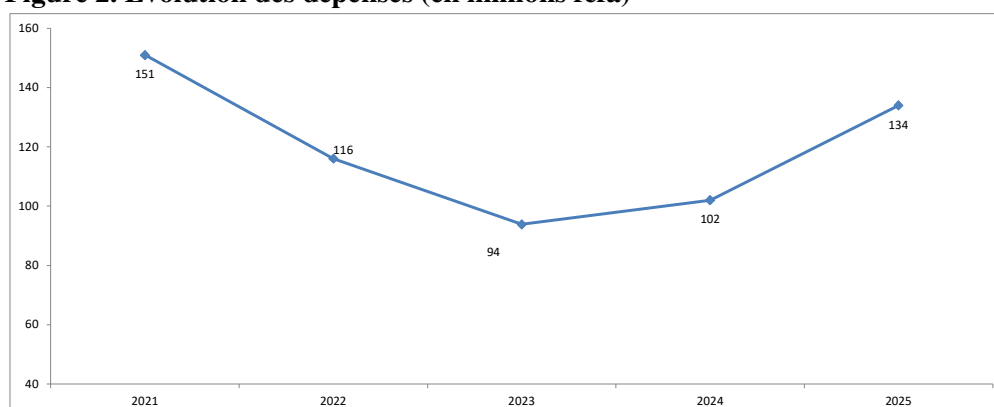
En regardant un peu, le total des dépenses de 2025, nous observons que le fonctionnement tient en premier des dépenses de GREAT avec 39%, suivi des enquêtes avec 33%, les Etudes et Recherches viennent en troisième avec 17%, les charges sociales et les impôts se placent en 4^{ème} position avec 5% suivi de la communication et publication avec 1% le plus petit poste est réservé à la formation et le renforcement de la capacité.

Figure 1. Structure des dépenses 2025



En dynamique, les dépenses en 2025 marquent une légère augmentation par rapport à l'année 2022-2023-2024 mais en deçà de la période antérieure 2021. Il faut espérer que la dynamique enclenchée se poursuive afin de remettre GREAT sur le chemin de l'expansion, au bénéfice de la production de savoir au Mali.

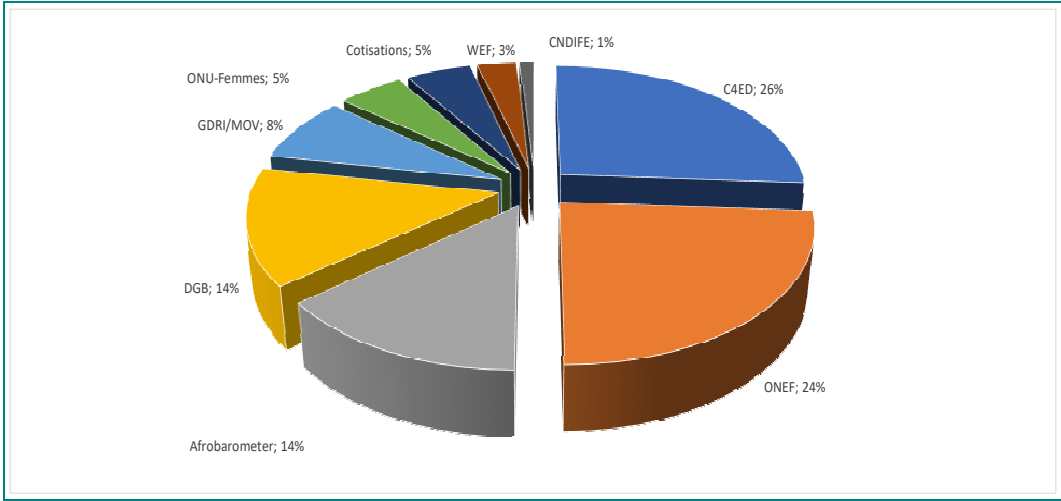
Figure 2. Evolution des dépenses (en millions fcfa)



8.3. Sources de financement

En 2025, les activités de GREAT ont été financées majoritairement par C4ED avec 26%, ONEF avec 24%, constituant du coup les deux principaux bailleurs de l'année, 50% au total. Afrobarometer occupe la troisième place 14%, vient en quatrième position GDRI/MOV avec 8%, ONU-Femmes et les cotisations des associées viennent ex æquo en cinquième position avec 5%, WEF est en septième position avec 3% enfin la huitième place est occupée par le CNDIFE avec 1%.

Figure 3. Sources de financement



9. Programme d'activités 2026

Le tableau ci-contre donne les activités programmées au cours de l'année en fonction des domaines de recherche. Cette programmation peut évoluer en fonction de l'actualité économique du pays mais aussi des partenariats éventuels que GREAT serait appelé à nouer sur des enjeux bien précis.

☞ Programme prévisionnel d'activités 2026

1. Etudes et recherche		Partenaires potentiels
Modèles et stratégies de développement	Construction d'une MCS de simulation d'impacts	MEF
	Elaboration d'un MEGC pour simulation d'impacts de chocs et de politiques publiques	MEF
	Cadrage budgétaire	DGB
	Intégration régionale	MAECI
	Changement climatique	AEDD
Etudes d'impacts	Evaluation de projets	Système ONU
	Evaluation d'impacts de programmes	AGRA
	Evaluation d'impacts par modélisation et microsimulation	MEF
	Pertes de récoltes, changement climatique et économie circulaire	Universités
Capital humain et genre	Marché du travail	ONEF
	Emploi et formation professionnelle	ONEF
	Economie des soins	ONDD
	Attachement identitaire	ISH
	Attachement partisan	AB
	Mesure et analyse de l'inégalité des sexes	MPFEF
	Discrimination et VBG	PNVBG
	Urbanisation et pauvreté	
Démocratie et gouvernance	Santé de la reproduction	
	Gouvernance sécuritaire	
	Inégale distribution de la justice	
	Démocratie, partis politiques et élections	
	Evaluation comparative de la gouvernance	
2. Enquêtes	TIC et liberté de presse	
	Enquêtes auprès des entreprises	
	Enquête de suivi-évaluation	
	Enquête de perceptions	
	Evaluation d'impacts	
	Enquêtes auprès des écoles et instituts de formation professionnelle	
	Enquêtes auprès des exploitations agricoles	
3. Formation et renforcement de capacités	Renforcement de capacités sur ARGIS	
	Renforcement de capacités en méta-analyse	
	Renforcement de capacités sur Eviews	
	Renforcement de capacités sur la comptabilité des ISBL	
	Formation au traitement de bases de données	
	Formation en modélisation économique	
	Formation sur SPSS	
	Formation à la gestion axée sur les résultats de développement	
4. Communication	Les Great_Cahiers	
	Le Great_Savoir	
	La Great_Formation	
	Le Great_Café	
	Les Great Capsules (Vidéos)	
	Actualisation de la Base de connaissances de GREAT	
	Dissémination des résultats d'études	
	Conférences et colloques	
5. Publications	Les Great_Cahiers	

	Le Great_Savoir	
	Le Great_Café	
	La Great_Formation	
	Rapport d'activités 2025 de GREAT	
6. Partenariat	INSTAT, CPS et Observatoires	
	Afrobarometer	
	CPM (Comité de prévision et de modélisation)	
	CSLP	
	Universités	
	IBP	
	World Economic Forum	
	IGM	
	AERC	
	INPS	
	PNUD	
	MEF	
	SWEDD	
	Banque mondiale	
	Secteur privé	
	Participation évènementielle	
Rapportage d'études		
7. Fonctionnement institutionnel	Révision du plan stratégique	
	Révision du plan de plaidoyer	
	Révision du plan de communication	
	Révision du plan de mobilisation de ressources	
	Réunions régulières des instances	

Conclusions

L'année 2025 a été une année de défis pour le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique sur le plan de la diversification du partenariat mais aussi de la mobilisation des ressources financières. En effet, GREAT a subi les conséquences de la crise géopolitique et économique du pays face aux partenaires traditionnels du pays. Au plan international, les partenaires traditionnels ont continué à s'éloigner du pays à cause des choix stratégiques des hautes autorités de l'AES, les partenaires venant de ces pays étant les principales sources de financement des études et recherche en Afrique en général et au Mali en particulier.

Malgré ce contexte difficile, GREAT a cherché à s'adapter en investissant massivement dans la recherche de partenaires nationaux. C'est ainsi qu'il a pu tisser des relations de collaboration avec la Direction générale du budget (DGB), l'Observatoire national de l'emploi et de la formation professionnelle (ONEF), le Centre national de documentation et d'information sur la femme et l'enfant (CNDIFE), etc. En plus de ces collaborations, GREAT a, à travers le réseau C4ED et GRDRI-MOV, mobilisé des ressources pour faire face à son fonctionnement.

Toujours dans le cadre de la collaboration, GREAT a pu exécuter des études sur le travail de soins non rémunéré au Mali sur financement Onu-Femmes. En effet, le travail de soins non rémunéré est essentiel au bien-être des personnes et de la société. Il s'agit pour cette thématique non seulement de se préoccuper des autres mais aussi de prendre soin d'eux et de donner des soins et recevoir des soins. De par sa portée, cette thématique semble avoir de l'avenir pour notre pays, d'abord au regard de l'existence de peu de documentations nationales et du peu de compétences. GREAT, en s'insérant dans cette thématique, pourra valoriser et même exporter ses compétences dans la sous-région.

La dernière réunion statutaire de GREAT a permis à l'équipe de programmer une série d'activités pour l'année 2026 dans ses domaines de prédilection, entre autres, la modélisation et les stratégies de développement, les études d'impacts, le capital humain et genre, la gouvernance et la démocratie, etc. Par ailleurs, un effort a été fait dans la capitalisation des modules de formation qui ont donné lieu à publication.